

SEANCE DU MERCREDI 18 MARS 1981
VERGADERING VAN WOENSDAG 18 MAART 1981ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERING

SOMMAIRE :

CONGES :

Page 1142.

PROJETS DE LOI (Discussion) :

Projet de loi contenant le budget du ministère des Classes moyennes de l'année budgétaire 1981.

Discussion générale. — *Orateurs* : MM. Dalem, rapporteur, Van den Broeck, R. Gillet, Windels, Coen, Bogaerts, Capoen, Deconinck, Mme Rommel-Souvagie, MM. Vangeel, De Rouck, M. Desmarets, Vice-Premier ministre et ministre des Classes moyennes, du Plan et adjoint à la Communauté française, p. 1142.

Discussion et vote des articles, p. 1158.

Projet de loi contenant le budget du ministère des Finances de l'année budgétaire 1981.

Projet de loi ajustant le budget du ministère des Finances de l'année budgétaire 1980.

Discussion générale. — *Orateurs* : MM. Vandenabeele, rapporteur, Lagneau, Coppens, Sondag, de Bruyne, Waltniel, Vandezande, M. Eyskens, ministre des Finances, p. 1159.

Projet de loi contenant le budget du ministère des Finances de l'année budgétaire 1981.

Discussion et vote des articles, p. 1166.

Projet de loi ajustant le budget du ministère des Finances de l'année budgétaire 1980.

Discussion et vote des articles, p. 1169.

INHOUDSOPGAVE :

VERLOF :

Bladzijde 1142.

ONTWERPEN VAN WET (Bespreking) :

Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Middenstand voor het begrotingsjaar 1981.

Algemene bespreking. — *Sprekers* : de heren Dalem, rapporteur, Van den Broeck, R. Gillet, Windels, Coen, Bogaerts, Capoen, Deconinck, Mevr. Rommel-Souvagie, de heren Vangeel, De Rouck, de heer Desmarets, Vice-Eerste minister en minister van Middenstand, van het Plan en adjunct voor de Franse Gemeenschap, blz. 1142.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 1158.

Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Financiën voor het begrotingsjaar 1981.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Financiën voor het begrotingsjaar 1980.

Algemene bespreking. — *Sprekers* : de heren Vandenabeele, rapporteur, Lagneau, Coppens, Sondag, de Bruyne, Waltniel, Vandezande, de heer Eyskens, minister van Financiën, blz. 1159.

Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Financiën voor het begrotingsjaar 1981.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 1166.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Financiën voor het begrotingsjaar 1980.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 1169.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

M. De Seranno, secrétaire, prend place au bureau.

De heer De Seranno, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 10 m.

De vergadering wordt geopend te 14 u. 10 m.

CONGES — VERLOF

MM. Kenens, en raison d'un deuil familial; Califice, pour raison de santé, demandent un congé.

Vragen verlof : de heren Kenens, wegens familierouw; Califice, wegens gezondheidsredenen.

— Ces congés sont accordés.

Dit verlof wordt toegestaan.

MM. Houben, en raison de devoirs professionnels; le comte du Monceau de Bergendal, pour des raisons familiales; J. Wathelet, en raison d'autres devoirs, demandent d'excuser leur absence à la présente séance.

Afwezig met bericht van verhindering : de heren Houben, wegens ambtsplichten; graaf du Monceau de Bergendal, wegens familiale redenen; J. Wathelet, wegens andere plichten.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES DE L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1981

Discussion générale et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN MIDDENSTAND VOOR HET BEGROTINGS- JAAR 1981

Algemene beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous abordons l'examen du projet de loi contenant le budget du ministère des Classes moyennes de l'année budgétaire 1981.

Wij vatten de beraadslaging aan over het ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Middenstand voor het begrotingsjaar 1981.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est au rapporteur.

M. Dalem, rapporteur. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, Mesdames, Messieurs, la commission de l'Economie du Sénat a examiné le projet de loi contenant le budget du ministère des Classes moyennes de 1981 lors de sa réunion du 3 mars.

Le Vice-Premier ministre et ministre des Classes moyennes a fourni à cette occasion un aperçu de ce qui a déjà été réalisé par l'actuel gouvernement en faveur des indépendants et des petites et moyennes entreprises.

Pour rencontrer la nécessité de réduire les charges sociales des entreprises, et singulièrement des petites, un arrêté royal du 31 décembre 1980 a réduit les charges sociales des petites entreprises de 3 milliards 800 millions, ce qui correspond à un doublement des restitutions aux très petites entreprises.

La loi de redressement relative aux classes moyennes, du 10 février de cette année, a prévu des mesures tant sur le plan économique qu'au point de vue social.

Au plan économique, trois mesures spécifiques ont été prises en faveur des PME :

1° La subvention-intérêt supplémentaire qui peut être accordée aux jeunes de moins de 35 ans a été triplée et le montant sur lequel elle peut être obtenue a été porté à 100 p.c. des investissements réels;

2° Les primes d'emploi prévues dans la loi du 4 août 1978 ont été portées de 75 000 francs à 100 000 francs lorsqu'il s'agit du recrutement de main-d'œuvre supplémentaire tandis que ces primes peuvent être de 120 000 francs lorsqu'il s'agit de l'engagement d'un premier travailleur. Le délai maximum pour la liquidation de cette prime a été ramenée de cinq à trois ans;

3° Une prime de premier établissement de 50 000 francs a été instaurée en faveur des jeunes qui s'établissent pour la première fois dans une profession indépendante ou des personnes qui ont dépassé l'âge de 35 ans et qui sont inscrites depuis six mois au moins comme chômeurs demandeurs d'emploi.

Ces mesures contenues dans une loi de portée générale doivent être concrétisées par les régions en ce qui concerne les modalités d'application. Un montant de 600 millions de francs a été prévu pour l'exécution de ces mesures. Ce montant représente une partie du milliard 500 mil-

lions prévu dans la déclaration gouvernementale pour stimuler l'emploi dans les PME.

Au plan social, cette loi de redressement engage l'Etat à amortir la dette du passé qui pèse sur le régime de pension des travailleurs indépendants et qui fin 1980 avait atteint près de 30 milliards de francs.

Une solution a été prévue pour les charges financières afférentes à ces dettes : en 1981 les charges financières de la dette seront supportées par l'Etat à concurrence de 1 milliard, la couverture de 2 milliards restants étant assurée par le transfert du boni des allocations familiales au régime de pension des indépendants.

La loi de redressement permet d'accorder, dans ses dispositions fiscales et financières, des immunités à concurrence de 100 000 francs pendant quatre ans pour tout emploi supplémentaire créé en 1981. Un crédit de 900 millions a été prévu à cet effet.

Le budget qui nous est soumis s'élève à 5 558 400 000 francs dont 4 412 800 000 francs, soit 79 p.c., constituent l'intervention des pouvoirs publics dans la politique familiale en faveur des travailleurs indépendants. Le solde est affecté au fonctionnement du département et à des subventions accordées à des organismes qui travaillent exclusivement pour les classes moyennes tels que l'Institut économique et social des Classes moyennes et le Conseil supérieur des Classes moyennes.

Tant lors de la discussion générale que lors de la discussion des articles, le problème des allocations familiales des travailleurs indépendants a préoccupé plusieurs commissaires.

Le Vice-Premier ministre et ministre des Classes moyennes a rappelé que la loi de redressement du 10 février 1981 affecte par priorité les bonis existants dans ce secteur à la couverture partielle des charges financières de la dette du passé. Théoriquement, il reste encore pour quelques années des moyens suffisants pour mener une politique familiale, mais les moyens budgétaires sont trop faibles pour aligner l'allocation familiale pour le premier enfant sur celle qui est versée dans le régime des travailleurs salariés.

En ce qui concerne les pensions des travailleurs indépendants, le ministre a fourni à la commission un tableau qui montre que si le nombre des indépendants pensionnés a augmenté de 48 618 unités de 1975 à 1979, celui des indépendants actifs a diminué de 3 026 unités pendant la même période. Le même tableau précise que s'il y avait en 1975 232 524 actifs de plus que de pensionnés, il n'y en a aujourd'hui plus que 180 880.

Enfin, depuis la discussion du précédent budget des Classes moyennes, la loi du 8 août 1980 a communautarisé et régionalisé certaines matières relevant jusqu'alors du département des Classes moyennes.

Le ministre a rappelé à cette occasion les matières qui restent de la compétence nationale.

Il semble bon de les rappeler.

1. Secteur social

Le statut social des travailleurs indépendants relève de la compétence du ministre des Classes moyennes.

Seule la subvention de l'Etat relative aux allocations familiales est inscrite à son budget.

2. Expansion économique

Pour l'application de la loi du 4 août 1978 et de la loi de redressement relative aux classes moyennes du 10 février 1981, la compétence du ministre des Classes moyennes se limite au fonctionnement du Fonds de garantie.

La mise en œuvre proprement dite des lois d'expansion relève de la compétence des régions.

Le ministre des Classes moyennes dispose à son budget d'un crédit qui lui permet de subventionner directement les associations et organismes dont l'action au niveau national vise au développement et à l'épanouissement des petites et moyennes entreprises.

Le budget des Classes moyennes comporte également un crédit de fonctionnement destiné aux commissions nationales des métiers d'art.

3. Réglementation économique

— La réglementation du commerce ambulant;

— La réglementation relative aux cartes professionnelles pour étrangers;

— L'accès à la profession;

— Le jour de repos obligatoire;

— Le fonctionnement du Registre central du commerce.

4. Entreprises affectées par des grands travaux publics

L'application de cette législation est également de la compétence du ministre des Classes moyennes.

5. Formation professionnelle

Le ministre des Classes moyennes a uniquement compétence en ce qui concerne le Comité national de coordination et de concertation de

la formation permanente des classes moyennes. La formation et le perfectionnement professionnels sont, quant à eux, de la compétence des communautés.

6. Compétences mixtes

L'application de la loi sur les pratiques du commerce relève de la compétence commune des ministres des Affaires économiques et des Classes moyennes. Il en va de même pour ce qui est de la loi sur les surfaces de vente.

7. Parastataux

L'Institut économique et social des Classes moyennes, le Conseil supérieur des Classes moyennes et les chambres des métiers et négoce relèvent de la compétence exclusive du ministre des Classes moyennes.

Il revient dès lors aux régions de mettre en œuvre les législations sur l'expansion économique ainsi que la loi de redressement relative aux classes moyennes. En effet, ce sont les régions qui auront à déterminer toutes les modalités d'application.

Les articles et les tableaux ont été adoptés par 10 voix contre 3 par la commission. L'ensemble du projet de loi a été adopté par 11 voix contre 3. La commission a approuvé le rapport à l'unanimité des 12 membres présents.

Après avoir ainsi assumé la partie officielle de ma mission de rapporteur, je voudrais exposer quelques considérations personnelles. Et tout d'abord celle-ci, qui me paraît fondamentale : on parle beaucoup des petites et moyennes entreprises, on compte sur elles pour lutter contre la crise et créer des emplois, mais se soucie-t-on vraiment des travailleurs indépendants en tant que tels ?

Je suis frappé de ce que, de plus en plus, le regard porté sur les petites et moyennes entreprises ne le soit que du seul point de vue que ces dernières sont créatrices d'emplois.

Sans méconnaître la valeur fondamentale de cette optique, je crois qu'elle risque d'être profondément insuffisante. Les chefs d'entreprises, les travailleurs indépendants qui n'occupent pas de personnel salarié et appointé, ont droit, eux aussi, à notre attention. Ils ont aussi le droit que l'on se soucie de leur sort. C'est donc une politique d'ensemble en faveur des classes moyennes qu'il convient de mener, et non une politique fragmentaire, visant à utiliser simplement les entreprises comme moyen de création d'emplois salariés ou appointés.

Cela dit, je crois, et ceci est ma seconde réflexion, que cette politique doit être équitable. Or, elle ne l'est pas, ou d'une manière infime. Les indépendants ne sont pas traités sur le même pied que tous les autres citoyens de ce pays. Que s'est-il passé à propos de la modération des revenus ?

Simplement que chacun s'est soucié de maintenir le pouvoir d'achat des salariés, appointés et fonctionnaires. Mieux, on a prévu diverses mesures permettant aux revenus de ces différentes catégories d'évoluer, même au delà de l'index. Tout ceci est légitime et compréhensible, certes, mais comment par contre se comporte-t-on à l'égard de nombreuses catégories d'indépendants ? Pour les notaires et les huissiers, on réduit les barèmes de 5 p.c. C'est bien autre chose que de limiter une hausse. Et on le fait au moment où, notamment, le marché immobilier s'écroule et où les revenus bruts des études notariales diminuent de 25 à 30 p.c. par rapport à l'année dernière.

Maintenant, il est clair que de nombreux préavis seront remis au personnel des études de notaire qui ne sont plus à même de les rémunérer. Est-ce bien cela qu'ont voulu le gouvernement et les organisations syndicales ?

Pour les professions médicales et dentaires, on n'applique même pas l'indexation. Le taux prévu est de 3,16 p.c., étant bien entendu qu'il n'est applicable qu'à ceux qui sont conventionnés, c'est-à-dire à ceux qui appliquent les barèmes légaux.

Enfin, pour tous les autres, c'est un blocage pur et simple au niveau de 1980, sans la moindre indexation. Comment contester que cela soit malgré tout discriminatoire et injuste ?

Selon les chiffres officiels du ministre des Affaires économiques, en considérant les revenus de 1970, au coefficient 100, on constate que fin 1979, l'index était à 200, que les revenus des employés étaient à 284, et ceux des ouvriers à 274, tandis que ceux des commerçants, artisans et titulaires de professions libérales n'étaient qu'à 192. Que dire tout particulièrement des revenus des agriculteurs ? Le revenu des indépendants n'a même pas suivi l'index. Autrement dit, les indépendants se voient, par la force des choses, appliquer une modération des revenus bien plus draconienne que celle que l'on évoque aujourd'hui, et ce, depuis dix ans, et l'on accentue artificiellement leur mauvaise situation.

Une étude récente démontre que la part des commerçants, artisans et des sociétés de personnes dans le produit national brut s'est réduite de 36 p.c. au cours des dix dernières années. Cette considération justifie à elle seule une politique énergique en faveur des classes moyennes, car sans cela, comment veut-on qu'elles se développent et investissent ?

Je reconnais, Monsieur le Ministre, que des mesures très intéressantes ont été prises par le présent gouvernement, à votre initiative; elles ne favorisent cependant, dans leur ensemble, que ceux qui occupent du personnel, et non l'ensemble des indépendants.

M. R. Gillet. — Très juste !

M. Dalem. — Cela dit, il est frappant que si, d'une part, on cherche à aider les classes moyennes, on prend en même temps des mesures de nature à les décourager, voire à les pénaliser. A ce propos, le problème de leur pension est évidemment préoccupant.

L'Etat a consenti un effort considérable et a repris en charge le déficit du passé. Il l'avait fait pour les autres secteurs de la population. Mais, en même temps, la déclaration gouvernementale joint de manière indissociable une réforme du régime dans le sens de son amélioration et l'exigence de 3 milliards 800 millions de cotisations supplémentaires pour l'année 1981. Ce montant est lourd.

Néanmoins, il faut rendre hommage au sens de la responsabilité des groupements réunis au sein du groupe d'études Allard-Vandeputte, qui ont accepté de défendre envers leurs mandants ce fardeau supplémentaire. C'est un exemple qui mériterait d'être suivi par d'autres.

Encore faut-il noter que les représentants de ces organisations se sont mis d'accord sur des modalités précises qui apparaissent les moins douloureuses possible pour trouver ces 3 milliards 800 millions.

Dans ces circonstances, il serait inconcevable, me semble-t-il, qu'on adoptât d'autres solutions et que, notamment, les propositions d'un seul groupement l'emportassent sur les suggestions de tous les autres.

M. R. Gillet. — Très bien !

M. Dalem. — Il serait inconcevable aussi que ne soient pas admises les propositions d'organisation d'un régime complémentaire libre de pension, qui est la formule à la fois d'introduction d'une proportionnalité dans le régime et d'amélioration de celui-ci qui coûte le moins cher au Trésor et que les indépendants eux-mêmes ont proposé conformément à la déclaration gouvernementale.

Les conclusions adoptées les 23 décembre et 19 février : le groupe Allard-Vandeputte constituent un tout cohérent, mais aussi une transaction entre les différents groupements. Y toucher dans l'un ou l'autre de ses aspects serait mettre tout par terre et permettre à chacun des groupes constitutifs de reprendre leur entière liberté. Ce serait aussi décourager des efforts aussi louables que ceux-là.

Je demande donc à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, comme je demande à l'ensemble du gouvernement, d'adopter les propositions qui ont été formulées à la quasi-unanimité par ceux qui représentent l'immense majorité des indépendants.

Cela étant, Monsieur le Ministre des Classes moyennes, vous venez d'organiser une table ronde qui aurait pour but de dégager les grandes lignes d'un nouveau contrat de progrès pour les classes moyennes.

Je sais qu'une nouvelle rencontre est prévue pour le 8 avril et qu'il n'est sans doute pas possible au ministre de nous donner, dès à présent, toutes les indications sur les propositions qu'il formulera. J'imagine qu'il lui est cependant possible de nous en donner déjà quelques-unes, et je souhaiterais notamment qu'il veuille bien nous dire dans quelle direction plus particulière il compte faire porter ses efforts, tout au moins dans un premier stade. A ce sujet, il est clair que la simplification administrative demeure un but toujours proposé et malheureusement jamais atteint.

Comment les indépendants peuvent-ils croire qu'on veut les aider et simplifier leurs tâches, quand on voit ce qui se passe ? Permettez-moi de citer quelques exemples.

Comment ne pas protester contre les dispositions de l'article 13 de la loi du 8 août 1980 qui imposent à tous ceux qui ont payé des commissions, des ristournes et des honoraires, d'établir des fiches et des relevés récapitulatifs, non pas pour fournir au fisc des éléments qui lui sont nécessaires pour appliquer exactement la loi, ce qui est tout à fait normal, mais pour dispenser les fonctionnaires d'établir eux-mêmes des documents sur base d'éléments qu'ils possèdent. C'est parfaitement inacceptable.

M. R. Gillet. — Très bien !

M. Dalem. — Et comment ne pas protester de la même façon lorsqu'on constate que la nouvelle formule de déclaration fiscale comporte une troisième partie qui exige simplement des indépendants de fournir un grand nombre de renseignements exclusivement statistiques et qui ne sont nullement nécessaires pour l'établissement correct de l'impôt. J'ajoute que ces éléments figurent dans les annexes et les documents justificatifs. Ici encore, c'est le travail de l'administration qui est imposé

au contribuable indépendant avec cette circonstance aggravante et intolérable que si ce volet fiscal n'est pas correctement rempli, la déclaration elle-même peut être rejetée avec toutes les conséquences qui en découlent.

Je demande formellement au gouvernement d'abandonner ce troisième volet et, surtout, de ne pas le lier au caractère correct ou incorrect de la déclaration. Je le fais avec d'autant plus d'insistance que la récente loi qui pénalise toutes les infractions fiscales dès l'instant où il y a intention de fraude, place le contribuable à la merci de l'administration. Et quand le contrôleur ne pourra-t-il pas prétendre qu'il y a intention de fraude... ?

Les contrôleurs moins scrupuleux pourront trouver dans cette législation des moyens de pression véritablement excessifs. Il serait bon de limiter les occasions d'exercer ces moyens de pression.

Enfin, toujours dans le cadre de la table ronde, je souhaiterais connaître les mesures que vous comptez prendre, Monsieur le Ministre, afin de supprimer les injustices dont ont été récemment victimes les titulaires de professions libérales.

Je voudrais savoir, par exemple, pourquoi un emploi créé dans un bureau d'avocat ou d'architecte n'aurait pas la même valeur économique et sociale qu'un emploi créé dans une entreprise quelconque. Pour moi, un chômeur est un chômeur, un demandeur d'emploi est un demandeur d'emploi. Notre devoir est d'encourager sa mise au travail et cela à tout prix.

Il n'y avait donc vraiment aucune raison de priver les titulaires de professions libérales de la ristourne des cotisations à l'ONSS dont bénéficient les autres entreprises, ristourne qui a été portée de 5 à 10 p.c.; il n'existe pas de raison de refuser la prime d'em^{pl}-i.

De plus, pourquoi exclure les professions libérales du bénéfice de l'article 26 de la nouvelle loi fiscale qui accorde un abattement sur les revenus imposables en cas d'engagement de personnel supplémentaire ?

L'image du titulaire de profession libérale bien nanti et n'ayant besoin d'aucune aide est déjà un vieux mythe du passé. Cela est démontré par les statistiques sur l'évolution des revenus, tout spécialement en ce qui concerne les personnes entrées plus récemment dans leur profession.

En conséquence, Monsieur le Ministre, les discriminations intervenues me paraissent être sans fondement. Elles font preuve d'un état d'esprit qui n'est pas acceptable. Je suis certain que vous corrigerez cela. En tout cas, je vous demande d'être particulièrement attentif à cette situation.

Dans ce second volet de mon exposé, que j'ai fait à titre personnel, je le rappelle, je souhaiterais redire que les mesures adoptées en faveur des PME constituent un apport très important dans la concrétisation effective des moyens dont elles peuvent disposer. Il ne faudrait cependant pas, Monsieur le Ministre, que les aides apportées par votre main soient soustraites par une autre main et qu'on risque ainsi d'agir de façon arbitraire, sans discernement ni justice.

Avant d'en terminer, je souhaiterais vous entendre confirmer que les agriculteurs pourront bénéficier des mesures prévues par la loi de 1981 relative aux classes moyennes et que, par exemple, les primes de premier établissement et d'emploi attribuées aux agriculteurs sont comprises dans l'enveloppe affectée au programme de relance. Il ne faudrait pas que des difficultés surgissent en la matière.

Nous comptons sur vous, Monsieur le Ministre, afin de voir faciliter l'application de la législation que nous avons votée dans cet esprit.

En conclusion, je tiens à dire que c'est en confiance qu'avec mon groupe je voterai votre budget...

M. R. Gillet. — Là, vous différez de moi !

M. Dalem. — Il est heureux, Monsieur Gillet, qu'il y ait encore une distinction entre vous et moi.

Donc, Monsieur le Ministre, nous voterons votre budget en confiance, persuadés que l'aide apportée aux PME leur permettra de mieux résister à la crise si grave que nous traversons. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van den Broeck.

De heer Van den Broeck. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, de zelfstandige, die graag weet hoe het in onze democratie allemaal reilt en zeilt, heeft aan de discussie over de begroting van het ministerie van Middenstand, weer een eenzame informatiebron gehad. Nu weet hij ten minste wat er gebeurt met de centen die hem worden afgenomen. Of hij daar echter zeer gelukkig zal mee zijn, valt enigszins te betwijfelen.

Indien men immers de 4,5 miljard vastgelegd voor de kinderbijlagen daarlaat — op zichzelf reeds een discussiepunt —, dan heeft hij toch kunnen vaststellen dat van de overige 1,5 miljard er nauwelijks 200 miljoen ter beschikking worden gesteld in het kader van de regionale expansiewetgeving ter bevordering van de zelfstandige beroepen.

In verhouding tot de bedragen ingeschreven voor de overige posten van de begroting is het een miniem bedrag, Trouwens, afgezien van de vraag of deze wijze van ondersteuning van de KMO's niet dient herdacht te worden, verzinkt een dergelijk bedrag totaal in het niet tegenover de enorme lasten die op de KMO's drukken en het initiatief ondermijnen.

Ondanks deze toestand hebben de KMO's zich steeds op een behoorlijke wijze kunnen handhaven als een stabiele factor in de huidige economische crisis. De aftakeling is evenwel nabij.

De werkelijkheid van vandaag stelt immers geen oplossing in het verschiet voor die crisis, waarvan niemand de omvang kan voorspellen.

De heer Houthuys heeft goed te verklaren dat het niet belangrijk is de schuldigen te zoeken. Hij weet nochtans heel goed dat de buitensporige macht die de vakbonden stilaan verwerven, één van de voornaamste oorzaken is van het vastlopen van het Belgische politieke leven en de daaruit volgende machteloosheid om de sociale onrust en verwarring te doen luwen.

Het is voor die vakbonden uiterst moeilijk om in de schoot van hun respectieve organisaties tot overeenstemming te komen omtrent positieve acties of beslissingen. Er wordt slechts een meerderheid gevonden als het erom gaat zich tegen iets te verzetten of iets af te wijzen. Samen met de grote ondernemingen en de regering hebben de politieke vakbonden bijgedragen tot de ontbinding van de klassieke markt met concurrentie.

Toezicht op prijzen en toezicht op lonen spruiten voort uit een zelfde beginsel : onderzoek en beheersing van de inkomens.

Het tweeluik van vrijheid en doeltreffendheid is vervangen door dat van gelijkheid en zekerheid. De beperkingen en de tegenstrijdigheden die hieruit voortvloeien, maken het alsmat moeilijker om tot overeenstemming te komen over een zaak.

De oplossingen om uit de crisis te geraken hangen daar. Ik niet af van een zuiver economische politiek, maar van de politiek zonder meer. Er moet toezicht komen op de macht van degenen die ontsnappen aan de marktdiscipline en die hierdoor prijzen en inkomens kunnen optrekken zonder dat ze hiervan rechtstreeks de gevolgen moeten dragen, en die aldus de inflatie en haar gevolgen in de hand werken.

Dit laatste geldt niet voor de middenstanders en ook niet voor al degenen die nog steeds onderworpen zijn aan het concurrentiemechanisme van de vrije markt. Het is de taak van de politieke leiders en vooral van de regering om de sociale partners ervan te overtuigen dat matiging en eensgezindheid, en dat wat alle prijzen en inkomens betreft, de voornaamste wachtwoorden moeten zijn.

De studiedienst van de Kredietbank heeft de ziekte waar de Belgische economie aan lijdt, nog eens scherp ontdekt. Volgens deze studiedienst staan wij thans voor de grootste uitdaging sinds de tweede wereldoorlog. Of onze regering daar op het ogenblik voldoende aandacht aan besteedt, Mijnheer de Minister, durf ik te betwijfelen want de resultaten spreken voor zichzelf : 3 519 faillissementen van KMO's in 1980 maar in januari 1981 reeds 380 faillissementen. Het ingeschreven krediet van 200 miljoen zal zeker geen ommekeer teweegbrengen. Er kan zelfs aan getwijfeld worden of deze inspanning iets zal uithalen. Het tewerkstellingsbevorderend effect van die uitgaven wordt immers tenietgedaan door het tewerkstellingsvernietigend effect van de rentestijging die eruit voortvloeit. Die uitgaven moeten immers met leningen worden gefinancierd en om nog geld te vinden moet de Staat het rentepercentage steeds hoger opdrijven. Rentestudies zijn budgettaire uitgaven waarvoor het geld moet worden geleend zodat het rentepercentage, dat men wil verlagen, integendeel verder omhoog wordt gedreven. Dergelijk systeem kan dan ook absoluut geen oplossing brengen.

De ondernemingsfiscaliteit van haar kant echter zou moeten kunnen worden gehanteerd als instrument van relance van de produktie. Het beginsel van prestatie-beloning en eigendomsrecht vervullen in de markteconomie een onvervangbare rol als prikkel tot initiatief. Door de enorme toename van de belastingdruk, zowel op de ondernemingswinsten als op het arbeidsinkomen, zijn die prikkels evenwel fel aan het afstompen.

Naarmate de verzorgingsstaat uitbreidt, wordt steeds meer de indruk gewekt dat arbeid en succesvol initiatief worden bestraft en dat inactiviteit en mislukking worden beloond. Het primair recht van beschikking over de vrucht van eigen arbeid is reeds gevoelig aangetast. Daarbij komt nog de groeiende onzekerheid met betrekking tot de toekomst van vermogen en inkomens. Zal de Staat daar morgen beslag op leggen ? Het beschikkingsrecht over vermogen en inkomen dreigt volkomen te

ontaarden. Het is niet langer de burger die een deel afstaat; het is de Staat die nog een deel overlaat.

Anderzijds is er het staatsdirigisme dat ernaar streeft bedrijven en sectoren in moeilijkheden overvloedig te subsidiëren en dus door de overheid te laten overnemen.

De hele logica van de ondernemingsrationaliteit wordt dan ook omgebogen. De ondernemer heeft immers vlug door dat de rendabelste inspanning voor hem het lobbyen is: het nastreven van zoveel mogelijk overheidssteun en -bescherming. Aldus wordt ten laste van de ondernemingen die nog concurrentieel zijn en ten laste van de hele consumentengemeenschap een premie gegeven aan slecht management of onverantwoord loonbeleid. Bovendien worden de vrije marktprijzen vervalst door fiscaliteit en parafiscaliteit. Vennootschapsbelasting vermindert immers het concurrentievoordeel van de winstgevendende zaak tegenover de verlieslatende. Sociale-zekerheidsinhouningen op het loon maken de arbeidsfactor relatief duurder dan kapitaal, energie of andere mogelijke substituten en bevorderen aldus arbeidsbesparende procédés.

Prijzenreglementering werkt prijsdalingen tegen en is vaak een verkapt vorm van subsidiëring aan de zwakste ondernemingen. Bovendien vermindert zij de stimulans tot kostenminimisatie, vermits kostenstijgingen volgens de prijzenreglementeringen meestal wel mogen worden doorgerekend. Opgelegde of gefgarandeerde prijzen leiden tot aanbods tekorten of productieoverschotten.

Op nagenoeg alle terreinen is er diezelfde tendens tot uniformisering van prijzen, arbeidsvoorwaarden, arbeidsduur en zelfs arbeidsduur-regelingen, pensioenleeftijd enzovoort. Vele van deze regelingen zijn ontworpen met de beste bedoelingen, vooral tegenover de werknemer, maar vaak zijn de economische effecten ervan precies het tegenover-gestelde van wat wordt beoogd.

Leuvense economen hebben berekend dat een loonkostenstijging met 1 pct. de werkloosheid met 0,7 pct. opdrijft; met andere woorden de hoge brutolonen en de verplichte algemene arbeidsduurvermindering leiden tot werkloosheid.

Men kan dus besluiten dat door allerlei goed bedoelde of minder goed bedoelde ingrepen en gedragingen de basismechanismen van de vrije onderneming worden lamgelegd. Vrijheid, eigendomsrecht en mededinging worden met de dag kleiner onder de betuttelende bemoeiingen van een bureaucratisch staatsapparaat onder corporatistisch bewind.

Gezien in dit licht, kan men ten gunste van de zelfstandigen de maatregelen opgenomen in de herstelwet positief noemen. De zelfstan-digen vertegenwoordigen in ons land weliswaar maar 15 pct. van de beroepsbevolking, maar zij stellen 45 pct. van de loontrekkenden tewerk.

Maatregelen die werden genomen om de arbeidskosten van die onder-nemingen te verlichten, komen dus bijna de helft van de actieve beroeps-bevolking ten goede. Vraag is echter in hoeverre deze maatregelen wel effectief kunnen zijn. De voorgestelde maatregelen zoals de vestigings-premie, de rentetoeelage, de tewerkstellingspremie, de belastingvrije winst tot viermaal 100 000 frank, de mogelijkheid tot versnelde afschrij-ving of vrijstelling van onroerende voorheffing bij investering in onroer-ende goederen, de belastingvrijstelling van de investeringsprovisie, de vermindering van de sociale lasten van 5 op 10 pct. voor de kleinste KMO's, het opvullen van de financiële put in het sociaal statuut der zelfstandigen en de 3 miljard voor onderzoek en energiebesparende investeringen zullen immers, volgens de ramingen, de Staat 3,5 miljard kosten.

Indien hierdoor het deficit toeneemt, zit men weer in de helse kringloop van de rentestijging. In een recent interview met *De Standaard* stelt minister van Financiën Eyskens immers duidelijk dat ook op het gebied van de financiering van de overheidsuitgaven België klem gereden is. Weliswaar is België in het buitenland nog kredietwaardig en is onze buitenlandse schuld nog niet zo heel hoog, maar ze neemt in een ontzettend snel tempo toe, te weten 500 miljoen per dag voor de eerste maanden van 1981.

De noodzaak van terugbetaling en het wisselrisico eraan verbonden hypothekeken echter de toekomst op een onverantwoordde wijze.

Het Belgisch spaarwezen zal dus nog intensiever moeten worden gemobiliseerd, wat alleen maar kan door rentestijgingen of belasting-vrijstellingen. Indien men daartegenover stelt dat de aanslagvoet op de vennootschapsbelasting in sommige gevallen meer dan 50 pct. bedraagt, dan kan men alleen maar zeggen dat wie in die omstandigheden nog in aandelen wil beleggen wel gek moet zijn.

In België vindt men dus geen risicodragend kapitaal meer. Door het risicodragend kapitaal, gesteund op het vrijwillig spaarwezen, uit te schakelen, is men in België totaal afhankelijk geworden van risico-dragend staatskapitaal. Dat is geen principe meer.

Het industrieel overheidsinitiatief vertoef immers al lang niet meer in het experimentele stadium waarin men het pleegt te plaatsen. Meer dan één tiende van de industriële productie in ons land wordt momen-teel verwezenlijkt in ondernemingen waarin de overheid aandeelhouder is. Spijtig genoeg heeft in deze bedrijven slechts één factor echt invloed: Hoe groter de participatie van de overheid, hoe slechter de financiële resultaten. Van 11,3 miljard aandelen die de overheid eind 1979 bezat, bedroeg de werkelijke waarde slechts 4,3 miljard. Maar ook de tewerkstelling werd door dit overheidsinitiatief niet gevrijwaard, vermits in bedrijven met staatsparticipatie vooral een tewerkstellings-verlies werd genoteerd.

Men kan dus zeggen dat de voorziene maatregelen voor de zelf-standingen slechts vruchten kunnen afwerpen wanneer daarnaast de Staat zijn ideologie herziet.

In de huidige slechte conjunctuur moet de overheid opnieuw durven te zoeken naar de beste werkingsvoorwaarden voor de privé-onder-neming, dat is haar belangrijkste taak. Dat veronderstelt dat, ten eerste, de lopende begroting van de overheid in evenwicht moet worden gebracht en dat, ten tweede, de nettotransfers naar de gezinnen in toom moeten worden gehouden en men de talrijke subsidies aan organisaties, instellingen, ondernemingen en overheidsbedrijven moet verminderen. Want het is de onredelijke groei van deze uitgaven die voor een groot deel verantwoordelijk is voor het overheidsdeficit. Ten derde, moet een fiscale reallocatie gebeuren ten gunste van investeringen in onder-nemingen.

Door met een algemene fiscale ontlasting de investeringen te bevo-rderen wordt een dubbel doel bereikt. De stijgende investeringsgeneid-heid verhoogt de totale vraag en verbetert de industriële concurrentie-kracht. Op lange termijn zal deze reallocatiepolitiek de handelsbalans fundamenteel saneren. Gelieve op te merken dat een belastingverlagende politiek absoluut niet als demagogisch of utopisch moet worden beschouwd. Lat een dergelijke politiek verantwoord is en zijn oorsprong vindt in het werk van professor Laffer, zullen de economen onder ons wel weten.

Mijnheer de Minister, het is duidelijk dat een herstelwet, die geen rekening houdt met de hierboven aangehaalde argumenten, geen oplos-sing kan brengen.

De heer Desmarests, Vice-Eerste Minister en Minister van Middenstand, van het Plan en adjunct voor de Franse Gemeenschap. — Wat u zegt is onjuist, Mijnheer Van den Broeck. De herstelwet gaat gedeeltelijk in die richting met fiscale ontlasting, vermindering van de sociale lasten enz. Dat is een stap in de goede richting.

De heer Van den Broeck. — Dat is een stap in de goede richting, Mijnheer de Minister. Ik heb trouwens niet gezegd dat de regering geen inspanningen levert. Ik twijfel echter aan de goede resultaten wanneer wij, in haar geheel gezien, onze politiek niet in een andere richting sturen.

De heer Desmarests, Vice-Eerste Minister en Minister van Middenstand, van het Plan en adjunct voor de Franse Gemeenschap. — Dat is juist. Maar, om een tweede stap te zetten moet men eerst een eerste stap doen.

De heer Van den Broeck. — Een herstelwet die geen rekening houdt met de hierboven aangehaalde argumenten, kan geen oplossing brengen en zal het resterende draagvlak van de ondernemingen nog meer adem-nood bezorgen. Dit is de kern van deze problematiek, Mijnheer de Minister. Indien wij geen gunstige sfeer en geen ander klimaat scheppen voor de privé-ondernemingen, zal de herstelwet, die vele goede punten bevat, voor een stuk doeltreffendheid missen. Indien wij hier niet in slagen, zal onze bevolking uiteindelijk onbewust vragen om een poli-tieke dictatuur, die als een redder in de nood een einde zal moeten maken aan de contradicties, de verspillingen en de absurditeiten van de huidige systeemchaos. (*Applaus op de liberale banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Roland Gillet.

M. R. Gillet. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, Mes-dames, Messieurs, je désire, au nom de l'opposition, féliciter M. Dalem pour son excellent rapport et pour l'intervention qu'il vient de faire à cette tribune à la fois en tant que rapporteur et membre d'une future opposition! (*Sourires.*)

Je voudrais dire à M. Dalem qu'il s'est trompé légèrement de date; le gouvernement ne tombera que dimanche ou lundi. Le discours d'opposition qu'il vient de prononcer, et que j'approuve d'ailleurs, me paraît bien structuré.

M. Basecq, premier vice-président, prend la présidence de l'assemblée

J'avais l'impression, à certains moments, qu'un vent favorable avait apporté à M. Dalem le texte de mon intervention.

Je vous rappelle qu'un jour, intervenant à cette tribune en faveur des victimes du tremblement de terre en Italie, j'ai vu M. Devulf bondir pour faire remarquer que je disais ce qu'il allait dire. Eh bien, Monsieur Dalem, vous avez émis, très bien d'ailleurs, les idées que je comptais développer à cette tribune.

Je considère effectivement, et je me tourne vers le ministre, que le budget de 1981 nous donne l'occasion de faire le bilan de l'action gouvernementale dans le domaine des classes moyennes.

Les membres de votre majorité, Monsieur le Ministre, le trouveront comme toujours positif...

M. Desmarests, Vice-Premier Ministre et Ministre des Classes moyennes, du Plan et adjoint à la Communauté française. — Il l'est !

M. R. Gillet. — ... les membres de l'opposition ne seront pas loin de dire la même chose, mais par comparaison avec la traditionnelle inertie des ministres traditionnels des partis du même nom qui se sont succédé à la tête du département.

Il est vrai qu'il y a du changement depuis quelques mois. Si l'on énumère les mesures prises en faveur des PME, et pour autant qu'elles soient effectives — mais nous reviendrons sur ce sujet —, nous pouvons nous réjouir de l'augmentation de la subvention-intérêt pour les jeunes, de l'augmentation des primes d'emploi et de la création d'une prime de premier établissement.

Nous devons tout autant exprimer la satisfaction des milieux des classes moyennes de voir bouger, pour la première fois, la situation immuable du système des pensions et, surtout, la reprise par l'Etat de la dette du passé qui doit aujourd'hui atteindre 30 milliards.

M. Lutgen. — Monsieur le Ministre, M. Gillet fait un discours de majorité !

M. R. Gillet. — Tout cela est vrai et ne pas le reconnaître ne serait pas objectif.

Je pense, Monsieur le Ministre, que le sort des travailleurs indépendants, des classes moyennes, des petites et moyennes entreprises du pays ne doit pas dépendre de divergences politiques. Au contraire, lorsque c'est possible, il doit obtenir le consensus de toutes les formations politiques.

A l'attention du chef de groupe du parti socialiste, je vous donne lecture d'une phrase extraite d'un récent discours : « Il ne faut plus compter sur des créations d'emplois dans les grandes entreprises industrielles, confrontées à une compétition internationale féroce. C'est dans les PME que l'on peut créer des milliers d'emplois et n'oublions pas ceci : il n'y a pas d'emplois sans employeurs. Nous disons aux patrons des PME : c'est une grande aventure de créer des emplois, nous sommes prêts à vous y aider. »

M. Delmotte. — Nous n'avons jamais dit le contraire.

M. R. Gillet. — Qui a prononcé ce discours ? C'est Michel Rocard ! Dans les conditions de crise où nous vivons, je considère qu'il faut faire abstraction des divergences politiques et, lorsque le gouvernement tente de faire aboutir des initiatives en faveur des classes moyennes, il faut essayer de les soutenir. Croyez-moi, Monsieur Lutgen, je ne prononce pas un discours de majorité ; c'est un discours de bonne volonté, de bonne foi et non pas de politique partisane.

Cela dit, il n'en reste pas moins que ces initiatives doivent aussi être examinées, à la fois à la lumière de l'expérience et en tenant compte de certaines conséquences qui n'apparaissent pas dans l'état de bonne conscience du gouvernement.

Je commencerai par la fin, c'est-à-dire par les pensions. La prise en charge par l'Etat est assortie de conditions qui méritent d'être examinées de près. L'Etat s'engage à amortir la dette mais ne couvre pas toutes les charges financières comme il l'avait fait, en son temps, pour le régime des salariés.

M. Delmotte. — Ceux-là cotisent depuis 1926 !

M. R. Gillet. — Je le sais, Monsieur Delmotte, mais *mutatis mutandis*, les travailleurs indépendants sont actuellement dans la situation où se trouvaient à l'époque les employés et les salariés. Je pense que, normalement, dans un pays démocratique, où l'on traite tout le monde sur le même pied, où la Constitution précise que tous les Belges sont égaux devant la loi, on pourrait régler le sort de chacun de la même manière. Ce n'est pas une critique, mais je constate qu'aujourd'hui, au contraire, le gouvernement fait couvrir les charges par le boni d'un régime d'allocations familiales qui n'est précisément en boni que parce qu'il est moins favorable, de moins en moins d'ailleurs, que celui des salariés.

Voulez-vous un exemple ? Nous venons de décider d'une modification de la législation sur le travail à temps partiel et nous avons élargi le forfait mensuel des allocations familiales des salariés à temps partiel. La distorsion actuelle entre les deux régimes est ainsi devenue plus sensible puisque pour le premier enfant d'un salarié à temps partiel il est prévu une allocation de 1 675 francs alors que, pour l'indépendant, elle reste à 480 francs. Il est facile, avec un pareil tarif d'allocations, de créer un boni qui aurait dû servir, par priorité, à permettre un ajustement des allocations allouées aux indépendants afin de leur permettre de rattraper leur retard et de retrouver plus de justice.

Au lieu de cela, vous avez prélevé, sur ce boni, de quoi réduire les charges financières de la dette, charges — soyons de bon compte — qui sont aussi réduites par la prise en charge par l'Etat du solde du déficit de cette charge, soit aujourd'hui environ un tiers des charges totales.

Deux milliards sont toujours pris sur les allocations familiales. Il faut le dire. On peut porter un jugement différent, selon que l'on est dans la majorité ou dans l'opposition, mais il est de fait que l'on prélève 2 milliards du secteur des allocations familiales des indépendants pour les consacrer à la pension ; on n'augmente pas les allocations familiales des indépendants, qui sont maintenant victimes d'une distorsion plus grande par rapport aux salariés. Les choses sont ce qu'elles sont. Vous ne pouvez pas dire que j'ai tort. C'est la réalité, et je vous laisse juges de savoir, vous, membres de la majorité, si vous pouvez avoir bonne conscience.

De même, vous avez établi une charge nouvelle de 3 milliards 800 millions, destinée à résorber le déficit structurel du régime, dans le cadre d'une réforme que nous ne connaissons pas encore d'ailleurs.

J'ai eu toutes les peines du monde à vous arracher, Monsieur le Ministre, des détails quant à la méthode qui sera suivie pour imposer des charges nouvelles, et vous ne nous avez pas tout dit.

Vous avez déclaré que vous deviez consulter les organisations de classes moyennes sur le programme concret que vous avez l'intention de réaliser. Cela me paraît évident, d'autant plus qu'il nous faut vous rendre cet hommage qu'à la différence de certains de vos collègues, c'est le Parlement que vous informez en premier et que vous n'êtes pas encore atteint de cette maladie qui caractérise le gouvernement Martens IV : dire à l'extérieur ce qui doit, d'abord, être dans cette enceinte.

Vous avez donc organisé une table ronde le 5 mars et vous avez conservé le secret sur ces discussions. J'espère que vous continuerez à respecter le Parlement et à lui annoncer, à lui d'abord, les conclusions de cette consultation. Il nous serait d'ailleurs très agréable de les entendre aujourd'hui, particulièrement en ce qui concerne la méthode qui sera appliquée pour prélever ces 3 milliards 800 millions de charges nouvelles. Je n'en dis pas plus que ne l'a fait le rapporteur, parlant à titre personnel ou au nom du parti social-chrétien...

Il faut que ce soit bien clair pour tous. Les indépendants qui travaillent en ont assez — on dit maintenant ras le bol — de payer des cotisations pour des allocations qu'ils ne percevront pas et qui seront attribuées soit à ceux qui travaillent moins, soit à ceux qui ne cotisent pas ou peu.

De même, quand donc comprendra-t-on qu'il n'y a aucune raison pour que le problème réel et préoccupant de la pension des agriculteurs soit résolu par la seule solidarité des travailleurs indépendants et des professions libérales ?

Que diable, ce ne sont pas eux seuls qui consomment les produits agricoles ! Tout le monde bénéficie dans la consommation des conditions particulières qui affectent le statut social des agriculteurs. Il serait normal que la solidarité qui leur est manifestée — et que je ne critique pas, Monsieur Lutgen, contrairement à ce que certains, dont le Boerenbond, s'imaginent — soit celle de tous les travailleurs, qu'ils soient indépendants, salariés ou fonctionnaires. Il n'y a, en effet, aucune raison pour que seuls les commerçants et les indépendants supportent une partie des cotisations que ne paient pas les agriculteurs.

Vous avez l'intention, Monsieur le Ministre, de soumettre « dans quelques jours » avez-vous dit, le 3 mars, il y a donc exactement quinze jours, des propositions au gouvernement...

M. Desmarests, Vice-Premier Ministre et Ministre des Classes moyennes, du Plan et adjoint à la Communauté française. — J'ai fait cette déclaration il y a eu vendredi quinze jours.

M. R. Gillet. — Oui, devant le Parlement.

Vous avez donc annoncé, le 3 mars, votre intention de soumettre dans quelques jours des propositions au gouvernement après avoir consulté les représentants des indépendants dans le cadre du groupe de travail Vandepotte. Est-ce exact ? (*Signes d'assentiment du Vice-Premier ministre et ministre des Classes moyennes.*)

Pouvons-nous savoir où nous en sommes, tant dans les consultations que dans les propositions au gouvernement ? Vous comprenez bien que nous aimerions aussi savoir comment vous répartirez, dans le chef des indépendants, les charges que vous leur imputerez et qui s'élèveront à 3 milliards 800 millions.

Les « pouvoirs spéciaux » — il n'y a pas d'autre mot — que vous avez demandés et qui vous ont été accordés par votre majorité, vous permettent-ils de nous mettre devant le fait accompli ou aurons-nous l'occasion de donner notre avis sur cette répartition ?

J'espère que vous répondrez à cette question devant le Sénat, Monsieur le Ministre, car elle est posée non seulement par moi, mais par l'ensemble des parlementaires.

Venons-en maintenant aux mesures économiques.

Personnellement, si je les trouve insuffisantes, je reconnais qu'elles sont bonnes. Ma préoccupation porte surtout sur l'application de ces mesures. Pourrez-vous nous assurer tout à l'heure que l'obtention des avantages prévus se fera facilement ?

N'allez-vous pas — ou plutôt l'administration ne va-t-elle pas — mettre tant d'obstacles bureaucratiques que les demandeurs se décourageront ? C'est, en tout cas, ce qui arrive pour les primes de réadaptation et d'adaptation prévues dans l'arrêté royal du 15 octobre 1979. J'ai dû m'occuper de certains cas qui montrent qu'une administration vétilleuse peut empêcher ou retarder l'application de mesures que nous avons voulues rapides et efficaces.

Ces primes ne sont pas de votre compétence, je le sais, mais elles concernent quand même les classes moyennes dont vous devez vous occuper.

Je suis inquiet de la tournure que prend régulièrement l'application des mesures que nous votons et des retards dont elles sont l'objet.

Je vous propose de nous donner, dans votre intervention, pour autant que vous puissiez vous faire remettre ces chiffres à temps — le nombre d'orateurs inscrits est tel que ce doit être possible —, les montants budgétaires qui avaient été prévus dans la législation de ces deux dernières années pour la promotion des PME et les montants réellement accordés, et, si possible, par région. Cela nous éclairerait déjà.

Quant aux mesures prévues dans la loi de redressement, mesures qui n'ont sans doute pas pu être appliquées à ce jour, puisque la loi n'est parue qu'au *Moniteur belge* du 14 février, c'est dans quelques mois qu'il faudra vous interroger, si vous êtes encore là, sous Martens XII ou Martens XVIII. En attendant, vous devriez vous occuper également — M. Dalem l'a dit aussi bien que moi — ...

M. Dalem. — Mieux !

M. R. Gillet. — Non, ce serait difficile.

Vous devriez vous occuper également, dis-je, des professions libérales, une fois de plus exclues du bénéfice d'une loi qui les intéresse autant que les autres indépendants. De même, on doit déplorer le fait que les mesures économiques favorables ne profitent pas aux indépendants qui n'ont pas de personnel à leur service, et, cela aussi, certains membres du PSC l'ont dit.

J'en arrive — et je terminerai par là — à l'important problème de la simplification administrative toujours promise et jamais accordée.

Si les travailleurs indépendants apprécient les efforts pour leur consentir des aides financières dont peu profitent, faute de remplir toutes les conditions requises, ils déplorent que rien n'a encore été fait pour réduire les formalités administratives auxquelles ils sont contraints de se plier. Au contraire, ces charges-là ne font que s'amplifier.

M. Lutgen. — C'est vrai.

M. R. Gillet. — Je suis heureux de constater que vous êtes souvent d'accord avec moi.

Dois-je vous donner en exemple les obligations prévues dans la loi d'août 1980, parue au *Moniteur belge* du 11 février 1981, qui imposent la tenue de fiches fiscales nouvelles dénommées 281-50...

M. Dalem. — 285-50.

M. R. Gillet. — ... et à reprendre sur le modèle 325-50 pour tous les honoraires payés par les indépendants ?

Le simple oubli sera puni de sanctions fiscales dont la moindre est le rejet des frais généraux déductibles.

Alors que le gouvernement a promis d'essayer de réduire les tracasseries administratives, non seulement il ne fait rien dans ce sens, mais au contraire, il en ajoute de nouvelles. Même si la majorité ne tarit pas

d'éloges et même si l'opposition relève quelques bons points, j'estime qu'il y a là quelque chose qui ne va pas.

Si vous êtes toujours le ministre des Classes moyennes, je pense qu'il vous appartient de faire enfin quelque chose en cette matière. Dans le domaine des difficultés administratives et fiscales, ce n'est pas vous qui êtes responsable, c'est votre collègue des Finances. Cependant, c'est vous qui êtes responsable de la situation des classes moyennes.

Voyez-vous, c'est une politique un peu trop facile que celle qui consiste à dire aux indépendants : « Voyez, je vous défends. »...

M. Delmotte. — Dites aux indépendants de superposer les étiquettes des prix !

M. R. Gillet. — Il est facile de dire cela.

M. Delmotte. — Il faudra du temps pour les décoller les unes et les autres et pour financer toutes les opérations que vous dites devoir être accomplies par l'Etat.

M. R. Gillet. — Je n'ai jusqu'à présent rien demandé à l'Etat de financer.

M. Delmotte. — Vous demandez de payer deux fois : par la clientèle et par l'Etat.

M. R. Gillet. — Je n'ai rien demandé. Si vous m'aviez écouté, vous sauriez que je parlais uniquement des formalités administratives nouvelles. Tout le monde, le PSC y compris, reconnaît que ces formalités sont trop nombreuses et que les promesses formulées par votre gouvernement ne sont pas tenues. C'est tout. Je n'ai pas parlé des différentes étiquettes de prix.

Je dis qu'il est trop facile de déclarer aux indépendants : « Voyez, je vous défends » et de le faire, pour ce qui regarde votre département, Monsieur le Ministre, tout en acceptant les agressions sociales, administratives et fiscales qui sont commises à leurs dépens par le gouvernement dont vous faites partie.

Monsieur le Ministre des Classes moyennes, nous ne prouverons pas votre budget. Vous vous en doutiez.

M. Lutgen. — Probablement, surtout après avoir entendu votre exposé.

M. R. Gillet. — Nous nous demandons d'ailleurs si vous aurez le temps d'appliquer les mesures positives que vous avez prévues, car rares sont ceux qui croient encore à la survie de l'équipe actuelle. Je vous fais une proposition. Si vous voulez faire quelque chose pour les indépendants, si vraiment vous faites partie de ceux qui les défendent, n'appliquez pas trop vite les propositions que vous comptez réaliser au sujet des 3 milliards 800 millions de charges nouvelles. Les indépendants y échapperont peut-être grâce à la chute, dimanche prochain, de votre gouvernement. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

M. Delmotte. — Cédez donc la place à M. Gillet pour qu'il applique ces mesures !

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Windels.

De heer Windels. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, het is niet met groot enthousiasme dat wij de begroting van Middenstand ontleden. Inderdaad : met 5,500 miljard is zij op één na de kleinste begroting van dit land. Daarvan dienen nog 4,400 miljard afgetrokken te worden voor de kinderbijslagen van de zelfstandigen.

U beschikt dus over 1 miljard om in gans dit land een KMO-beleid te voeren. Dit is 20 pct. van de begroting van de stad Brugge. Wij bevinden ons op de rand van het ridicule.

Wij vinden natuurlijk een aantal oorzaken voor dit minuscule bedrag. Bijna alle bevoegdheden van de minister van de Middenstand zijn naar andere departementen overgeheveld :

— De beroepsopleiding en volmaking, ruim 1 miljard naar de gemeenschappen;

— De economische expansie voor de KMO's naar de gewesten;

— Het bedrag voor de pensioenen wordt door de heer Mainil, minister van Pensioenen beheerd;

— De ziekteverzekering behoort tot de algemene bevoegdheid van de minister van Volksgezondheid !

Conclusie : de daadwerkelijke competenties van de minister van de Middenstand zijn quasi volledig uitgehold. Het is toch niet met het uitreiken van allerlei kaarten en vestigingsgetuigschriften dat een KMO-beleid kan worden gevoerd.

Hier rijst de fundamentele vraag, die ik stel, ook namens mijn fractie : moet de opdracht en de bevoegdheid van de minister van de Middenstand niet grondig worden herdacht en geherstructureerd ?

Er is de onthutsende tegenstelling : van u, Mijnheer de Minister, verwachten 640 000 zelfstandigen en kleine werkgevers een KMO-beleid, terwijl de meeste beslissingen door andere ministers genomen worden !

Een voorbeeld : terwijl u manhaftig de strijd aanbindt tegen de dodende administratieve papier- en formulierenberg, publiceert uw collega van Financiën nieuwe koninklijke besluiten, waarin hij van de zelfstandigen voor de zoveelste keer eist, bij hun fiscale aangifte praktisch alle boekhoudingscijfers te voegen. Op hetzelfde ogenblik reizen de inspecteurs van Economische Zaken het land af om vast te stellen dat de prijsaanpassing ingevolge de valutascommelingen die elke dag gebeuren, niet tijdig worden aangegeven.

Zo zouden wij de rij kunnen aflopen.

— Het departement van Financiën beheerst de helft van de noodzakelijke stimuleringsmiddelen voor de KMO's.

— Het departement van Justitie houdt elke wetgeving in handen op het gebied van de onmenselijke gevolgen voor zwakke zelfstandigen van de faillissementswetgeving, of de eenmansvennootschap of het participatiefonds. Allemaal dwingende eisen voor een KMO-beleid.

— Het departement van Arbeid en Tewerkstelling is meester over alle controles voor sociale of technische inspecties die in sommige KMO-bedrijven soms één derde van de werktijd van de zelfstandige afnemen.

— Het departement van Economische Zaken is bevoegd in alles wat reglementering, handelspraktijken en prijsopgaven betreft met de enorme papieren rompslomp tot gevolg. En zo zouden wij kunnen verder gaan !

Van twee zaken één : ofwel is de minister bevoegd voor een KMO-beleid, ofwel is zijn functie louter symbolisch geworden.

Wij menen dat maar één oplossing mogelijk is, namelijk dat een interministerieel comité voor de KMO's gevormd wordt, met belangrijke bevoegdheid, waarin de minister van Middenstand coördinerend optreedt, met het recht de dagorde voor te stellen. Bij conflict zou de Eerste minister dienen te arbitreran. Wij hebben goede voorbeelden. In de Verenigde Staten van Amerika is het de president himself die voorzitter is van het comité voor de *Small Business*. Hij komt persoonlijk tussenbeide bij het toezicht over de uitvoering van de stimulerende maatregelen voor de kleine en middelgrote ondernemingen. Zo waakt hij persoonlijk erover dat de voorziene 15 pct. minimum openbare bestellingen *de facto* toegewezen worden aan de *small firms*.

Het is duidelijk dat deze stelling, die hier nogal scherp wordt geformuleerd, niet tegen u persoonlijk is gericht. Uzelf en de regering hebben een aantal specifieke maatregelen genomen die hier deze namiddag reeds herhaaldelijk werden geciteerd en die zowel economisch als sociaal belangrijk zijn. Hiervoor wensen onze fractie en de zelfstandigen u te danken. Zo is er de regeling van 30 miljard schuld, de verlaging met 10 pct. van de sociale lasten en de 3 miljard economische maatregelen. Ik hoef ze niet allemaal te herhalen. Toch bieden deze maatregelen geen duurzame en fundamentele economische oplossing. Het zijn crisis-ingrepen, ééndagsoplossingen voor noodsituaties. Zij gaan aan de kernproblemen voorbij.

Welke zijn die kernproblemen ? Ik zou een uitvoerig exposé kunnen houden, maar ik zal mij slechts tot drie problemen beperken. Ik herhaal wat de heer Gillet reeds heeft gezegd. Bij mijn weten is er geen enkele sociale organisatie voor de middenstand of geen enkele KMO die de administratieve vereenvoudiging niet als probleem nr. één in haar eisenprogramma schrijft. De administratieve vereenvoudiging stond niet in de jongste regeringsverklaring. Waarom niet ? Na het reeds acht keer in de regeringsverklaring vermeld te hebben, durfde men het er geen negende keer meer in schrijven. De 640 000 zelfstandigen en alle organisaties zijn het erover eens dat de administratieve vereenvoudiging een prioritaire punt is.

Grondige onderzoeken in de Bondsrepubliek, de zogenaamde statistieken van Koblenz, hebben bewezen dat in kleine ondernemingen met minder dan tien werknemers, de onkosten voor het invullen van formulieren, controles, statistieken, aangiften, berekeningen van alle mogelijke sociale lasten, ten minste 3,5 pct. van het zakencijfer bedragen. In bedrijven van meer dan 100 personen, bedraagt dit cijfer slechts 0,7 pct. De administratiekosten is dus vijf keer zoveel in een kleine tegenover een grote onderneming.

In Canada heeft een werkgroep, met gezag bekleed, een aantal voorstellen uitgewerkt. Na één jaar werd cijfermatig bewezen dat voor de KMO's een financiële besparing van ruim 100 miljoen dollar, of 4 miljard werd verwezenlijkt, zonder één centiem economische schade.

Wij stellen, sterk vereenvoudigd, drie urgente maatregelen voor :

Ten eerste, een ministerieel comité, desnoods onder leiding van de Eerste minister, dat voorstellen indient ter vereenvoudiging, die worden aangeboden door een werkgroep samengesteld uit ambtenaren en bedrijfsleiders. Als er geen gezag is, worden de meest efficiënte voorstellen niet gerealiseerd.

Ten tweede, geen enkele wet, koninklijk besluit, ministerieel besluit of omzendbrief van de betrokken departementen mag worden uitgevaardigd, tenzij hij geen verzwaring van administratieve formaliteiten bevat of geen nieuwe lasten oplegt. Indien nieuwe gegevens worden geëist, nieuwe formulieren worden ontworpen, in nieuwe controles wordt voorzien, dan moet dat eerst worden voorgelegd aan bovenvermelde werkgroep. Er bestaat nu reeds een koninklijk besluit, in die zin, maar het blijft dode letter.

Ten derde, aan de zelfstandigen worden per jaar vijftigmaal dezelfde gegevens gevraagd : balans, omzetcijfer, werknemers, statuten, resultatenrekeningen, statistieken, bedrijfsuitgaven, BTW-gegevens, RSZ-gegevens enz. Al deze gegevens berusten reeds ontelbare malen in de diverse administraties van verscheidene departementen.

Is het nu werkelijk onmogelijk dat een centrale dienst deze gegevens verzamelt, en zelf ter beschikking stelt van elke administratie of parastatale die erom vraagt ? Misschien zou die bevoegde centrale dienst eindelijk inzien hoe eindeloos veel nutteloze gegevens men opvraagt, hoe ontmoedigend veel dubbel gebruik ze uitmaken en hoeveel nutteloze uren de overheid steelt van de zelfstandigen.

Mijnheer de Minister, u bent dynamisch, u bent Vice-Eerste minister, met het gezag waarmee u bekleed bent, doe er iets aan !

Hoe kan men een gezondere financiële structuur van de KMO's bewerkstelligen ?

De KMO's hebben te veel ontleend, er steken te weinig eigen middelen in hun zaak en bij een conjunctuursinkende of met de onmogelijke hoge rentestanden van 15 à 18 pct. regent het faillissementen. Een studie van de Kredietbank wees uit dat in 1978, bij 500 ondernemingen op 100 frank bedrijfskapitaal er 72 frank ontleend was en er slechts voor 28 frank eigen middelen aanwezig waren. De economische grondwet zegt dat dit een moordende verandering is, waarbij een bedrijf niet kan overleven.

Deze maand publiceert Fabrimetal een nieuw staal van 500 ondernemingen voor 1979. De eigen middelen geslonken tot 26 frank op 100 frank kapitaal. Voor 1980-1981 zal het nog erger zijn. Het wordt een totale financiële ineenstorting vooral in de kleine industriële onderneming.

Opnieuw suggereren wij drie maatregelen :

Ten eerste, men dient op te houden met het eigen kapitaal viermaal te belasten tegen het ontleende kapitaal slechts eenmaal.

Er werd een al te schuchter begin gemaakt in de herstellwet door 5 pct. van de winst, die werd geïnvesteerd, belastingvrij te maken. Dat is goed, maar het is slechts 50 000 frank op 1 miljoen winst. Het is volstrekt onbeduidend gezien de huidige situatie. Dit percentage moet zeer dringend en met absolute voorrang worden opgetrokken. De onmiddellijke financiële last voor de Staat zou dan in de volgende jaren dalen en reeds na twee jaar zou een boni worden geboekt. Dan spreken we nog niet van de aangroei van de tewerkstelling.

Ten tweede, in verband met de financiële structuur moet dringend werk worden gemaakt van het operationeel maken van het participatiefonds voor de KMO's.

Dit fonds werd opgericht door de wet van 4 augustus 1978, en nu, na tweeënhal jaar, is het nog steeds niet operationeel.

De statuten van de Nationale Kas voor Beroepskrediet moeten worden aangepast.

Het bedrag van 100 miljoen frank dat tweeënhal jaar geleden werd voorgesteld voor de participatie, moet nu minimum tot 300 miljoen frank worden gebracht.

De moeilijkheden voor de inspraak van de gewesten in dit fonds moeten dringend en pragmatisch worden opgelost.

Ten derde, er moet dringend iets worden gedaan aan het regime van de afschrijvingen. Dit is ook opgenomen in de herstellwet. Vele KMO's beklagen er zich over dat hun boekhouding niet als voldoende bewijsmiddel wordt aanvaard om de ruimere afschrijving te rechtvaardigen. De vervangingswaarde moet op ernstiger wijze worden bepaald, en moet de basis zijn voor de afschrijving.

Tenslotte wil ik nog enkele woorden wijden aan de fiscale problemen. Op alle bijeenkomsten van zelfstandigen waar wij de maatregelen der jongst maanden toelichtten — rentevermindering, kapitaalpremie, premie voor aanwerving van arbeiders en zo verder — zeggen de aanwezige zelfstandigen ons dat deze gelden goedgekomen zijn, dat het aange-name maatregelen zijn, maar onmiddellijk voegen zij eraan toe dat ze

heel wat papierenrompslomp meebrengen, dat ze de concurrentie scheeftrekken en een valse hoop voor enkele jaren opwekken. Deze financiële middelen zouden kunnen worden gebruikt om de bedrijfsbelasting in dezelfde mate te verlagen. Dit is eenvoudiger, directer, rechtvaardiger en het zou vooral de goede KMO's stimuleren om voort te doen.

Wij hebben drie fiscale voorstellen. Eerst, zouden wij er moeten toe komen, Mijnheer de Minister, dat de boekhouding van een kleine onderneming als bewijskrachtig wordt aanvaard. Wij leiden in onze vormingsinstituten honderden jonge zelfstandigen op om hun fiscale gegevens nauwkeurig bij te houden en een goede boekhouding uit te bouwen. Dan komt de fiscale ambtenaar die zeer dikwijls de boekhouding verwerpt, zonder dat hij verplicht is het bewijs van onjuistheid te leveren. Hij gaat dan forfaitaire winstpercentages toepassen op de aankoopfacturen en hij verhoogt die percentages soms omdat hij manipulaties vermoedt. Het resultaat is vaak de catastrofe.

Ik heb mijn steekkaarten nagegaan uit de jongste drie jaar en het aantal uitscheidingen of falingen opgezocht bij kleine zaken, onmiskenbaar te wijten aan dergelijke forfaitaire belasting zonder aanvaarden van de boekhouding. Ziehier het resultaat :

— Acht kleinhandelzaken (textiel, voeding, boekhandel en papier, bloemen, huishoudartikelen);

— Vier bedrijven in sanitair of elektrische apparatuur;

— Zeven restaurants of café-uitbatingen of tearooms;

— Drie diversen.

Dit zijn tweëntwintig gevallen die wij uit eigen ervaring kennen en waar de grote oorzaak is het niet-aanvaarden van de bewijskracht van de boekhouding.

Ons tweede voorstel betreft de polyvalente en pedagogisch ingestelde fiscale ambtenaar voor de kleine onderneming. De fiscale gegevens voor een kleine zaak zijn nu niet zo ingewikkeld dan dat een goed opgeleide ambtenaar met ervaring niet evengoed de BTW-aanslagen als de bedrijfsbelasting zou kunnen nagaan. Nu komt het maar al te vaak voor dat beide ambtenaren verschillend taxeren met de bekende navorderingen, onrechtvaardige verwijlrenten en boetes.

Die polyvalente ambtenaar kan een onschatbare dienst bewijzen als hij behulpzaam en opvoedend optreedt. Zeer dikwijls is geen kwade trouw bij de KMO-bedrijfsleider aanwezig, maar alléén gemis aan kennis, aan informatie, aan techniek en aan tijd. Ik wil hulde brengen aan deze ambtenaren die nu reeds, uit eigen inzicht, deze weg opgaan ! Wij kennen er heel wat in onze provincie.

Laatste suggestie. Het kleine bedrijf zou, zonder rente, opslagvergoeding of boetes even lang uitstel van betaling moeten krijgen voor zijn belastingen of RSZ-bijdragen als de Staat zelf wacht om de BTW-tegoeden terug te betalen of zijn facturen voor uitgevoerde werken te verrekenen. Verleden maand werd een kleine vloeder uit mijn streek failliet verklaard voor een passief van ruim 5 miljoen, terwijl hijzelf meer dan 3 miljoen tegoed had van de overheid.

Dit is mijn conclusie : u zal antwoorden, Mijnheer de Minister, dat de drie vierde van de voorgestelde maatregelen waarop ik hier de nadruk leg, niet tot uw bevoegdheid behoren. Dat weten wij ook. Maar zo ben ik terug bij het uitgangspunt van mijn betoog : de onmogelijke, de uitgeholde bevoegdheid van de minister van Middenstand tegenover de berg van problemen bij de KMO's.

Maar ik richt mij tot slot ook tot de Vice-Premier, met dit gezag bekleed. Wij bezweren u, samen met de Eerste minister en de regering, over te gaan tot de studie en de creatie van dit interministerieel comité, waar u uw collega's zult ontmoeten om samen de werkelijk fundamentele oorzaak van de moedeloosheid, de opstandigheid en de ondergang van zoveel goede KMO-bedrijven aan te pakken. En dit dan, Mijnheer de Vice-Premier, en minister van Middenstand, op hoop van zegen ! (Applaus op de banken van de meerderheid.)

M. le Président. — La parole est à M. Coen.

M. Coen. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, en dehors de toutes considérations partisans ou dont le fondement n'aurait d'autre raison d'être qu'elles émanent d'un membre de l'opposition, je désire intervenir simplement et sereinement pour vous faire part, Monsieur le Ministre, de ma profonde déception qui n'a d'égale que ma grande inquiétude.

A l'occasion de l'exposé que vous avez fait en commission, consacré à la discussion du budget 1981 des Classes moyennes, j'ai été frappé mais non étonné par les trois dimensions de votre discours :

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1980-1981
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1980-1981

Tout d'abord, vous faisiez preuve d'une grande autorité, d'autant plus grande sans doute que vous n'êtes appelé à l'exercer non pas en tant que ministre à part entière mais plutôt comme membre d'un gouvernement dont les compétences sont aujourd'hui à ce point enchevêtrées et confuses qu'on est en droit de se demander non plus qui gouverne dans ce pays mais bien que gouverne-t-il dans la réalité.

Ensuite, la dimension financière de votre politique, par ailleurs étroitement ligotée au contenu de la déclaration gouvernementale; vous avez procédé à des additions, à des soustractions pour conclure par des contributions à charge bien entendu des indépendants, dans les limites d'une enveloppe budgétaire aussi précise qu'est confuse la politique budgétaire du gouvernement. Comment voulez-vous qu'il soit accordé le moindre crédit aux chiffres que vous avez avancés dès lors que chaque jour qui passe, le montant du déficit des finances publiques connaît des variations bien moins cohérentes que les prévisions météorologiques ?

Enfin, votre compétence à l'égard du département qui retient tout votre intérêt et auquel vous ajoutez vos responsabilités de Vice-Premier ministre et de ministre du Plan.

Vous avez bien voulu énumérer à l'intention des commissaires les compétences qui sont les vôtres actuellement et je pense ne pas travestir la réalité en estimant que parmi les sept compétences évoquées, à l'image sans doute des sept péchés capitaux, il se dégage essentiellement trois lignes directrices, à savoir : le secteur social, le secteur économique et le secteur administratif.

En ce qui concerne le secteur social, c'est-à-dire le statut social des travailleurs indépendants, je vous dirai tout net mon sentiment : je suis comme saint Thomas et de plus je n'ai jamais cru aux miracles dans le domaine financier.

En ce qui intéresse le secteur administratif, j'ai été infiniment soulagé d'apprendre que trois parastataux relèvent de votre compétence exclusive, ce qui constitue, en ces moments difficiles, un gage et une promesse d'avenir pour les petits problèmes des travailleurs indépendants et les grandes tracasseries qui sont le pain quotidien des PME.

Je serai plus nuancé à l'égard de votre compétence économique pour deux raisons : pour moi, l'économie sous-tend fondamentalement le social et toutes ses implications; pour moi, une politique économique ne s'improvise pas, ne s'impose pas davantage mais doit recevoir des stimulants et bénéficier d'un climat propice à un harmonieux développement.

Or, sauf erreur de ma part, vous avez bien déclaré que la mise en œuvre des lois d'expansion économique relève de la compétence des régions. Si je comprends bien, votre compétence dans ce domaine déterminant se définit donc par votre non-compétence et toute politique digne de ce nom vous échappe donc totalement. Soit.

M. Desmarests, Vice-Premier Ministre et Ministre des Classes moyennes, du Plan et adjoint à la Communauté française. — Une somme de 600 millions est inscrite à mon budget. Une loi a été votée. Cependant il appartient aux régions de répartir cet argent.

M. Coen. — Puisque vous renvoyez aux régions, je consulte donc celles-ci sur base des textes qui leur confèrent les attributions qui ne sont plus les vôtres, en l'occurrence la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980 votée dans l'incohérence et la précipitation qui caractérisent dans notre pays toute réforme importante.

Le titre II, article 6, paragraphe 1^{er}, VI, traite effectivement des compétences attribuées à la région en matière de politique économique et, expressément au 4^o, de l'expansion économique régionale. Mais dans la mesure où vous avez eu la curiosité de prendre connaissance de ce texte nonobstant le fait que vous et moi l'ayons voté, vous constaterez que la compétence attribuée à la région, dans la question qui nous occupe, se trouve singulièrement étranglée, voire retirée, au bénéfice de l'autorité nationale qui édicte toute règle et prend toute décision après avoir reçu avis des exécutifs.

Il s'ensuit que logiquement — et dans certains cas la folie est une logique puisque Erasme en a fait l'éloge — vous renvoyez aux régions une compétence qu'elles ne peuvent mettre en œuvre au motif qu'elle vous fait retour, ce que vous semblez ignorer.

Permettez-moi, dès lors, de vous poser la question suivante : puisque vous avez tout récemment fait grand cas de ce que devrait enfin être une politique industrielle digne de vos espoirs et de votre volonté, auriez-vous l'obligeance de nous réserver, ici au Parlement, la primeur de vos grandes idées concernant la politique économique qui doit présider à l'avenir et au développement des PME, au bien-être des travailleurs indépendants ?

Il ne s'agit plus de compétence mais bien d'imagination, laquelle n'est pas encore régionalisée, et de volonté politique si tant est que ces deux dispositions d'esprit ne soient pas incompatibles.

De grâce, n'évoquez pas la déclaration gouvernementale, n'invoquez pas les restrictions budgétaires et ne renvoyez pas aux régions et aux communautés ce qui est resté au sein du pouvoir central.

Personnellement, je pense que depuis un certain nombre d'années et cruellement depuis 1975, on continue d'opérer sur le plan économique la même distinction entre grandes entreprises, industrielles et de services, et PME, comme si, toutes proportions gardées, la crise et ses effets dévastateurs n'exerçaient pas la même influence néfaste à l'égard des unes et des autres.

Dès lors, quand vous vous préparez à orchestrer une politique industrielle, c'est davantage en votre qualité de ministre du Plan que vous raisonnez et vous laissez en plan les PME. C'est une grave erreur d'approche et par conséquent d'appréciation. Tout indique que le volume réduit des investissements effectués en Belgique depuis 1975 a été consacré plutôt à la rationalisation des équipements existants qu'à la création de nouveaux outils de production. Pour de nombreuses entreprises, quelle que soit leur taille, cette rationalisation, destinée à comprimer la masse salariale et les coûts d'énergie, fut le seul moyen d'éviter la faillite. L'investissement productif a donc bien été le parent pauvre du dernier cycle conjoncturel et son insuffisance absolue a hypothéqué l'expansion de la demande et considérablement aggravé le sous-emploi.

A une économie sclérosée correspond un chômage alarmant, à un sous-investissement correspond une anémie économique génératrice d'appauvrissement budgétaire et fiscal.

Vous voulez combattre le mal des finances publiques par ses effets, vous en ignorez aveuglement les causes.

Au lieu de rechercher des solutions aberrantes aux problèmes tout aussi aberrants des finances publiques, que le gouvernement ne s'obstine pas à étrangler l'économie de marché et à jongler avec des impasses budgétaires, ce qui bafoue les vérités les plus élémentaires.

Combien de fois ai-je entendu répéter que les PME et les classes moyennes résistaient mieux à la crise, qu'elles constituent un potentiel économique important créateur d'emplois ?

Les chances qu'elles renferment risquent d'être gaspillées si l'on cultive mal leurs qualités et si l'on se borne à quelques dispositions empiriques pour stimuler leur développement.

Ce développement, Monsieur le Ministre, passe nécessairement par une réduction des charges sociales et fiscales, par une simplification des formalités administratives, par une meilleure adaptation de notre enseignement technique et professionnel, par un allègement des contraintes juridiques et sociales qui découragent l'embauche ou l'extension de celle-ci.

C'est un vaste programme de relance et je ne doute pas ici de votre volonté à vouloir le réaliser. Mais le temps presse et les chances de réussir s'amenuisent.

Vous êtes trois fois ministre, les PME et les travailleurs indépendants attendent que vous le soyez au moins une fois, à part entière, pour eux. *(Applaudissements sur les bancs libéraux.)*

M. Desmarests, Vice-Premier Ministre et Ministre des Classes moyennes, du Plan et adjoint à la Communauté française. — Cela, je le suis.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Bogaerts.

De heer Bogaerts. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, allereerst wens ik de rapporteur, de heer Dalem, geluk met zijn degelijk schriftelijk en vooral ook met zijn mondeling verslag.

De analyse van uw begroting, Mijnheer de Minister, is vlug gemaakt. Voor het begrotingsjaar 1981 is een bedrag uitgetrokken van 5 558,4 miljoen voor lopende uitgaven. Trekt men daar het bedrag af van de werkingskosten van uw kabinet als Vice-Eerste minister, minister van het Plan en adjunct voor de Franse Gemeenschap dat 74,4 miljoen bedraagt, blijft nog slechts 5 484 miljoen over.

De hoofdbrok van uw begroting wordt gevormd door de subsidies voor gezinsbijslag voor zelfstandigen ten belope van 4 412,8 miljoen of ruim 80 pct. van de totale begroting, bedrag dat feitelijk alleen maar via uw begroting transiteert.

Voorts is er een bedrag van 451,6 miljoen of 8 pct. van uw begroting uitgetrokken voor kredieten voor : het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand waarvoor 146 miljoen zijn ingeschreven, de Hoge Raad voor de Middenstand en de kamers voor ambachten en neringen die samen 61,2 miljoen krijgen, het Fonds voor Economische Expansie en Regionale Reconvertie met 216,4 miljoen, het Nationaal Coördinatie-

en Overlegcomité voor Voortdurende Vorming van de Middenstand en de Bedrijven voor respectievelijk 28 en 4,2 miljoen.

De overige kredieten slaan op de wedden en de werkingskosten voor uw administratie en uw beide kabinetten.

Voor de administratieve diensten van uw departement is een uitgave ingeschreven van 507,6 miljoen, te vermeerderen met 51,4 miljoen voor eventuele indexaanpassingen, in totaal 558 miljoen of 10 pct. van de lopende uitgaven.

Reeds naar aanleiding van de oprichting van de cultuurraden in 1971 en verder ingevolge de wet van 8 augustus 1980 tot oprichting van de gemeenschaps- en gewestraden werden uw bevoegdheden als minister van Middenstand ten zeerste afgeslankt. De heer Windels heeft daarover uitvoerig uitgebreid in zijn betoog.

Mijnheer de Minister, die afslanking vindt men evenwel niet terug op het niveau van uw kabinetten. Immers, als minister van Middenstand beschikt u over een kabinet dat 44 leden telt; de kostprijs voor 1981 belooft niet minder dan 56,4 miljoen. Als Vice-Eerste minister, minister van het Plan en adjunct voor de Franse Gemeenschap beschikt u over een kabinet dat uit 65 leden bestaat en waarvan de werking 74,4 miljoen kost. De totale uitgaven voor beide kabinetten samen belopen dus 130,8 miljoen of ongeveer 2,5 pct. van het totaalbedrag van uw begroting voor de Middenstand.

Reeds tijdens de bespreking van uw begroting in de commissie was ik zo vrij u enige uitleg te vragen over de oorsprong van de leden van beide kabinetten. De uitleg die u mij verstrekte schenkt mij geen voldoening. Immers, uit het verantwoordingsprogramma bij de begroting blijkt dat in uw kabinet voor de Middenstand slechts 6 leden uit de rijksadministratie afkomstig zijn, 12 leden uit een andere openbare dienst en maar eventjes 26 of bijna 60 pct. uit de privé-sector.

In uw kabinet van Vice-Eerste minister, minister van het Plan en adjunct voor de Franse Gemeenschap, is het aandeel van personen afkomstig uit de privé-sector (namelijk 42), nog groter vermits niet minder dan 65 pct. van de personeelsleden uit die sector komen, tegenover slechts 5 personeelsleden uit de rijksadministratie en 18 personeelsleden uit andere openbare diensten.

Voor beide kabinetten samen komen op een totaal effectief van 109, dus niet minder dan 68 personen uit de privé-sector.

In de commissie verklaarde u, Mijnheer de Minister, dat het niet altijd mogelijk is geschikte kabinetsleden in de openbare sector te vinden. Wanneer het slechts over een paar personen zou gaan, Mijnheer de Minister, zou ik niet aarzelen uw zienswijze te delen. Maar u kunt mij niet overtuigen wanneer het over 68 personen gaat.

Heeft u aandacht gehad voor de budgettaire weerslag van een dergelijke toestand, Mijnheer de Minister? Ik durf daaraan te twijfelen. Uw beleid in deze maakt dat de begroting bezwaard wordt met ettelijke miljoenen die efficiënter voor andere doeleinden zouden kunnen gebruikt worden. Indien het werkelijk noodzakelijk is dat u over 110 medewerkers beschikt, dan had u een inspanning moeten leveren om de uitgaven, die zulks voor de Staat impliceert, te drukken, hetgeen u blijkbaar niet heeft gedaan. Vooral in de huidige omstandigheden kan ik een dergelijk beleid alleen maar betreuren. Op een ogenblik dat de regering met alle mogelijke middelen tracht een rem te plaatsen op de overheidsuitgaven, nu wij opnieuw aan de vooravond van soms pijnlijke budgettaire ingrepen staan, mag van een lid van deze regering op zijn minst worden verwacht dat hij het voorbeeld op het stuk van besparingen zou geven.

Als lid van een regeringspartij zal ik uw begroting goedkeuren, maar ik verhele niet dat ik het met tegenzin zal doen omdat ik van oordeel ben dat u bij de samenstelling van uw kabinetten te lichtzinnig bent geweest en geen rekening hebt gehouden met de dramatische nood aan verantwoorde besparingen in dit land. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Capoen.

De heer Capoen. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, in de eerste plaats wil ik ook de rapporteur feliciteren voor zijn werk. In de tweede plaats, en hier zal ik het wat gemakkelijker hebben omdat sprekers voor mij het hierover reeds hebben gehad, moet ik ook de analyse, die de heer Windels heeft gemaakt, in verband met de bevoegdheid en de armsgang die de minister van Middenstand krijgt, ten volle bijvallen.

Indedaad, de omvang en de intenties van de begroting van het ministerie van Middenstand staan in schril contrast met het belang dat de zelfstandigen en de KMO's betekenen in het economisch leven van ons land.

Met 96 pct. van alle bedrijven en 53 pct. van de tewerkstelling in de privé-sector, vervullen de KMO's een essentiële en onvervangbare rol in ons economisch bestel.

Het belang van deze groep ondernemingen wordt nog duidelijker als men weet dat ze in de loop van de crisis hun tewerkstelling nog hebben opgedreven, daar waar de grote ondernemingen op dat stuk één na één verstek geven.

Deze prestaties van de KMO's zijn des te merkwaardiger als men bedenkt dat ze worden gerealiseerd in een ongunstig en soms zelfs vijandig klimaat.

Het is vanuit deze vaststelling dat wij beweren dat de overheid nog steeds onvoldoende het belang van de KMO's beseft en deze in ieder geval nog niet als volwaardige bondgenoten heeft ingeschakeld in de strijd tegen de crisis.

In dit verband willen we nog even herinneren aan het overleg bij het tot-stand-komen van het centraal akkoord. Het was een psychologische flater de zelfstandigen en de kleine ondernemers niet te betrekken bij deze besprekingen.

Het feit dat er in het gesloten akkoord heel wat punten voorkomen die uiteindelijk zullen leiden tot zwaardere en ondraaglijke lasten voor de KMO's maakt de zaak alleen maar erger. Hierbij denken wij onder meer aan de mogelijkheid van de arbeidsduurverkorting en de zwaardere sociale lasten tengevolge van de nieuwe berekeningswijze voor de sociale inhoudingen.

Tijdens deze maand zullen er twee ronde-tafelconferenties hun beslag krijgen die heel belangrijke resultaten kunnen hebben voor de zelfstandigen en de KMO's en die hopelijk de negatieve effecten van het centraal akkoord enigszins zullen matigen.

De eerste ronde-tafelconferentie is reeds gestart en heeft tot doel een ontwikkelingscontract uit te werken voor de KMO's zoals voorgesteld in het regeerakkoord van 10 oktober 1980. In dit ontwikkelingscontract komen heel wat belangrijke zaken aan bod: de toegang tot het krediet; de toegang tot de uitvoer; de bijstand inzake bedrijfsbeheer; de hulp inzake ontwikkeling van prototypen en het steunen van de toelevering; een betere bescherming van de ondernemingen die schuldeiser zijn in hoofde van de overheid; de versoepeling van de toegangsvoorwaarden tot het beroep.

In hetzelfde regeerakkoord werd eveneens vermeld dat volgende maatregelen zullen worden genomen: de effectieve oprichting van een participatiefonds; de reglementering van de dienstverlenende intellectuele beroepen; de toegang verbeteren van de KMO's tot openbare aanbestedingen; het indienen van een wetsontwerp inzake de éénmanszaak; de toegang van de KMO's tot het wetenschappelijk onderzoek.

Mijnheer de Minister, dat is een indrukwekkende opsomming die wij nogal eens gehoord hebben en waarvan de uitwerking wel eens de mogelijkheden en de levensduur van deze regering zou kunnen te boven gaan.

Alleszins hadden wij graag vernomen van de Minister hoe de stand van zaken momenteel is in verband met de uitwerking van deze talrijke goede voornemens.

Graag zouden wij de Minister de raad geven om niet alles ineens aan te pakken en alvast te beginnen met zaken die weinig of geen geld zullen kosten.

Wij zouden de lijst van voornemens nog willen aanvullen met een prioritaire punt, namelijk de vereenvoudiging van de administratieve verplichtingen. Daarvan is inderdaad in de jongste regeerverklaring geen sprake. Dergelijke maatregel zal de regering niet alleen niets kosten, maar zal zelfs kostenbesparend zijn. De overheid zou met een hervorming van de administratie heel wat ambtenaren kunnen vrijmaken die nu vaak nutteloos, overbodig en soms zelfs tweemaal hetzelfde werk verrichten, met als resultaat dat de middenstanders en de kleine ondernemers zich vaak gepest voelen. Dit alles moedigt het initiatief van de kleine en de middelgrote ondernemers beslist niet aan.

Een tweede belangrijke ronde-tafelconferentie voor deze maand werd aangekondigd door de minister van Economische Zaken, de heer Claes. Deze « ronde tafel » zal gewijd zijn aan het vernieuwd industrieel beleid waarbij onder meer bijzondere aandacht zou worden besteed aan de plaats van de KMO's in het toekomstig industrieel beleid. Zo heeft althans de minister van Economische Zaken aan de pers verklaard.

Wij hopen dat er ter gelegenheid van deze besprekingen voldoende samenspraak zal zijn tussen de minister van Middenstand, hetzelfde tijd minister van het Plan — die toch het industrieel beleid onder zijn bevoegdheid heeft — en de minister van Economische Zaken zodat de bekomen resultaten zullen beantwoorden aan de verwachtingen en de mogelijkheden van de KMO's. Alleszins wat betreft de maatregelen ten gunste van de KMO's.

Ten aanzien van de genoemde twee ronde-tafelconferenties koesteren wij heel wat verwachtingen. Wij hopen dat de besprekingen een nieuw klimaat zullen scheppen en nieuwe toekomstperspectieven zullen openen voor de KMO's.

Dit veronderstelt op de eerste plaats dat de bestaande fiscale en administratieve remmingen zullen worden weggewerkt en dat er eindelijk een volwaardig en ook betaalbaar sociaal statuut voor de zelfstandigen uit de bus zal komen.

Vervolgens moet er een betere begeleiding komen en moeten er aangepaste structuren en beleidsinstrumenten worden gecreëerd voor de KMO's.

De beroepsopleiding en de beroepsvervolmaking moeten verder worden uitgebouwd. Er moet voortdurend worden gestreefd naar nieuwe vormingsmogelijkheden op technisch en bedrijfseconomisch vlak, die beantwoorden aan de snel wisselende en de steeds meer eisende omstandigheden van deze moderne tijd die op technisch gebied permanent in evolutie is.

Deze voortgezette vorming moet erop gericht zijn de ondernemer, ook de KMO-bedrijfsleider, op te voeden tot een modern manager, die open staat voor vernieuwing.

Op dit stuk is er al heel wat gepresteerd in ons land, maar naar onze mening is er nog veel meer te doen. Hiermede bedoelen wij niet alleen meer financiële middelen maar ook het zoeken naar een meer aangepaste aanpak zoals bijvoorbeeld het meer sectorieel benaderen van de beroepsopleiding en vervolmaking.

Inzake begeleiding is er nog een grote weg af te leggen. De kleine ondernemers hebben een grote nood aan technische bijstand, zoals informatie over nieuwe producten, nieuwe technieken en nieuwe procédés, over exportmogelijkheden en over de evolutie van de sociale en fiscale wetgeving. Nu blijkt wel dat er voor al deze gebieden voldoende informatie en documentatie voorhanden zijn maar dat de doorstroming niet doelmatig en niet adequaat gebeurt. Er moet hier dringend worden gezocht naar formules die rekening houden met de specifieke kenmerken en mogelijkheden van de KMO's.

Hetzelfde probleem doet zich voor bij de toegang tot de resultaten van het wetenschappelijk onderzoek. Naar onze mening hebben de KMO's hier te kampen met twee grote moeilijkheden. Ten eerste, de toegang tot het wetenschappelijk onderzoek zelf is voor vele KMO's onbestaande wegens gebrek aan informatie of wegens de omslachtige procedure. Ten tweede, het aanbod vanuit het wetenschappelijk onderzoek beantwoordt niet of alleszins niet voldoende aan de verwachtingen en aan de wensen van de KMO's. De KMO's hebben niet zozeer behoefte aan fundamenteel wetenschappelijk onderzoek maar veel meer aan gericht wetenschappelijk onderzoek.

Wetenschappelijk onderzoek voor de KMO's betekent in de eerste plaats meer ideeën en uitvindingen omzetten in bruikbare procédés en betekent ook het begeleiden bij het produktierijp maken van nieuwe producten en procédés.

Om de problemen van de begeleiding en het wetenschappelijk onderzoek in verband met de KMO's doelmatig te kunnen aanpakken, zal men moeten vertrekken vanuit een nieuwe visie en vanuit een ander oriëntatie.

Een van de eerste voorwaarden om te komen tot een nieuwe aanpak is het rechtstreeks betrekken van de KMO's bij het beleid ter zake. Dit kan naar onze mening het best gebeuren door in de beheer- en adviesraden van alle organismen en instellingen die zich op deze terreinen begeven, vertegenwoordigers te plaatsen van de KMO's.

Zonder overdreven verwachtingen te willen wekken, durven wij toch zeggen dat de KMO's via een aangepast aanbod, wat betreft wetenschappelijk onderzoek, een belangrijke bijdrage kunnen leveren bij de verwezenlijking van het nieuwe industriële beleid waar ons land dringend aan toe is.

Van de overheid verwachten de KMO's een begeleidende en informatieve taak, maar zij sluiten iedere andere vorm van overheidsingrijpen in hun sector uit. Dit laatste alleszins wat de Vlaamse gemeenschap betreft.

De zelfstandigen en de KMO's kunnen nog een grote bijdrage leveren in de strijd tegen de crisis en zullen in de toekomst een belangrijke rol blijven spelen in ons economisch leven, als ze daartoe tenminste eerlijke kansen krijgen. Dat wil zeggen, als de overheid een evenredig deel van haar inspanningen op sociaal, financieel en economisch vlak aan deze sector geeft.

Te oordelen naar wat vandaag gebeurt op het vlak van overheidshulp aan verlieslatende en ten dode opgeschreven bedrijven staan wij nog mijlenver verwijderd van een gezonde en toekomstgerichte aanpak van de thans gestelde problemen. Meer zelfs, de gevoerde wanhoopspolitiek maakt ieder samenhangend en vooruitstrevend beleid onmogelijk ook en vooral in de KMO-sector. De negatieve gevolgen van het gevoerde overheidsbeleid, onder meer de hoge lasten en het dure geld, maken bij voorbaat alle herstelmaatregelen ten aanzien van de KMO's onbestaande.

Wij betreuren dan ook nogmaals dat de bestaande staatsstructuren een beletsel zijn voor een doelmatige en rationele aanpak van de sociaal-economische problemen. Met de groeiende crisis wordt het steeds duidelijker dat er ook diepgaande en fundamentele verschillen bestaan tussen Vlaanderen en Wallonië wat betreft de economische aanpak van de problemen. Daarom moet de halfslachtige regionalisatie worden vervangen door een waarachtige autonomie voor beide volkeren met voldoende macht én mogelijkheden én middelen voor het voeren, ieder voor zich, van een eigen sociaal-economisch beleid.

Een zelfstandige Staat Vlaanderen, die zelf en eigenmachtig zou kunnen beslissen welk sociaal en economisch beleid er moet worden gevoerd, zou uiteraard een belangrijke plaats in dat beleid inruimen voor de zelfstandigen en de KMO's.

Thans is dit zo, of althans al te weinig, omdat er in de unitaire Staat om niet-economische motieven een politiek wordt gevoerd die al te veel toegespitst is op voorbijgestreefde bedrijven en activiteiten, die geen enkel uitzicht bieden. Hierdoor blijven er niet-voldoende middelen over voor de dynamische bedrijven en de nieuwe sectoren, die nu eenmaal in overwegende mate in Vlaanderen te vinden zijn.

Van deze gang van zaken zijn onze kleine en middelgrote ondernemingen de eerste slachtoffers en dat kan het voorgestelde beleid van het ministerie van Middenstand niet verhelpen. Daarom kunnen wij deze begroting niet goedkeuren. *(Applaus op de banken van de Volksunie.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Deconinck.

De heer Deconinck. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, de kleine en middelgrote ondernemingen spelen op het ogenblik een eersterangsrol, wat betreft het economisch herstel en de tewerkstelling. De minister van Middenstand heeft in dit verband doeltreffende maatregelen voorgesteld en de regering heeft belangrijke inspanningen geleverd.

Er wordt 5,3 miljard frank ter beschikking gesteld van de KMO's : 3,8 miljard voor de vermindering van de sociale lasten en 1,5 miljard voor de fiscale immunisatie ten voordele van de jongeren, de vestigingspremies, de tewerkstellingspremies gedurende drie jaar en voor de rentetoeelagen die worden verhoogd van één tot drie pct. Bovendien neemt het Rijk de 30 miljard schuld uit het verleden voor haar rekening. Als compensatie vraagt de regering een totale verhoging van de bijdragen tot 3,8 miljard.

Het Nationaal Verbond der Zelfstandige Arbeiders van België heeft in de groep-Vandepuut precieze, en in vergelijking met de andere organisaties totaal verschillende, standpunten ingenomen inzake de opslorping van het tekort om het structureel evenwicht van het pensioenstelsel te verzekeren. Het Verbond is van oordeel dat de zelfstandigen dringend een inspanning moeten leveren om te vermijden dat deze schuld nog zal toenemen en om het pensioenstelsel in evenwicht te brengen. Het Verbond is ervan overtuigd dat hiervoor noch de bijdragen moeten worden verhoogd, noch het minimumgrensbedrag van de bijdragen moet worden gewijzigd. Het is van oordeel dat de opheffing van het grensbedrag van de inkomsten, dit wil zeggen de afschaffing van het tussengrensbetrag en de verhoging van het absoluut grensbedrag, dat in beschouwing wordt genomen voor het berekenen van de bijdragen, het stelsel in evenwicht zou brengen en dit met het oog op een grotere solidariteit tussen de zelfstandige arbeiders.

Wij zijn dus gekant tegen een eventuele verhoging van de bijdragevoet om het structureel tekort van de sector op te vangen. Deze maatregel treft immers in de eerste plaats de kleine zelfstandigen en schaadt het solidariteitsprincipe tussen de « arme » en « rijkere » zelfstandigen.

Concreet gezien staat ons voorstel gelijk met de afschaffing van de thans geldende tussengrensbetrag. Een eenvormig bedrag van 11,5 pct. voor de pensioensector en van 2,7 pct. voor de ziekte- en invaliditeit zou aan de hoofdbijdrageplichtigen opgelegd worden. Daarentegen zou een vermindering van het grensbedrag tot 1 360 014 frank op 1 januari 1981 een grotere solidariteit van de rijkste zelfstandigen mogelijk maken en aldus een meerwaarde van ongeveer 4,350 miljard opleveren zonder de bijdragen van de kleine en middelgrote zelfstandigen te verhogen.

Deze meerwaarde zou tenslotte het structureel evenwicht van het stelsel verzekeren. De verdeelsleutel van artikel 14 van het koninklijk besluit nr. 38 zou eveneens moeten worden gewijzigd ten voordele van het pensioenstelsel, en de bijkomende inkomsten voortvloeiende uit deze wijziging zouden in de pensioensector moeten worden aangewend. Wij zijn er ons ongelukkig genoeg van bewust dat de wijziging van de verdeelsleutel ten voordele van de pensioensector daarentegen de financiering van de andere stelsels in het gedrang brengt.

Indien het economisch gezien gerechtvaardigd zou zijn dat de regering om het probleem van het gecumuleerd tekort van het pensioenstelsel op te lossen, het tekort op 31 december 1980 zou bevriezen om

deze schuld in de toekomst te consolideren en te aanvaarden, zou het sociaal gezien moeilijk zijn te aanvaarden dat de uit deze schuld voortvloeiende intresten in de toekomst zouden worden gefinancierd door onder andere het tegoed van de sector van de kinderbijslagen.

Zou het daarentegen niet beter zijn de toestand te wijzigen die al degenen die het sociaal statuut der zelfstandige arbeiders kennen, als een flagrante discriminatie beschouwen in vergelijking met het stelsel der kinderbijslagen van de loon- en weddetrekkenden ?

Het is terecht dat de socialistische zelfstandige arbeiders de afschaffing eisen van de onrechtvaardigheid in de ongelijkheid van het bedrag van de kinderbijslagen toekend voor het eerste kind. Rekening houdend met de financiële weerslag van een dergelijke maatregel, zijn wij bereid te aanvaarden dat de gelijkmaking progressief zou gebeuren.

Wat het ontwikkelingsplan op middellange termijn van minister Desmaretts betreft, heeft het Nationaal Verbond van Zelfstandige Arbeiders van België de volgende problemen onderstreept :

De wet van 17 juli 1975 in verband met de boekhouding der ondernemingen, aanvaardt een vereenvoudigde boekhouding voor de ondernemingen waarvan het zakencijfer, zonder BTW, de 15 miljoen niet overschrijdt. Rekening houdend met de inflatie, zou het logisch zijn dit grensbedrag met 20 pct. te verhogen, dit wil zeggen tot 18 miljoen.

Wat de administratieve vereenvoudigingen betreft, merkt het NVZAB op dat de KMO's geconfronteerd worden met te zware administratieve taken die zouden moeten verlicht worden om hun werk te vereenvoudigen. Sedert 1975 bestaat er een werkgroep die deze problemen bestudeert. Er zou een scheidsrechterlijke mogelijkheid moeten ingevoerd worden in geval van betwisting tussen de administratie en de werkgroep voor de administratieve vereenvoudiging.

Het NVZAB eist de oprichting van het statuut van de eenmanszaak met beperkte aansprakelijkheid. Zie hiervoor het wetsvoorstel van J. Delhaye, nr. 649, zitting 1980-1981, nr. 1, Kamer van volksvertegenwoordigers, 24 oktober 1980. Rekening houdend met het toenemend aantal faillissementen, is het NVZAB van oordeel dat de EBA mag worden beschouwd als een eerste stap naar de uitdaging en als een bescherming van deze uitdaging.

Door tegelijkertijd de familiale en sociale bescherming van de zelfstandige arbeiders, samen met de verdediging van hun economische belangen in een wet vast te leggen, hoopt het NVZAB zijn actie ter verdediging van de zelfstandige arbeider waar te maken.

Bijgevolg meent het doeltreffend bij te dragen tot de strijd tegen de werkloosheid en de verdediging van de tewerkstelling. Het door deze wet beoogde doel is het de handelaar mogelijk te maken de uit zijn handelsactiviteiten voortvloeiende risico's te beperken tot een gedeelte van zijn patrimonium, dat hijzelf bepaalt, zonder dat hij verplicht is gelijk welke vereniging te stichten en erop letten dat er zich geen misbruiken voordoen die in strijd zijn met de geest zelf van de wet.

Het NVZAB drukt de wens uit dat men een vrij systeem van maandelijke voorafbetalingen zou uitwerken, zoals in het stelsel van de loontrekkenden, dat gebaseerd zou zijn op cijfers van het laatstgekende belastingjaar. De zelfstandige arbeiders die het systeem van de voorafbetalingen toepassen, zouden geen enkele verhoging krijgen indien ze het bedrag van het laatstgekende dienstjaar van de belastingcontrole eerbiedigen. Het wenst eveneens dat meer precieze en betere modaliteiten van forfaitaire belasting zouden worden uitgewerkt, in afwachting dat wordt bepaald welke de gepaste documenten zijn beoogd in artikel 6 van de wet van 17 juli inzake de boekhouding.

M. R. Gillet. — Etes-vous dans l'opposition ou dans la majorité ?

De heer Deconinck. — Het NVZAB herinnert minister Desmaretts met nadruk aan zijn uitspraak tijdens het debat van 5 maart 1981, in verband met de definitieve stemming over het wetsvoorstel inzake de leurhandel, namelijk het wetsvoorstel in verband met de uitoefening van leuractiviteiten, door de Senaat (document 844, 1975-1976) voorgesteld aan de Kamer (document 946, 1975-1976). Het ontwerp heeft als doel de misbruiken in de leurhandel te bestrijden en een oplossing te vinden voor de veelvuldige klachten. Het ontwerp verbiedt onder andere de verkoop zonder leurkaart.

Het NVZAB wenst eveneens de aandacht te vestigen op het specifieke probleem van de vrije beroepen. Er bestaat een sluitingsfonds waartoe alle werkgevers, met inbegrip van de vrije beroepen zijn uitgesloten van het genot van de vestigingspremies. Het NVZAB is van oordeel dat het logisch zou zijn hen te ontslaan van de betaling van deze bijdrage tot het sluitingsfonds.

Mijnheer de Minister, ik wil dit podium niet verlaten, zonder uw aandacht te vragen voor een zeer typisch probleem. Ik spreek niet graag met briefjes in de hand, want dat schakelt alle improvisatie uit, maar het gaat hier om zo'n precieze gegevens.

Wij willen uw aandacht vestigen op bepaalde onduidelijke praktijken in de grootdistributiesector, die heel wat kleine middenstanders het leven totaal onmogelijk maken. Wij begrijpen dat de minister van Middenstand hier in samenwerking dient te handelen met de minister van Economische Zaken, maar bepaalde handelspraktijken die nu aangewend worden door discounts en warenhuizen dienen eens nader onder de loupe te worden genomen. Hier dient de wet op de handelspraktijken zeker herzien en aangepast te worden.

Wij geven één enkel voorbeeld dat kan volstaan : op het ogenblik vechten de kleine bierhandelaars verbeten om hun recht op bestaan, dat iedere dag opnieuw ernstig bedreigd wordt. De brouwerijen leveren aan discounts en warenhuizen het pilsbier tegen dusdanige bradageprijzen dat deze het bier goedkoper aan de klant kunnen verkopen dan de prijs die de bierhandelaar aan de brouwerij bij aankoop moet betalen. De prijs die de kleine bierhandelaar aan de klant moet vragen, wil hij een minimuminkomen behouden, is zo hoog ten overstaan van de prijzen die discount en warenhuis kunnen aanbieden, dat een steeds groter deel van de verbruikers zich voor zijn bevoorrading afkeert van de kleine bierhandel, zodat dit beroep met volledige verdwijning bedreigd wordt, indien geen maatregelen worden getroffen.

Het ganze stelsel van de huis aan huis bedeling komt hier in het gedrang, met alle gevolgen van dien. Denken wij maar even aan de toestand in de kleine gemeenten en gehuchten, waar de kleine winkel niet meer te vinden is, zodat vooral oudere en zieke mensen voor hun bevoorrading voor soms onmogelijke toestanden komen te staan. Vandaag wordt de kleine bierhandelaar met volledige verdwijning bedreigd. In ons land zijn er nog ongeveer 5 000 mensen die hiermede hun brood verdienen. Morgen zullen zij het leger van werklozen vervoegen, indien geen wettelijke maatregelen worden getroffen tegen handelspraktijken die zich morgen tegen de verbruiker zullen keren.

Wij durven de hoop uitspreken dat de minister van de Middenstand morgen, met zijn collega van Economische Zaken, de nodige maatregelen zal kunnen treffen om de kleine verdelers de bescherming te geven die zij niet alleen nodig hebben voor hun verder bestaan, maar die zij tevens ten volle waard zijn.

Mijnheer de Minister, met een zucht van verlichting leg ik deze papieren terzijde om even voor de vuist te spreken.

Voor de landbouwers hebben wij de pariteitswet, die tot doel heeft het inkomen van de landbouwer enigszins te koppelen aan het inkomen van de loonarbeider in dit land. Met hetzelfde doel hebben wij voor de middenstand een wet die de minister verplicht elk jaar een middenstandsverslag uit te brengen. Dit alles is uitstekend en de cijfers die in de pariteitswet voorkomen, zijn een buitengewoon goede bron van informatie. Zij tonen echter ook aan dat, elk jaar opnieuw, het inkomen van de landbouwer daalt. Wij zullen daar trouwens tijdens de bespreking van de begroting van Landbouw nog op terugkomen.

Wij hebben ook een wet op de handelspraktijken, een uitstekende wet door Kamer en Senaat met de beste bedoelingen goedgekeurd, maar tot nog toe enkel een papieren wet. Zij heeft geen enkele reële uitwerking, omdat de rechtbanken elke klacht die wordt ingediend, klasseren.

Mijnheer de Minister, ik heb uw aandacht gevraagd voor de kleine bierhandelaars, maar ik zou ook uw aandacht kunnen vestigen op een hele reeks kleine middenstanders die vandaag vechten tegen de dood. Zij kunnen wellicht de doodsstrijd rekken, maar toch zullen zij moeten sterven. Zij zijn in het coma en wachten tot zij worden verlost uit dit aarde tranendal.

Ik wil toch ook iets positief zeggen, Mijnheer de Minister, en u een hart onder de riem steken. Het is waar dat de beste stuurder aan wal staan en dat de tovenaars met de magische toverstaf die voor elk probleem een oplossing hebben steeds behoren tot de oppositie. Het is ook waar dat krakende wagens het langst lopen. Ik heb hier vandaag herhaaldelijk het einde van deze regering horen aankondigen. Een spreker vermeldde zelfs de dag, doch vergat gelukkig het uur waarop dit zou gebeuren.

Ik wens dat deze regering in hoofde van u, Mijnheer de Minister, de uitstekende bepalingen die voor de KMO's in de herstellwet zijn opgenomen in de praktijk zal kunnen omzetten, tot heil en genoegen van de Belgische middenstand. Daarom zullen de Vlaamse socialisten uw begroting zonder enig voorbehoud goedkeuren. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

M. R. Gillet. — Heureusement que votre conclusion était différente car on aurait pu croire entendre un discours d'opposition.

M. André. — Pourquoi voulez-vous être le seul à faire des discours d'opposition ?

De Voorzitter. — Het woord is aan Mevr. Rommel.

Mevr. Rommel-Souvagie. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, Dames en Heren, ik dank de heer Dalem om de accuratesse van zijn verslag, dat zonder veel omhaal van woorden, maar raak en efficiënt de knelpunten in deze begroting heeft weergegeven.

Ik beperk mij tot post 4201.

Mijnheer de Minister, het sociaal statuut van de zelfstandigen valt onder uw bevoegdheid, maar alleen de rijkstoelagen voor gezinsbijslag, op grond van de wet van 29 maart 1976 betreffende de kinderbijslag voor zelfstandigen, is op uw begroting uitgetrokken.

Van deze toelage wordt nu 150 miljoen afgenomen, waarvoor het verantwoordingsprogramma het volgende vermeldt : « Gelet op de financiële toestand van het stelsel der kinderbijslagen en in naam van het beleid inzake besnoeiing van de uitgaven in 1981, wordt voorgesteld de toelage aan het stelsel te verminderen met 150 miljoen. »

Mij komt het voor dat hier op een eerder lichtzinnige wijze naar een gemakkelijksoplossing werd gezocht om de besparing op deze begroting te concretiseren. Waarom deze inkrimping niet gespreid over verschillende posten ?

Zoals bepaald in de herstellwet voor de middenstand van 10 februari 1981 wordt van het overschot van het stelsel der kinderbijslagen der zelfstandigen 2 miljard overgeheveld naar de pensioensector, om de schuldenlast van het pensioendeficit van de zelfstandigen af te betalen.

Bij het opmaken van de begroting bleek dat er nog 150 miljoen moesten worden gespaard. Nogmaals wordt er uitgezien naar de sector der kinderbijslagen om deze besparing te realiseren.

Er blijft voor 1981 nog een boni van meer dan 4 miljard, dat bij voorrang zal worden aangewend om de financiële lasten van de volgende jaren te dragen in de pensioensector.

Wat echter wanneer de boni in de sector kinderbijslagen zwaar verminderd of uitgeput zijn ?

Met deze afvloeiing blijft weinig uitkomst voor een reëel gezinsbeleid ten voordele van de zelfstandigen, dat ondanks het grote boni ver achtergebleven is ten opzichte van het gezinsbeleid der werknemers.

Waar reeds jaren gestreefd wordt naar een betere gezinspolitiek voor de zelfstandigen, doen deze aderslatingen en vooruitzichten de deur helemaal dicht voor een paar verwezenlijkingen die ik hier prioritair wil stellen.

Ten eerste, gelijkshakeling tussen het kinderbijslagstelsel voor de werknemers en zelfstandigen met onder andere, een zelfde kinderbijslag voor het eerste kind, gezinsvakantiebijslag, erkenning van het jonge meisje-huishoudster of jongen-huishouder, en leeftijdsbijslag voor het enig en jongste kind.

Ten tweede, een instelling van een zwangerschapsvergoeding voor de vrouw met een zelfstandig beroep of die als zelfstandige helpster medewerkt.

In dit verband werd een wetsvoorstel ingediend door volksvertegenwoordiger Verhaegen op 1 juli 1980. Het is beschamend te moeten vaststellen dat België en Nederland de enige Westeuropese landen zijn die geen bescherming kennen voor de zwangere zelfstandige vrouw. Het belang van deze kans op rust voor de aanstaande moeder dient niet meer te worden bewezen. Rekening houdend dat in 1979, 9 919 geboortepremies werden uitbetaald en aansluitend bij het wetsvoorstel-Verhaegen, zou de zwangerschapsvergoeding een uitgave betekenen van bijna 300 miljoen.

Mijnheer de Minister, er worden thans hoge verwachtingen gekoesterd van de KMO's in deze crisistijd. Ik dank u voor de maatregelen die u voor de KMO's op economisch vlak hebt genomen. Toch mag het familiale aspect niet worden verwaarloosd. In vele gevallen werken man en vrouw samen in de zaak, ook het gezinswelzijn heeft zijn invloed op de financiële en economische vooruitgang van het bedrijf.

Mijn vraag, Mijnheer de Minister, is dan ook de mogelijkheid te onderzoeken om de geplande vermindering van 150 miljoen niet uitsluitend ten laste te leggen van de bijdrage voor gezinsbijslag, maar deze te spreiden over de hele begroting, en rekening te willen houden met de prioriteiten die ik heb voorgesteld. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vangeel.

De heer Vangeel. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, bij vorige gelegenheden heb ik aangeklaagd dat ingevolge het feit dat een bepaalde wet niet was goedgekeurd, vele dossiers aanhangig bleven bij de pensioendiensten van de zelfstandigen. Bij de goedkeuring van die bewuste wet op 16 februari jongstleden, heb ik erop aangedrongen dat deze wet zonder uitstel in het *Staatsblad* zou verschijnen of dat ten minste onderrichtingen zouden worden gegeven ter zake aan de pensioendiensten.

Tot mijn spijt, heb ik moeten vaststellen dat het nog vier weken geduurd heeft eer deze wet verscheen — ze werd pas gepubliceerd in het *Staatsblad* van 13 maart — zodat nog een maand langer moest worden gewacht voor men deze pensioendossiers verder kon behandelen. Sommige van die dossiers hebben betrekking op pensioenen die hadden moeten ingaan op 1 januari 1980! Ingevolge recente onderrichtingen zullen een aantal andere dossiers met betrekking tot pensioenen die hadden moeten ingaan op 1 januari 1981 en later, aanhangig blijven. Mensen wier pensioen al moest zijn uitbetaald vanaf 1 januari 1981 of 1 februari 1981 wachten op het ogenblik nog op een beslissing. Deze onderrichtingen werden waarschijnlijk gegeven in het vooruitzicht van een aantal wijzigingen die zullen worden aangebracht aan de pensioenwet voor de zelfstandigen ingevolge de volmacht die u is verleend.

De betrokkenen zullen het dus nog gedurende maanden zonder hun pensioen moeten stellen. Ik verzoek u dus maatregelen te willen nemen opdat aan deze situatie zo spoedig mogelijk een einde komt.

Men zegt mij in de pensioendiensten dat, aangezien de wetgeving op het pensioenstelsel van de werknemers is gewijzigd in verband met de toegevoegde jaren, voorlopig geen enkel pensioendossier dat een gemengde loopbaan betreft waarvoor toegevoegde jaren in aanmerking komen, kan worden afgehandeld. Geldt dit ook voor de dossiers in verband met de vervroegde pensioenen en de dossiers die betrekking hebben op een arbeidsongeval of een beroepsziekte? Mocht dit het geval zijn, zullen er door de diensten vele dossiers niet meer kunnen worden afgehandeld en zullen de betrokkenen moeten blijven wachten op hun pensioen.

In verband met de volmacht die u is gegeven om de pensioenwetgeving te wijzigen, dring ik erop aan dat u aandacht zou schenken aan de cumulatie van de pensioenen.

U weet dat de Wetgevende Kamers voor één categorie het probleem van de cumulatie hebben geregeld, namelijk voor diegenen die het pensioen van burgemeester, schepenen of voorzitter van het OCMW mogen cumuleren met het pensioen van zelfstandige. Voor de parlementsliden is dat niet het geval en ook niet voor al degenen die een pensioen van de openbare diensten ontvangen, hoe klein ook. Voor die categorieën is het probleem van de cumulatie nog niet geregeld. Ik vraag ook uw aandacht voor deze gevallen.

Mijnheer de Minister, ik heb gezocht waarom men steeds opnieuw een aantal dossiers niet kan afhandelen. De grote oorzaak is volgens mij dat wij de jongste jaren, meer en meer, met terugwerkende kracht legisleren. Ik vraag dat men daarmee zou ophouden. Indien wij nieuwe wetten goedkeuren, moeten het wetten zijn voor de toekomst, waardoor de pensioendiensten en de betalingsdiensten voor de pensioenen niet met te grote moeilijkheden worden geconfronteerd.

Ik verklaar hier openlijk dat ik niet meer bereid ben in de toekomst wetten met terugwerkende kracht te wijzigen.

Tenslotte, vraag ik u, Mijnheer de Minister, in verband met de regionale pensioendiensten, een beleid te voeren dat het voor de belanghebbenden gemakkelijker maakt deze pensioendiensten te bereiken en dat het de pensioendiensten ook mogelijk maakt onderling met elkaar contact te hebben inzake de afhandeling van pensioendossiers voor gemengde loopbanen.

Ik geef u een voorbeeld. In Antwerpen bestaat er jaren een regionale dienst van de werknemers voor de arrondissementen Antwerpen en Mechelen. In Turnhout bestaat diezelfde dienst voor het arrondissement Turnhout. Het Rijksinstituut voor Sociale Zekerheid van de zelfstandigen heeft alleen een dienst in Antwerpen. U zult begrijpen dat wanneer men vanuit de RWP in Turnhout met de gewestelijke dienst van het RSVZ te Antwerpen geregeld contact wil houden, dit tot vele moeilijkheden aanleiding geeft. Zoals het trouwens ook zeer moeilijk is voor de personen die in het arrondissement Turnhout wonen om contact te hebben met de regionale dienst te Antwerpen. Derhalve dring ik aan, Mijnheer de Minister, dat door het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekering van zelfstandigen er een dienst zou worden opgericht in het arrondissement Turnhout, liefst in Turnhout zelf, en dan zo mogelijk gecentraliseerd in een zelfde gebouw met de pensioendienst voor werknemers, wat een doeltreffende werking zou verzekeren. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Rouck.

De heer De Rouck. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, het spreekt vanzelf dat wij in de Volksunie — en het betoog zal dit aantonen — een bijzondere belangstelling hebben voor de zelfstandigen. De evolutie van de economische toestand in ons land geeft ons trouwens meer dan gelijk.

Van 1970 tot 1978 is het aantal zelfstandigen zonder personeel sterk verminderd, het aantal zelfstandigen met personeel daarentegen,

de typische KMO's, namen in aantal toe in diezelfde periode. Daaruit blijkt de onvervangbare taak van de kleine onderneming als factor van tewerkstelling en van investering, wat vooral in crisistijden zoals deze, door iedereen moet worden erkend en gewaardeerd. Het is dan ook zeer dringend dat de overheid hieruit conclusies trekt voor haar sociaal, economisch en fiscaal beleid en het is dan ook niet meer dan een daad van eenvoudige rechtvaardigheid dat de zelfstandigen erkend worden als een onmisbaar element in ons economisch en maatschappelijk bestel.

De KMO's zijn immers de grote werkverschaffers die door hun grote verscheidenheid en hun kleine conjunctuurgevoeligheid een belangrijk stabiliserend element vormen in ons economisch systeem. Bovendien is deze tewerkstelling meestal van hoge kwaliteit wegens de gunstige sociale en menselijke verhoudingen die heersen in de KMO's en ook wegens de zinvolle arbeid en het gepresteerde vakmanschap. Daarom moet deze sector bij voorrang beschermd worden en moeten wij de levenszekerheid van de zelfstandigen eerbiedigen en beklemtonen niet enkel tijdens de actieve loopbaan maar ook wat betreft de rechtvaardigheid bij de pensionering. Dit is helaas nog niet het geval.

De absolute en relatieve toename van het aantal gepensioneerd zal dat aantal in de toekomst zelfs nog opdrijven, te meer omdat allerlei wettelijke maatregelen de pensioenleeftijd steeds verlagen. Uit een recent onderzoek van Prof. Deleeck van Antwerpen blijkt dat de tewerkgestelde gezinshoofden die in bestaansonzekerheid verkeren, dit wil zeggen het met een inkomen beneden het sociaal minimum moeten rooien, vooral tot de ongeschoolde arbeiders en tot de groep van de kleine zelfstandigen en landbouwers behoren.

Drie pct. van alle ongeschoolde arbeiders, 35 pct. van alle kleine zelfstandigen en 63 pct. van alle landbouwers leven beneden het sociaal minimum. Een extrapolatie voor Vlaanderen geeft de volgende cijfers: 158 224 ongeschoolde arbeiders, 64 790 kleine zelfstandigen, 54 219 landbouwers, die in een toestand van bestaansonzekerheid leven.

Niet alleen voor de werkende, maar vooral voor de niet-meer werkende gezinshoofden is de socio-professionele status van groot belang bij de bepaling van de bestaanszekerheid.

Uit de vergelijking van de groep van tewerkgestelden met de niet-tewerkgestelden blijkt allereerst de evolutie in de arbeidsmarkt. De omvangrijke groep gepensioneerde gezinshoofden telt gr... deels ongeschoolde arbeiders, terwijl vandaag het aantal geschoolde arbeiders en bedienden zeer sterk is toegenomen in de beroepsbevolking. In tegenstelling daarmee is het aantal zelfstandigen en vooral het aantal landbouwers sterk gedaald. Onmiddellijk valt de zwakke financiële positie van de vroegere zelfstandigen op. Hun minder gunstig sociale-zekerheidsstatuut is daar zeker niet vreemd aan.

Een tweede reden waarom de Volksunie meer dan bijzondere belangstelling heeft voor de zelfstandigen ligt in het feit dat van de 645 728 aangesloten eind december 1979 ruim 400 000 Vlamingen waren waarbij dan kan worden vastgesteld dat het aantal zelf lichtjes toenam.

Aan de andere kant heeft de in januari goedgekeurde herstellwet de harmonisering tussen de verschillende pensioenstelsels niet in de hand gewerkt, integendeel. Er wordt een sterke bijdrageverhoging voor de zelfstandigen in het vooruitzicht gesteld, namelijk 3,8 miljard voor 1981. Er wordt 2 miljard afgenomen van het boni van het stelsel van de kinderbijslagen voor zelfstandigen om over te hevelen naar de pensioensector met als resultaat een onaanvaardbare discriminatie tussen de kinderen van de zelfstandigen en de kinderen van de werknemers.

Onze wetgeving krioelt trouwens van discriminaties: tussen kinderen van het vrij en het rijksonderwijs, tussen Vlamingen en Walen, tussen Vlaamse en Waalse bedrijven — ik verwijs hier onder andere naar het laatste verslag van het Rekenhof — en zovele andere. Daarbij zullen overschotten in andere sectoren van het sociaal statuut der zelfstandigen worden gebruikt voor de financiering van de interesten van de gecumuleerde schuld die in 1982 nog zal bestaan.

Om al deze redenen blijft de Volksunie meer dan ooit voorstander van meer fundamentele hervormingen in de zin van globalisering en federalisering van alle pensioenstelsels.

De heer Leemans treedt opnieuw als voorzitter op

Globalisering omdat alle burgers van onze gemeenschap recht hebben op een gelijke behandeling, ongeacht of zij zelfstandigen of loontrekkenden zijn geweest. Daarom eisen wij de gelijkgeschikeling van het sociaal statuut van de zelfstandigen met dat van de loontrekkenden, want iedereen in onze gemeenschap heeft recht op een minimumpensioen dat hoger ligt dan het bestaansminimum, wat helaas voor honderdduizenden op het ogenblik nog niet het geval is.

Federalisering omdat het probleem van het pensioen van de zelfstandigen totaal verschillend is naargelang van de gemeenschap waartoe zij behoren en het probleem van de KMO's in Vlaanderen een veel

belangrijker rol speelt dan in Wallonië. De KMO's worden niet alleen inzake het pensioen van de zelfstandigen gediscrimineerd, maar ook op vele andere gebieden.

Enkel als deze fundamentele hervormingen tot stand zijn gebracht, zal iedere burger van onze gemeenschap op gebied van het pensioen rechtvaardig worden behandeld.

Mijnheer de Minister, dit had ik te zeggen als laatste van de tien sprekers die naar de inhoud van hun betoog, bijna allen tot de oppositie behoren. Ik zou ook graag eens iemand van de regering aan het woord gehoord hebben. *(Applaus op de banken van de Volksunie.)*

M. le Président. — La parole est à M. Desmarests, Vice-Premier ministre.

M. Desmarests, Vice-Premier Ministre et Ministre des Classes moyennes, du Plan et adjoint à la Communauté française. — Monsieur le Président, mes chers collègues, après les remerciements traditionnels au rapporteur qui a parfaitement résumé les travaux de la commission ainsi que les réalisations passées, présentes et futures, sur le plan de l'aide sociale et économique aux indépendants, aux petites et moyennes entreprises et aux professions libérales, je soulignerai — comme M. Roland Gillet l'a fait d'ailleurs, en tant que membre de l'opposition, et avec l'humour qui lui est propre — le caractère assez paradoxal de ce débat.

Il est vrai que des membres de la majorité ont émis des critiques, tandis que des approbations émanaient de l'opposition.

M. André. — Et c'est très bien ainsi.

M. Desmarests, Vice-Premier Ministre et Ministre des Classes moyennes, du Plan et adjoint à la Communauté française. — J'allais le dire. On peut estimer qu'une bouteille est à moitié pleine ou à moitié vide. De même, on peut considérer un débat comme celui-ci de deux façons différentes. Le pessimiste estimera que le gouvernement n'est pas suivi par sa majorité. Ce n'est pas ainsi qu'il faut voir les choses. *(Exclamations sur certains bancs.)* Attendez de voir la face cachée de la Lune. *(Sourires.)*

Rien n'est parfait en ce monde, rien ne se fait en un jour, et il reste encore beaucoup de pain sur la planche. Mais, à côté des remarques qui ont été présentées, à juste titre, par des membres de la majorité, je constate — comme plusieurs intervenants de l'opposition l'ont fait — que l'attitude a changé à l'égard des PME, des indépendants et des professions libérales. C'est cela qui est important, et je le souligne toujours, quand je m'adresse à des auditoires de classes moyennes ou à d'autres.

En effet, autrefois, certains — que je ne veux pas préciser davantage — mettaient tous leurs espoirs dans la grande industrie, génératrice d'emplois, pourvoyeuse, disait-on, de hauts salaires, avec des protections légales et syndicales de tous genres alors que, selon eux, dans le milieu indépendant, le paternalisme ambiant et des moyens moins grands ne permettaient pas le développement d'une politique économique et sociale.

Maintenant que nous sommes en pleine crise, on constate que la grande industrie a perdu 225 000 emplois en dix ans, dont sept années de crise, alors que les PME ont créé 40 000 emplois nouveaux durant cette même période.

De heer Van den Broeck heeft gesproken over 43 pct. van de tewerkstelling. Welnu, het betreft hier 53 pct. van de loon- en weddetrekkenden in de KMO-sector. Zij vertegenwoordigen 96 pct. van de ondernemingen.

La place prise progressivement par les PME dans l'économie belge n'est plus celle d'une troisième force, après le patronat et la grande industrie, mais, j'ose le dire, la première sur le plan économique et social.

D'où cette troisième constatation qui est toute neuve, à savoir que, dans les milieux qui, autrefois, n'aimaient pas fort les PME, on considère maintenant que, pour sortir de la crise — à côté des fabrications à la chaîne qui devront toujours se faire dans la grande industrie, avec de nombreuses sous-traitances dans les PME —, il faut une politique industrielle, mais il faut surtout compter sur les PME pour assurer une relance économique et la création de nouveaux emplois, deux choses bien nécessaires.

J'en veux pour dernière preuve les propos que mon collègue et ami, M. Claes, ministre des Affaires économiques, a tenus dimanche dernier et a répétés en Conseil des ministres. Nous en tirerons ensemble des conclusions, très positives, je l'espère, pour les PME. Le ministre a, en effet, souligné que les PME seront à la base de la nouvelle politique industrielle dont le pays a besoin.

Je me réjouis — et il ne s'agit pas, comme l'a dit M. Roland Gillet, de délimiter les frontières entre majorité et opposition — qu'au

dela des critiques de détail — très légitimes quelquefois —, se soit manifesté ici une unanimité envers une politique qui favorise les PME et leur permette de jouer le rôle économique et social que je viens de définir.

Dit was het belangrijkste. Over de begroting zelf kan ik zeer kort zijn.

Zoals de heer Windels en andere sprekers zegden, betreft het hier een bijna betekenisloze begroting. 5,5 miljard is niet veel, te meer omdat ongeveer 4 miljard ervan bestemd is voor de kinderbijslag. Er blijft dus slechts 1 miljard over voor het voeren van een eigenlijke middenstandspolitiek.

De heer Bogaerts maakte een opmerking over de wijze waarop ik mijn kabinetten heb samengesteld. Het is juist dat ik « een minister met veel petten » ben, dat ik verscheidene departementen beheer. Op deze wijze spaart men echter de wedde van twee staatssecretarissen uit. Dit alles belet echter niet dat ik de nodige tijd besteed aan mijn werk als minister van Middenstand. U kunt dit gerust geloven. De middenstandsorganisaties weten dit. Ik beschik over voldoende werklust.

Een minister is vrij zijn kabinet samen te stellen zoals hij verkiest. Ik kan aannemen dat u liever ambtenaren zou zien in mijn kabinet. Indien men echter concrete problemen moet behandelen met betrekking tot de middenstand of tot het Plan, kan het zeer nuttig zijn mensen uit de zakenwereld of uit de sociale organisaties rond zich te hebben. Zij zijn broodnodig en even belangrijk als de ambtenaren. Ik ben dus vrij te werken met wie ik wil.

De heer Bogaerts. — Mijnheer de Minister, ik heb er niets tegen dat in de kabinetten mensen uit de privé-sector zitten. Iedere minister heeft wel enkele, hooguit een tiental leden die uit de privé-sector komen. Ik kan mij goed voorstellen dat het niet altijd mogelijk is om in openbare dienst de geschikte medewerkers te vinden. Maar 68 medewerkers uit de privé-sector op 110 is volgens mij toch wat overdreven.

De heer Desmarests, Vice-Eerste Minister en Minister van Middenstand, van het Plan en adjunct voor de Franse Gemeenschap. — Dat is uw mening, Mijnheer Bogaerts, maar er kan ook wel worden gezegd over de leemten die in de besturen en de administraties ontstaan na het weghalen van ambtenaren bestemd voor de kabinetten. Wij gaan daarover niet uitweiden, want er zijn belangrijker zaken.

De bespreking van mijn begroting is niet van belang ontbloeit, maar ik meen dat vooral de gevoerde politiek moet worden bekeken.

Ik wil nog vlug een aantal punten bespreken en ik zal dan ook in *globo* een antwoord geven aan verschillende sprekers.

De heren Van den Broeck en Windels hebben onderstreept dat de KMO-politiek moet worden gezien in een meer algemeen kader. De middenstanders klagen zeer dikwijls over de algemene economische, fiscale en sociale toestand. Natuurlijk is dit maar een onderdeel van het geheel.

Als minister van het Plan is het mijn bedoeling de ronde tafel van 25 maart eerstkomend voor een nieuw industrieel beleid, breder op te vatten, in de richting van een nieuw economisch beleid, waarin een hele reeks algemeen economische, sociale, fiscale en andere problemen worden aangepakt. Als minister van Middenstand zal ik ervoor zorgen dat in dat industrieel beleid ook aandacht wordt besteed aan het KMO-beleid. Na mijn gesprek van gisteren met de organisaties van zelfstandigen, heb ik een nota in dat verband ingediend. U mag er zeker van zijn dat wij deze zaak zullen bepleiten, rekening houdend met de resultaten van de ronde tafel met de KMO's waarover ik het straks nog zal hebben.

Il faut voir la politique des petites et moyennes entreprises dans un cadre plus large. A force de globaliser, on ne fait rien.

Dès mon accession au département, j'ai entendu exécuter rapidement les différents points de la déclaration gouvernementale qui concrétisaient cet esprit nouveau auquel je faisais allusion tout à l'heure.

En moins de cinq mois, nous avons pu réaliser un certain nombre d'améliorations.

En Belgique, tout le monde se plaint — les indépendants les premiers — de la hauteur des charges sociales. M. Dalem nous a reproché de favoriser les petites et moyennes entreprises et les indépendants qui occupent du personnel. Il est vrai qu'une des premières mesures prises leur est favorable. Ne perdons pas de vue qu'il est statistiquement prouvé que nos charges sociales et nos salaires sont les plus élevés du monde.

Dès le premier janvier dernier, nous avons abaissé de 10 p.c. les charges sociales pour les plus petites des PME et les titulaires de professions libérales âgés — et je regrette cette restriction — de moins de 35 ans. Je sais que ce n'est pas le Pérou, mais cette mesure réclamée par toutes les organisations de classes moyennes est importante. Il

suffit, pour c'en convaincre, de lire la littérature professionnelle de ces dernières semaines. Ces mesures représentent, à elles seules, un total de 3,8 milliards.

Comme M. Dalem l'a expliqué dans son rapport, nous avons adopté d'autres mesures relatives à des exonérations fiscales, au triplement de la subvention-intérêt complémentaire et à l'amélioration du système de primes, pour un montant plus modeste, de 1 milliard et demi.

Dan moet ik natuurlijk onderstrepen dat die laatste drie maatregelen wel door mij werden voorgesteld, en door u goedgekeurd via de wet van 10 februari jongstleden, maar dat de toepassing langs de gewesten moet gebeuren.

Als men mij vraagt wanneer en hoe dat zal gebeuren, verwijs ik naar de gewesten die verantwoordelijk zijn voor de toepassing van de wet.

Deze week nog heb ik overleg gepleegd met de drie gewesten om na te gaan hoe zij die uitvoering van de wet konden harmoniseren en vooral hoe ze dat zeer spoedig zouden kunnen doen, zodat die premies ten voordele van de middenstanders en de KMO's wel zouden kunnen worden gebruikt.

Mijnheer Van den Broeck, in dat verband moet ik er u wel op wijzen dat er geen 200 miljoen frank maar wel 600 miljoen frank in mijn begroting is ingeschreven. Il s'agit de crédits d'engagement de 600 millions et d'une première tranche de 200 millions de crédits d'ordonnancement inscrits au budget de cette année.

Nous nous sommes également intéressés au problème de la pension des indépendants, sans nous arrêter au point de savoir s'ils occupent ou non du personnel.

Suite aux travaux du groupe Allard-Vandeputte, je proposerai certaines mesures qui seront, je l'espère, approuvées par le Conseil des ministres de vendredi prochain. Permettez-moi de faire preuve à cet égard d'une certaine discrétion. Je rappelle que la loi du 10 février permet la prise en charge par l'Etat de la dette du passé, c'est-à-dire 30 milliards. Nous avons mis au point, le ministre des Finances et moi, un plan d'amortissement qui, dès 1981, prévoit le remboursement progressif de cette dette.

Le système de pension des indépendants est ainsi débarrassé de ce boulet dont le volume ne faisait que croître et embellir.

Je répondrai maintenant à Mme Rommel et à d'autres intervenants qui m'ont interrogé au sujet de la charge financière à résulter de ces mesures.

Il est exact que les indépendants participent encore pour une certaine partie à la couverture des charges financières. Cette année-ci, deux milliards proviendront du boni du système des allocations familiales et un milliard sera apporté par l'Etat.

Le défenseur de la famille que je suis regrette, bien entendu, qu'il ait fallu puiser dans le boni des allocations familiales, mais je répondrai que le secteur des salariés a transféré 5,6 milliards en vue de l'assainissement de la sécurité sociale — voir la loi Dhoore — et que les organisations de classes moyennes ont manifesté beaucoup de compréhension, à défaut d'un réel enthousiasme, à l'égard des mesures que nous avons proposées. Certaines priorités ont été admises : *First things first* ! C'est ainsi qu'à un certain moment, devant le déficit incroyable du régime de pension des indépendants, ayant constaté le boni des allocations familiales, on a estimé que, pour 1981, il fallait puiser deux milliards dans ce secteur, l'Etat consentant un effort supplémentaire d'un milliard.

Pour 1982 et les années suivantes, si des bonis existent, on veillera à les utiliser de la même manière, l'Etat prenant en charge le solde de la couverture financière de la dette non encore amortie.

Je regrette personnellement, je l'ai dit, qu'il ait fallu puiser dans ce boni des allocations familiales. Cela ne signifie pas que toute mesure ultérieure soit exclue à cet égard, mais je le répète, la solution du problème de la pension des indépendants a été considérée comme prioritaire.

Pour le reste, les propositions du groupe dit Allard-Vandeputte prévoient, pour rééquilibrer le système, à partir du 1^{er} janvier 1981, un supplément de cotisations de 3,8 milliards. Ceci est à comparer avec l'effort de 12,4 milliards consenti par les salariés en vue d'améliorer la situation de la sécurité sociale et à l'effort de solidarité des fonctionnaires, qui représente 4,8 milliards. Mais ce sont les indépendants eux-mêmes qui, au sein du groupe Allard-Vandeputte, m'ont fait des propositions qui se traduisent par un relèvement du plancher de 10 p.c., un relèvement de 15 p.c. du plafond intermédiaire, un relèvement de 15 p.c. du plafond absolu et, enfin, une augmentation de 1 p.c. de la cotisation de base.

Le gouvernement ne se ralliera pas nécessairement à l'ensemble de ces dispositions, mais nous allons nous engager dans cette voie-là et nous nous tiendrons à l'enveloppe de 3,8 milliards, à tout le moins, afin de trouver une solution au problème des cotisations.

Reste alors celui des prestations. Le gouvernement devra, dans le maintien des bases forfaitaires actuelles, trouver un système de proportionnalité qui permette progressivement aux indépendants, selon l'une ou l'autre des formules encore en discussion, de trouver une « compensation » à l'effort contributif supplémentaire fourni.

Le total que nous obtiendrons par la réalisation de ces trois mesures sur le plan social atteindra plus de 35 milliards. C'est vous dire l'effort entrepris par le gouvernement, malgré les difficultés budgétaires actuelles, en faveur des PME, des indépendants et d'une partie des titulaires de professions libérales.

M. R. Gillet. — En ce qui concerne le programme, Monsieur le Ministre, vous avez donc consulté le groupe Allard-Vandeputte, réuni la table ronde le 5 mars...

M. Desmarests, Vice-Premier Ministre et Ministre des Classes moyennes, du Plan et adjoint à la Communauté française. — Je vais en parler. Permettez-moi de poursuivre. J'en suis à la pension des indépendants, au sujet de laquelle la consultation est terminée. J'ai reçu deux avis du groupe Allard-Vandeputte. Je les ai traduits dans des propositions; celles-ci sont maintenant soumises au gouvernement qui décidera probablement de leur sort vendredi prochain.

M. R. Gillet. — La table ronde en a-t-elle discuté ?

M. Desmarests, Vice-Premier Ministre et Ministre des Classes moyennes, du Plan et adjoint à la Communauté française. — J'allais aborder le quatrième aspect : la table ronde organisée, si ma mémoire est bonne, le 5 mars dernier par le ministre des Classes moyennes, selon l'objectif défini dans la déclaration gouvernementale.

Ainsi que l'a souligné un journal important de la capitale, cette table ronde a concrétisé, et je m'en réjouis, les « retrouvailles » des PME, dans la mesure où nous avons réussi à rassembler au palais d'Egmont la plupart des organisations représentatives des classes moyennes, ce qui ne s'était plus vu depuis des années, certaines difficultés étant apparues au sein du front commun. Le fait que les organisations des classes moyennes, beaucoup plus conscientes qu'auparavant de leur importance en Belgique, se soient retrouvées autour du ministre des Classes moyennes pour tenter de définir une politique, n'est pas d'une mince signification.

Quelles sont les grandes lignes que nous avons déterminées lors de cette table ronde, répondant à des vœux qui ont été exprimés ici et de divers côtés ?

Il a d'abord été décidé de prendre des mesures concrètes en matière de simplification administrative. En 1975 avait été créée une commission administrativement développée et dès lors assez lourde. Ayant voulu trop entreprendre, elle n'avait pas abouti à des résultats très concrets. Nous avons souhaité une approche beaucoup plus empirique des problèmes.

Nous avons veillé tout d'abord à éviter que des mesures entraînant des complications administratives supplémentaires ne soient prises par le ministre des Classes moyennes ou certains de ses collègues.

Nous avons établi une liste des priorités en matière de simplification administrative et avons décidé d'aborder les problèmes successivement, avec détermination, en vue de les résoudre. Ce travail est en cours.

En deuxième lieu, dans la ligne de l'importance économique représentée par les PME et les classes moyennes, nous avons essayé de déterminer le rôle qu'elles doivent jouer dans la crise actuelle.

Nous visons à cet égard plusieurs objectifs.

Le premier est d'essayer de réduire le coût des investissements nécessaires dans ce secteur. Ce n'est pas devant le ministre des Finances que je dois souligner la hauteur des taux d'intérêt en Belgique comme partout ailleurs, rendant les investissements extrêmement difficiles dans les PME notamment. Nous allons organiser le Fonds de participation qui n'avait pu être constitué jusqu'à présent.

Nous désirons également faire jouer un rôle beaucoup plus important aux PME dans le domaine des exportations. D'énormes possibilités existent, qui ne sont pas utilisées faute d'informations et de moyens. Nous veillerons à ce que les PME participent à un effort maximal d'exportation, bien nécessaire à l'ensemble du pays.

En troisième lieu, ainsi que cela a été souhaité sur divers bancs dans cette assemblée, nous allons veiller à ce que les PME participent mieux aux commandes publiques de l'Etat, des parastataux et des pouvoirs subordonnés. Nous allons également examiner le problème de la compensation éventuelle, que prévoit la déclaration gouvernementale, entre les dettes contractées par les pouvoirs publics envers les PME et les obligations de celles-ci à l'égard du fisc ou du régime de la sécurité sociale.

Enfin, sur les plans social et juridique, nous espérons réussir à traduire en lois des projets qui traînent depuis des années, comme ceux

relatifs à la société d'une personne, aux groupements d'intérêt économique, aux sociétés civiles à l'adresse des professions libérales. En outre, comme l'indique encore la déclaration gouvernementale, notre objectif est de créer un fonds de réserve au sein des entreprises, et des PME en particulier, pour les dettes sociales éventuelles. L'importance des préavis fait en sorte que les PME renoncent parfois à occuper une ou deux personnes supplémentaires en raison des charges sociales trop élevées.

Nous nous dirigeons donc, là aussi, dans le sens souhaité du côté des classes moyennes et des PME.

Enfin, on m'a fait le reproche tout à l'heure que nous ne nous occupons pas assez des professions libérales. Je crois que c'est vrai dans une certaine mesure, car les titulaires de professions libérales sont au nombre de 60 000 en Belgique et ils occupent 100 000 personnes, ce qui est énorme. Pourquoi ne pourraient-ils pas bénéficier, comme les autres indépendants et les PME, des aides existantes? Si j'ose dire, ce sont des entreprises comme les autres.

Il est vrai aussi que la situation sociale des titulaires de professions libérales, et particulièrement des jeunes, a fort changé. Les diplômés qui sortent des universités et des écoles techniques sont souvent issus de milieux modestes; leurs parents n'ont pas les moyens suffisants pour les installer. Ils ont donc, eux aussi, besoin de crédits et l'on sait qu'au taux actuel, l'argent coûte très cher. Dès lors, à tout le moins pour les jeunes qui s'installent, nous devrions songer à fournir un effort similaire à celui fait en faveur des indépendants et des PME. C'est un changement d'attitude à l'égard des professions libérales qu'il faut radicalement promouvoir. Il convient de les considérer comme des générateurs d'emploi, dignes d'être aidés, compte tenu du fait que, comme je le disais, les situations sociales ont beaucoup changé, même dans un secteur aussi protégé autrefois que la médecine. De jeunes médecins éprouvent maintenant des difficultés à s'installer et à faire leur percée dans la vie. Ils méritent d'être aidés comme les autres.

Voilà pour l'ensemble de la politique en faveur des PME. En dehors des réalisations déjà effectuées, nous ferons en sorte d'en promouvoir d'autres. Pour ma part, j'attends beaucoup de la conférence du 25 mars prochain où, dans le cadre de la relance économique et d'une nouvelle politique industrielle, la place des PME se traduira par des actions concrètes et supplémentaires en leur faveur.

Dans ma réponse globale, j'ai déjà abordé de nombreux points qui furent traités par divers intervenants. Je désire encore répondre brièvement, en style télégraphique en quelque sorte, à quelques questions plus précises que je n'aurais pas rencontrées.

M. Dalem me demande si nous allons faire bénéficier les agriculteurs des primes de premier établissement et d'emploi que nous avons créées en faveur des classes moyennes. Oui, nous sommes en train de préparer des textes à ce propos.

De heer Windels is hier niet meer; hij heeft zich laten verontschuldigen om gezondheidsredenen. Ik zal rekening houden met zijn zeer positieve voorstellen, onder meer in verband met de noodzakelijke coördinatie tussen het ministerie van Middenstand en de andere ministeries. Ik meen echter dat daarvoor geen ministerieel comité nodig is. Als Vice-Eerste minister zetel ik in tien of twaalf ministeriële comités. Dat is reeds te veel. Ik zal op informele wijze overleg plegen met mijn collega's ten einde goed werk te kunnen verrichten. Als men spreekt van vereenvoudiging moet men ook op dit stuk vereenvoudigen. Ik heb de fiscale voorstellen die de heer Windels heeft geformuleerd nauwkeurig genoteerd en zal ze overmaken aan mijn collega, minister Eyskens.

De heer Capoen vroeg wat werd besproken op onze ronde-tafelconferentie. Ik heb er daarstraks reeds op gewezen dat er een onderscheid is tussen die ronde-tafelconferentie en deze van volgende week.

De heer Deconinck heeft een hele reeks vragen gesteld die ook reeds door de socialistische organisatie voor de KMO's werden gesteld op onze ronde-tafelconferentie zodat hij mijn opinie over bepaalde voorstellen wel reeds zal kennen. In verband met de wet op de handelspraktijken moeten er inderdaad maatregelen worden getroffen in samenwerking met het ministerie van Economische Zaken. U zal het mij niet kwalijk nemen, Mijnheer Deconinck, wanneer ik u zeg dat de moeilijkheden in de kleinere ondernemingen het gevolg zijn van een te brede politiek ten gunste van de grote bedrijven. U moet consequent zijn met de houding die u vroeger aannam. Dat moet gestreefd naar een evenwicht, is ook de mening van mijn collega van Economische Zaken.

Mevr. Rommel heeft gepleit voor een familiaal beleid en vond het spijtig dat wij de begroting met 150 miljoen hebben moeten verminderen. Dit is gebeurd onder de bevoegdheid van minister Lavens en het is een gevolg van de inkrimping van de openbare uitgaven. Een inkrimping

van 150 miljoen op een begroting van meer dan 4 miljard kan echter niet dramatisch worden genoemd.

De heer Vangeel heeft een hele reeks vragen gesteld over de pensioenen. Het verwondert mij eveneens, Mijnheer Vangeel, dat het zolang heeft geduurd alvorens de wet op het kadastraal inkomen is verschenen in het *Staatsblad*. Ik zal ervoor zorgen dat wij die verdraging zo vlug mogelijk inlopen door een snelle afhandeling van de dossiers. U heeft er ook op aangedrongen dat niet langer wetten met terugwerkende kracht zouden worden goedgekeurd. U heeft gelijk, dit is een regel van het gezond verstand, maar dit hangt af van het Parlement.

Dat de verschillende gedecentraliseerde diensten van de pensioenen in een zelfde stad en zo mogelijk in een zelfde gebouw zouden worden gevestigd, is de logica zelf. Ik zal ook trachten in dat zelfde gebouw een dienst voor de zelfstandigen onder te brengen. Dat lijkt mij een goede formule.

Mijnheer de Voorzitter, aldus meen ik te hebben geantwoord op de verschillende vragen die werden gesteld. Ik dank u voor de belangstelling die u heeft getoond voor de zelfstandigen. Dit wijst op een ommekeer in de mentaliteit en wij zullen dit element positief kunnen aanwenden ten bate van de middenstand en van de tewerkstelling in het land. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Roland Gillet.

M. R. Gillet. — Monsieur le Président, chers collègues, le discours du ministre a laissé apparaître certains chiffres auxquels, je pense, on n'a pas suffisamment prêté attention.

Monsieur le Ministre des Classes moyennes, c'est la première fois que les chiffres que vous avez — passez-moi l'expression, je le dirai gentiment — « glissés » au cours de votre réponse, sont portés à l'attention des membres du Parlement. Vous n'en avez pas parlé en commission, sinon M. Dalem, qui est un bon rapporteur, les aurait mentionnés.

Je vais les reprendre, car ils me paraissent quand même de nature à intéresser l'assemblée.

Si je vous ai bien compris, les 3 milliards 800 millions de charges nouvelles pour les indépendants seront répartis comme suit :

M. Desmarests, Vice-Premier Ministre et Ministre des Classes moyennes, du Plan et adjoint à la Communauté française. — Il s'agit d'une proposition.

M. R. Gillet. — ... — une augmentation de 10 p.c. de la cotisation minimum; une augmentation de 15 p.c. du plafond intermédiaire; une augmentation de 15 p.c. du plafond absolu; une augmentation globale de un p.c.

Cela signifie, mes chers collègues, que pour ceux qui paient actuellement 30 000 francs par trimestre de cotisation pour leur pension, c'est-à-dire 10 000 francs par mois, pour une pension mensuelle de 12 500 francs par ménage, cela représente une augmentation de 1 500 francs par mois sur le plafond absolu et de 750 francs minimum sur le plafond intermédiaire.

Cela représente, avec un p.c. sur le global, plus de 2 500 francs — presque 3 000 francs — par mois d'augmentation.

De heer Vangeel. — Die 30 000 frank per trimester is niet alleen de bijdrage voor de pensioenen, maar voor alle sectoren van de sociale zekerheid, pensioenen, ziekteverzekering en gezinsvergoedingen. Dus moet u niet vergelijken een bedrag van 10 000 frank bijdrage per maand met een bedrag van 12 500 frank pensioen per maand, maar een bedrag van ongeveer 5 000 frank met een pensioen van 12 500 frank.

M. R. Gillet. — Vous avez raison, mais il n'empêche que l'augmentation à laquelle je viens de faire allusion sera telle.

C'est, à mon avis, excessif et il y a de quoi être insatisfait de la réponse qui a été faite car l'augmentation de 3 milliards 800 millions n'est pas intervenue parallèlement avec une réforme fondamentale du régime.

Il est indéniable, Monsieur le Ministre, qu'une modification fondamentale est intervenue par le gel des trente milliards mais en matière de cotisations, aucun changement n'a été opéré. On va, dès lors, se trouver face à un problème aggravé. En effet, ceux qui étaient avantagés continueront à l'être et malheureusement, la situation de ceux qui ne l'étaient pas se trouvera aggravée.

J'ai approuvé suffisamment d'initiatives gouvernementales pour me permettre de vous faire remarquer que les chiffres que vous venez

enfin de nous communiquer et que nous ignorions — vous pouviez fort bien les taire, les pouvoirs spéciaux vous accordant cette possibilité — ne sont pas ceux que les travailleurs indépendants attendaient.

Vous me rétorquerez peut-être qu'ils ont été fixés au sein du groupe Vandeputte. Je n'en suis pas convaincu. Nombre d'organisations de travailleurs indépendants ne sont d'ailleurs absolument pas d'accord avec les chiffres avancés. La plupart des travailleurs indépendants qui cotisent dans une large mesure, vont être considérablement désavantagés par ces dispositions alors que ceux qui cotisent dans une moindre mesure verront ce privilège maintenu.

La réforme fondamentale que nous espérons par le truchement de cette augmentation de 3 milliards 800 millions de charges est, en fait, refusée aux travailleurs indépendants. Permettez-moi de vous faire part de mon désappointement à ce sujet.

En conclusion des réponses que vous avez données aux différentes questions qui vous ont été posées, je pense que l'opposition, comme la majorité, se doivent de faire un maximum pour aider les petites et moyennes entreprises.

Je dirai, Monsieur le Ministre, qu'on a toujours tort d'avoir eu raison trop tôt. Je l'ai constaté au cours de ma carrière politique. Il y a quinze ou vingt ans déjà, j'ai avancé les chiffres que vous venez de citer. Il a malheureusement fallu cette crise profonde que nous traversons actuellement pour qu'enfin la réalité apparaisse. Je ne m'en réjouis nullement, croyez-le bien. Permettez-moi cependant de vous répéter la déception que j'éprouve face aux mesures que vous avez prises en matière de sécurité sociale pour les travailleurs indépendants. Ils demeureront, dans ce pays, les désavantagés. Bien que l'époque actuelle soit peu propice pour envisager l'amélioration, leur sort, j'avais cependant espéré qu'une solution plus avantageuse serait intervenue en leur faveur. L'augmentation importante à laquelle je viens de faire allusion aurait, à mon sens, dû leur apporter une compensation à laquelle ils auraient été sensibles.

Certes, l'Etat prend la responsabilité des 30 milliards de dettes, mais cette compensation, l'indépendant ne la sentira pas. Il paiera à nouveau plus pour recevoir bien peu. La différence entre les régimes restera considérable.

Votre collègue M. Mainil, à qui on faisait un procès d'intention à propos de la pension des fonctionnaires, a tenu à répondre hier à la télévision. Il a déclaré qu'il souhaite l'harmonisation des pensions. Il s'est défendu d'avoir voulu toucher uniquement à la pension des fonctionnaires et a estimé que la pension des indépendants était véritablement insuffisante. Un espoir était alors né de voir ce gouvernement améliorer cette pension. Or, vous avez augmenté de 3,8 milliards les cotisations...

M. Desmarests, Vice-Premier Ministre et Ministre des Classes moyennes, du Plan et adjoint à la Communauté française. — Mais non !

M. R. Gillet. — Mais les indépendants ne toucheront pas un franc d'allocation en plus. Il faut le dire. Vous avez pris en charge les 30 milliards de déficit; bravo. Mais cela a été fait aussi pour les salariés. Et je le répète, les indépendants ne toucheront pas un franc d'allocation en plus. Si donc, pour vous, cela constitue un avantage, pour moi, ce n'en est pas un. (*Applaudissements sur les bancs P.D.F.-R.W.*)

M. le Président. — La parole est à M. Desmarests, Vice-Premier ministre.

M. Desmarests, Vice-Premier Ministre et Ministre des Classes moyennes, du Plan et adjoint à la Communauté française. — Monsieur le Président, je croyais pourtant avoir été fort clair.

M. Roland Gillet, qui s'est tout d'abord montré très aimable à mon égard, me fait maintenant un procès d'intention, ce qui m'oblige à une mise au point très nette. Il n'y a aucune décision en matière de cotisation. J'ai dit que j'étais en présence de propositions venant de la quasi-unanimité des organisations des classes moyennes. Le groupe Vandeputte m'a fait des propositions pour 3,8 milliards ventilés, comme je l'ai indiqué : plancher plus 10 p.c.; plafond intermédiaire, plus 15 p.c.; plafond absolu, plus 15 p.c.; cotisation de base, plus 1 p.c. Aucune décision n'a encore été prise par le gouvernement.

J'ai précisé tout à l'heure — et cela est d'ailleurs indiqué dans la loi du 10 février que vous avez votée — que les trois points suivants sont liés : 1. prise en charge par l'Etat du déficit de 30 milliards; 2. augmentation des cotisations de 3,8 milliards; 3. réforme du système par l'introduction d'éléments de proportionnalité, soit à l'intérieur du système, soit par d'autres voies.

Le gouvernement doit prendre sa décision vendredi prochain. Il est donc inexact de prétendre que nous avons augmenté les cotisations. Je n'ai parlé ici que des propositions qui m'ont été adressées une

première fois le 23 décembre, puis une deuxième fois le 19 février par les organisations des classes moyennes elles-mêmes. Ce sont ces propositions que j'étudie pour le moment et que je soumettrai au Conseil des ministres de vendredi prochain qui prendra une décision sur les trois points.

Je le répète pour la dernière fois, car je prends le temps de cette assemblée...

M. R. Gillet. — Cela en vaut la peine.

M. Desmarests, Vice-Premier Ministre et Ministre des Classes moyennes, du Plan et adjoint à la Communauté française. — ...que nous allons prendre en charge les 30 milliards de déficit — ne prenez pas cela à la légère — ...

M. R. Gillet. — Je ne le prends pas à la légère.

M. Desmarests, Vice-Premier Ministre et Ministre des Classes moyennes, du Plan et adjoint à la Communauté française. — ... et, en même temps, examiner les propositions des organisations elles-mêmes — elles sont d'accord sur l'augmentation de 3,8 milliards —, tout en réformant le régime. Les trois choses seront faites en même temps. Ne venez pas ici me faire un procès d'intention. (*Applaudissements sur certains bancs de la majorité.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene behandeling gesloten en gaan wij over tot het onderzoek van de artikelen.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (*Voix documents n° 5-XIII-1 et 2, session 1980-1981, du Sénat.*)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (*Zie stukken nrs. 5-XIII-1 en 2, zitting 1980-1981, van de Senaat.*)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

*Kredieten voor de lopende uitgaven (titel I)
en voor de kapitaaluitgaven (titel II)*

Artikel 1. Voor de uitgaven van het ministerie van Middenstand voor het begrotingsjaar 1981 worden kredieten geopend ten bedrage van (in miljoenen franken) :

TITEL I		Kredieten
Lopende uitgaven		5 558,4
TITEL II		
Kapitaaluitgaven		8,0
Totaal		5 566,4

Die kredieten worden opgesomd onder de titels I en II van de bij deze wet gevoegde tabel.

*Crédits pour les dépenses courantes (titre I)
et pour les dépenses de capital (titre II)*

Article 1^{er}. Il est ouvert pour les dépenses du ministère des Classes moyennes afférentes à l'année budgétaire 1981 des crédits s'élevant aux montants ci-après (en millions de francs) :

TITRE I		Crédits
Dépenses courantes		5 558,4
TITRE II		
Dépenses de capital		8,0
Total		5 566,4

Ces crédits sont énumérés aux titres I et II du tableau annexé à la présente loi.

— Aangenomen.

Adopté.

*Bijzondere bepalingen
betreffende de lopende uitgaven*

Art. 2. In afwijking van artikel 15 van de wet op de inrichting van het Rekenhof van 29 oktober 1846, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 5 000 000 frank aan de buitengewone rekenplichtigen van het departement verleend worden. Die voorschotten mogen uitgaven dragen die ten hoogste 100 000 frank belopen, met uitzondering van de uitgaven voor opdrachten in het buitenland waarvan het bedrag bepaald wordt door de minister die de Middenstand in zijn bevoegdheid heeft.

*Dispositions particulières
relatives aux dépenses courantes*

Art. 2. Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant maximum de 5 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires du département. Ces avances peuvent supporter des dépenses d'un montant maximum de 100 000 francs, sauf en ce qui concerne les frais de mission à l'étranger dont le montant est fixé par le ministre ayant les Classes moyennes dans ses attributions.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 3. Gezien het spoedeisend karakter der te voorziene uitgaven en in afwijking van het gewijzigd artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen achtereenvolgende geldvoorschotten die later zullen verantwoord worden aan de rekenplichtige van de sociale dienst die belast is met de vereffening van de hulpelden en toelagen van sociale aard, worden toegestaan.

Art. 3. Vu le caractère urgent des dépenses à prévoir et par dérogation à l'article 15 modifié de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds successives dont il sera justifié ultérieurement, peuvent être consenties au comptable chargé de la liquidation des secours à caractère social.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 4. De betaling van de geboortetoelagen en van de vergoedingen wegens begrafeniskosten geschiedt volgens de regels vastgelegd door artikel 23 van de wet van 15 mei 1846 op de Rijkscomptabiliteit.

Art. 4. Le paiement des allocations de naissance et des indemnités pour frais funéraires s'effectue conformément aux règles établies par l'article 23 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 5. Op het artikel 12.01 van sectie 31 van titel I van de bij deze wet gevoegde tabel mogen uitgaven aangerekend worden die betrekking hebben op schuldvorderingen van vorige begrotingsjaren.

Art. 5. Des dépenses relatives à des créances d'années budgétaires antérieures peuvent être imputées sur l'article 12.01 de la section 31 du titre I du tableau annexé à la présente loi.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 6. Het provisioneel krediet ingeschreven onder het artikel 01.01 van sectie 31 van titel I van deze begroting mag volgens de behoeften, worden verdeeld onder de passende artikelen van dezelfde titel door middel van een koninklijk besluit en mits het akkoord van de minister van Begroting.

Art. 6. Le crédit provisionnel inscrit à l'article 01.01 de la section 31 du titre I du présent budget peut être réparti selon les besoins, par voie d'arrêté royal et moyennant l'accord du ministre du Budget, entre les articles appropriés du même titre.

— Aangenomen.
Adopté.

Afzonderlijke sectie (titel IV)

Art. 7. De verrichtingen op de speciale fondsen, opgenomen in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, worden geraamd op 219 600 000 frank voor de ontvangsten en op 219 500 000 frank voor de uitgaven.

Zijn anderzijds toegelaten ten laste van het artikel 60.01.A « Fonds voor de Economische Expansie en de Regionale Reconversie », vastleg-

gingsmachtigingen ten belope van 600 000 000 frank voor de lopende verrichtingen. De beschikbare saldi op 31 december 1981 van de vastleggingsmachtigingen bedoeld in de voorgaande alinea mogen naar het volgend jaar worden overgedragen in dezelfde voorwaarden als de gesplitste kredieten.

Section particulière (titre IV)

Art. 7. Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au titre IV du tableau joint à la présente loi, sont évaluées à 219 600 000 francs pour les recettes et à 219 500 000 francs pour les dépenses.

Sont d'autre part autorisées à charge de l'article 60.01.A « Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale », des autorisations d'engagement à concurrence de 600 000 000 de francs pour les opérations courantes. Les soldes disponibles au 31 décembre 1981 des autorisations d'engagement, visés à l'alinéa précédent, peuvent être reportés à l'année suivante dans les mêmes conditions que les crédits dissociés.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 8. De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen en rekeningen ingeschreven in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, wordt aangeduid naast het nummer van het artikel of van de littera die betrekking heeft op elk dezer.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het visum van het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten hebben gedaan, worden door het teken C aangeduid.

Art. 8. Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds et comptes inscrits au titre IV du tableau annexé à la présente loi est indiqué en regard du numéro de l'article ou du littéra se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et les comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

— Aangenomen.
Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé demain au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen morgen over het ontwerp van wet in zijn geheel.

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN FINANCIEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1981

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN FINANCIEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1980

Algemene beraadslaging

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTERE DES FINANCES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1981

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DU MINISTERE DES FINANCES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1980

Discussion générale

De Voorzitter. — Aan de orde is de bespreking van de ontwerpen van wet met betrekking tot de begroting van het ministerie van Financiën.

Nous abordons l'examen des projets de loi relatifs au budget du ministère des Finances.

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

Het woord is aan de rapporteur.

De heer Vandenabeele, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, Heren Ministers, geachte collega's, ter inleiding wil ik even herinneren aan de cijfers, zowel van de aanpassing voor 1980 als van de begroting 1981.

In de aanpassing is voor de lopende uitgaven voorzien in 1.794,4 miljoen bijkredieten en in een vermindering van kredieten voor een bedrag van 742,3 miljoen. Daar moet evenwel onmiddellijk de opmerking aan toegevoegd worden dat daarin een bedrag van 1.500 miljoen is begrepen voor het provisioneel krediet om uitgaven te dekken ten gunste van de misdeelden.

Het gaat hier om de nieuwe maatregelen tot verhoging van de minimapensioenen en de tegemoetkoming aan minder-validen, de welvaartspremie en dergelijke. Uitgaven dus, die met de eigenlijke begroting van Financiën strikt genomen niets te maken hebben.

Op de eigenlijke uitgaven van Financiën is er bijgevolg in de lopende uitgaven een besparing van 447,9 miljoen. De bijkredieten vloeien ten dele voort uit het ten-laste-nemen in 1980 van de uitgaven voor verschillende kabinetten. Tevens kwam aan het groothertogdom Luxemburg in de winst van de Nationale Bank een hoger aandeel toe dan het geraamde op basis van de overeenkomsten ter zake.

Daartegenover staan de verminderingen, waarvan de voornaamste posten zijn, de wedden (538,4 miljoen) en de huur (114,9 miljoen).

Voor de kapitaaluitgaven zijn er voor 20,8 miljoen bijkredieten, vooral voor de aankoop van machines en meubilair. Hier zijn voor 885,4 miljoen verminderingen ingeschreven, genomen op de overdrachten aan fondsen en op de kredietverlening en deelneming in het buitenland.

Tenslotte zijn er ook nog bijkredieten voor vorige jaren ingeschreven voor een bedrag van 70,5 miljoen. De begroting voor 1981, afgezien van het provisioneel krediet voor sociale maatregelen, voorziet in een stijging van de lopende uitgaven met 5,10 pct., of 2 punten lager dan het groeipercentage van het bruto nationaal produkt in waarden.

De begroting getuigt dus van een reëel voornemen om te matigen op elk gebied. Bijzondere maatregelen zijn genomen inzake energieverbruik, waar een vermindering met 20 pct. wordt vooropgesteld.

De heer Boey, ondervoorzitter, treedt als voorzitter op

Toch zal het noodzakelijk zijn bijkomende middelen aan te spreken voor het bestrijden van de belastingontduiking. Door het begrotingscomité werden ter zake volgende maatregelen goedgekeurd: bezetting van de vacatures in de personeelsformatie. Het betreft ongeveer 1.500 eenheden; uitbreiding van de personeelsformatie met circa 650 eenheden; door hogere vergoedingen voor onkosten door het personeel gemaakt, pogen de efficiëntie van de controles op te drijven, ook te Brussel.

De uitgaven voor deze maatregelen zijn evenwel gedekt door kredieten op de begroting van de Eerste minister.

In verband met de personeelsbezetting verstrekte de minister gegevens die in het verslag werden opgenomen. Het is belangrijk, meen ik, hiervan enkele nader te onderstrepen, omdat het personeelsbestand toch een zeer belangrijk element is in de werking van het departement.

Per 31 december 1980 waren er op een totaal van 33.409 betrekkingen 1.452 vacant of 4,34 pct. In niveau 1 zijn 25 pct. van de betrekkingen niet bezet. In niveau 2 is er een overbezetting van 7 pct., in niveau 3 is er een tekort van 7,5 pct. en in niveau 4 bedraagt het tekort 8 pct. Per administratie vermeldt de bijdrage II van het gedrukte verslag eveneens cijfers. Hier is evenwel een drukfout ingeslopen. Het kader van Douane en Accijnzen voorziet in 8.340 eenheden en niet 3.340 eenheden. Hetzelfde verschil van 5.000 vindt men ook terug in het totaal.

Deze cijfers per administratie wijzen uit dat het tekort vooral bij Douane en Accijnzen bestaat, althans verhoudingsgewijze. Alle andere administraties blijven met de reële bezetting van 2 tot 3 pct. beneden de personeelsformatie.

Sta me toe daar enkele persoonlijke beschouwingen aan vast te knopen. Uit deze cijfers valt volgens mij vooral te onthouden, dat het niveau 1 sterk onderbemand is. Dat is stellig te betreuren in een tijd dat de belastingplichtingen zich door sterk onderlegde adviseurs laten bijstaan. Wat is de oorzaak van dit sterke verschil? Is er wellicht een onvoldoende financiële prikkel om tot deze verantwoordelijke functie op te klimmen?

Uit de verstrekte cijfers is niet op te maken of de vaststelling van het personeelskader ook de evolutie van de jongste jaren in alle sectoren heeft gevolgd. Wel is het globaal voorziene aantal agenten, bijvoorbeeld sinds 1975 met 3.800 gestegen. We weten evenwel niet, noch in welke administratie, noch in welk niveau deze aangroei zich voordoet.

Het lijkt mij toch aandacht te verdienen of deze aangroei werkelijk daar gebeurde, waar de evolutie van het werkvolume het sterkst was. Niet alleen de stijging van het aantal belastingplichtingen, maar ook de bijkomende opdrachten moeten daarbij worden verrekend.

Maar wellicht kan ook de vraag worden gesteld of alle opdrachten de aandacht krijgen, die ze verdienen, met andere woorden of sommige categorieën belastingplichtingen niet uitgebreider worden doorgelicht, dan de mogelijke resultaten van de controle wel kunnen verantwoorden. En of andere dan niet ontsnappen bij gebrek aan tijd voor een voldoende nazicht.

Ook de werkingsmiddelen moeten op tijd aan de realiteit worden aangepast. Het zou immers niet opgaan dat de belastingplichtige een beroep doet op de meest vernuftige instrumenten en dat de administratie het nog doet met papier, potlood en hoofdrekken. Nu weet ik wel, dat het probleem zich niet meer op deze grove wijze voordoet, maar ik wilde er alleen de aandacht op trekken dat de werkingsmiddelen van de administratie moeten in evenwicht blijven met de middelen die de belastingplichtige ter beschikking staan.

In de commissie werden ook vragen gesteld naar het resultaat in de strijd tegen de fiscale fraude. Ook daarover worden in het verslag cijfers verstrekt.

Daaruit mag blijken dat deze resultaten bevrediging kunnen schenken, zelfs in die mate dat de 200 miljard fraude, die door sommigen wordt vooropgesteld, snel aan het afnemen zou zijn met dit tempo.

In deze statistiek wordt immers gesproken van een bijkomende inning in de directe belastingen van 36,1 miljard en in de BTW van 13 miljard. Samen dus 49 miljard.

In de directe belastingen werd op 669.000 dossiers in 27.220 gevallen een administratieve geldboete opgelegd. In 168 gevallen werd het dossier overgemaakt aan de procureur des Konings. Ook hier zij het me tegestaan een persoonlijke opmerking te maken. Het aantal aan het gerecht overgezonden dossiers lijkt mij een erg kleine verhouding, die zeker niet het afschrikwekkend effect kan hebben, dat wordt bedoeld. Geldboeten doen het niet om schrik in te boezemen, want meestal doen ze de betrokkenen ook niet echt pijn. Het komt me dan ook voor, dat te weinig een beroep wordt gedaan op de rechtbank om belastingontduikers aan de tand te voelen.

Bij onze noorderburen werden in 1977, 13.684 fiscale processen gevoerd. Dit is dan wellicht overdreven, want ik wil niet pleiten voor een echte heksequij. Maar 168 lijkt me dan toch echt een beetje laag. De al te lage kant te liggen ten aanzien van de 27.000, die het er met een zelfs fiske geldboete vanaf brachten.

De wetswijzigingen, die we onlangs goedkeurden, verhoogden de straffen en moeten dus een afschrikwekkend effect hebben. Dit zal evenwel alleen gebeuren, wanneer deze straffen ook kunnen worden toegepast. Strafvervolging kan natuurlijk wel op initiatief van het parket. Maar we mogen toch aannemen, dat de administratie best geplaatst is om de fraude te kennen en aan te klagen. We hopen, dat zij van dit recht gebruik zal maken, zonder al te grote schroom maar bewust van de noodzaak om ook dit middel aan te wenden in de strijd tegen de fraude, die intenser dan ooit moet worden gevoerd in een tijd van financiële moeilijkheden voor de overheid.

Wellicht kan er ook worden gepoogd een morele reconversie bij de bevolking te bewerken. Velen van ons zijn opgevoed met de thesise, dat fiscale ontduiking geen of toch maar een beperkte onrechtvaardigheid inhield. Het was ook de tijd, dat de fiscaliteit nog niet de sterke impact had van vandaag, omdat ook van de gemeenschap toen niet zoveel werd verwacht.

Het zou wellicht niet slecht zijn pogingen te doen om deze geest om te buigen. Zo zag ik onlangs, dat in Frankrijk de toelichting bij de belastingaangifte wordt voorafgegaan door een oproep van de minister. Daarin wijst hij in een drietal zinnen op het doel van de belastingen en vraagt hij een juiste opgave van de inkomsten. Zonder het resultaat, noch de invloed van de minister te overschatten is het wellicht niet onbelangrijk ook bij ons een dergelijk beroep op de bevolking te doen. Het kan sommigen aanzetten om zich opnieuw te bezinnen op een jarenlange slechte gewoonte.

Andere thema's werden bij de bespreking van deze begroting in uw commissie nog aangeraakt. Daarvoor mag ik dan verwijzen naar het gedrukte verslag.

Na de bespreking heeft uw commissie de beide ontwerpen goedgekeurd met 13 stemmen tegen 2 bij 2 onthoudingen. Ik mag de Senaat vragen zich bij deze goedkeuring aan te sluiten. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Lagneau.

M. Lagneau. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, Mesdames, Messieurs, depuis bien longtemps, nous avons l'impression, dans le pays et au Parlement, que la politique de l'Etat se fait et se traite à la télévision et dans les journaux.

Pour une fois, la séance d'aujourd'hui va permettre de déroger à cette triste situation puisque aussi bien l'examen du budget du ministère des Finances que l'interpellation de M. Roland Gillet nous fournissent l'occasion d'évoquer non seulement la situation financière de la Belgique, mais aussi la manière dont le gouvernement se proposerait d'y remédier.

Il y a quelques jours à peine, M. le ministre Eyskens, dont les analyses financières sont toujours brillantes, faisait observer que la politique actuelle consistant à recourir de plus en plus massivement aux emprunts étrangers dont les conditions s'alourdissent de jour en jour, devait trouver ses limites. Qu'il ne fallait pas non plus s'orienter vers la création de billets par la Banque Nationale à peine de relancer dangereusement l'inflation.

On ne peut que souscrire à une telle analyse. L'emprunt à l'étranger dans des monnaies qui risquent de se réapprécier par rapport à la nôtre — ce qui a été le cas du dollar au cours de la dernière année — est une mauvaise pratique qui finit par grossir le capital de notre endettement et à menacer notre balance des paiements le jour où il faudra bien rembourser en devises les prêteurs étrangers. Quant à la création de billets par la Banque Nationale, sans contrepartie économique, c'est évidemment verser dans le laxisme et l'augmentation incontrôlée des prix alors que l'inflation, on le sait, est le plus pernicieux des impôts.

Dès lors, il fallait sans doute trouver une alternative et celle-ci pouvait consister d'abord dans une réduction drastique de certaines dépenses publiques et, dans le même temps, dans le lancement d'un grand emprunt aux conditions spéciales notamment fiscales, qui aurait eu pour effet de faire sortir des capitaux aujourd'hui inactifs ou de faire rentrer des capitaux encore fugitifs.

Mais cette double mesure, réduction des dépenses et emprunt spécial, n'a de sens que si elle se situe dans un climat de confiance retrouvée où les citoyens auront foi non seulement dans l'aptitude du gouvernement à diriger, mais surtout dans la possibilité qu'il aura de respecter ses engagements.

Or, quel est le spectacle qu'offre aujourd'hui le gouvernement au pays ?

Le ministre des Finances faisant incontestablement preuve de perspicacité et d'imagination, informe la presse de certaines de ses intentions mais quelques jours après, on peut lire dans les journaux que le ministre du Budget, qui n'appartient pas au même parti que lui, conteste et l'idée d'un emprunt spécial et la suppression exceptionnelle du précompte et les avantages fiscaux qui pourraient être donnés aux souscripteurs.

Je sais bien que la tradition existe suivant laquelle on n'interroge pas le gouvernement sur ses intentions, encore qu'ici, au Sénat, et pendant longtemps, notre président, M. Paul Struye, nous ait déclaré que cette maxime n'avait pas de sens et, en tout cas, pas d'application dans notre assemblée.

Quoi qu'il en soit de cette controverse éventuelle, dès l'instant où le gouvernement expose dans la presse, par l'intermédiaire du ministre des Finances et puis par celui du ministre du Budget qui devraient être comme des frères jumeaux, des politiques et des intentions contradictoires, nous devrions bien, ici au Sénat, pouvoir recevoir un début d'éclairage.

Telle est la portée de ma brève intervention. (*Applaudissements sur les bancs libéraux.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Coppens.

De heer Coppens. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, ik zal zeer kort zijn en wens vooraf reeds te zeggen dat de SP deze begroting zal goedkeuren.

Wanneer wij de dagbladen lezen en de politieke commentatoren volgen, komen wij helaas tot eigenaardige vaststellingen met betrekking tot de begroting.

Niemand schijnt nog te weten welke de uiteindelijke cijfers zijn van deze begroting, te meer daar de minister met zijn recente herestimatie en met het voorbehoud dat hij formuleert met betrekking tot bepaalde posten, de verwarring nog groter maakt.

De economische toestand en de daaruit voortvloeiende gevolgen op het vlak van de uitgaven, onder meer met betrekking tot de werkloosheid, en de daaruit voortvloeiende minontvangsten moeten op een realistische wijze worden geschat.

Wanneer men bovendien als verantwoordelijk minister ideeën lanceert als deze met betrekking tot de crisisslening en daarbij zegt dat men in de regering daarover nog niet heeft gesproken, dan dient toch te worden gesteld dat de bevolking het recht heeft te weten waarover het gaat. Men mag tevens niet uit het oog verliezen dat verklaringen, afgelegd door de minister van Financiën, niet alleen verwarring kunnen scheppen onder de bevolking, zeker in de huidige toestand, maar ook

dat deze verklaringen bijzonder zware gevolgen kunnen hebben op het vlak van de stabiliteit van onze munt.

Wanneer wij spreken over de stabiliteit van onze munt, dan praten wij uiteraard over de koopkracht van de burger, meer bepaald de koopkracht van de zwakkeren in deze gemeenschap, zij die uiteraard de mogelijkheid niet hebben om tegen de munt te speculeren.

Uiteindelijk zijn dergelijke verklaringen bijzonder gevaarlijk voor het opwekken of het intensifiëren van speculatiebewegingen tegen onze frank. Dit schijnt mij toch het laatste te zijn dat een minister van Financiën kan doen. (*Applaus op sommige banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Sondag.

M. Sondag. — Monsieur le Président, chers collègues, lors de l'interpellation que j'ai développée le 22 janvier de cette année sur « la dégradation des revenus agricoles en 1980 et sur la nécessité impérieuse de prendre d'urgence des mesures de sauvetage et de redressement », j'avais également préconisé des allègements fiscaux, à la fois dans l'établissement des barèmes forfaitaires de taxation des agriculteurs et par l'abaissement de certains taux de TVA.

J'avais aussi demandé que soit sérieusement étudiée la possibilité de relever la ristourne en TVA, fût-ce pendant une période déterminée, afin de compenser partiellement les coûts de production qui évoluent bien plus rapidement que les recettes chez les producteurs agricoles.

N'ayant pas reçu alors les réponses que j'attendais, je me permets de rappeler les questions avec l'espoir de solutions satisfaisantes.

Les barèmes agricoles pour les revenus de 1980 font actuellement l'objet de négociations entre votre administration et les organisations agricoles représentatives. Certains échos me font craindre des difficultés contre lesquelles je vous mets déjà en garde.

Au PSC, nous ne pourrions tolérer que le barème forfaitaire agricole fasse encore l'objet d'un démantèlement par le retrait de certains postes, tel le fermage.

Quant aux investissements, ils devraient donner lieu à une immunisation forfaitaire qui favorise ces efforts. Les intérêts d'emprunts destinés à financer l'acquisition de matériel d'exploitation devraient être déductibles. Cette mesure revêt une importance exceptionnelle pour les jeunes agriculteurs confrontés à des charges de reprises et d'installation de plus en plus insupportables.

Je voudrais encore attirer votre attention sur la pratique trop fréquente, me semble-t-il, de taxation indiciaire qui énerve le barème forfaitaire.

Sans vouloir brimer le droit d'initiative des contrôleurs des Contributions, j'insiste sur le caractère exceptionnel de semblables initiatives dans le cadre d'un système forfaitaire.

Je vous invite, Monsieur le Ministre, à recommander plus de modération et à freiner certaines actions systématiques et parfois intempestives.

Notre attachement au barème forfaitaire est compatible avec le souhait d'agrégation d'une formule de comptabilité simple adaptée à l'agriculture, facilitant l'accès à la taxation individuelle pour ceux qui le souhaitent.

Bon nombre d'agriculteurs tiennent une comptabilité de gestion agréée par le ministre de l'Agriculture et par les instances européennes.

A partir de cette pratique, il me semble qu'il devrait être possible d'adapter ce type de comptabilité afin de l'utiliser sur le plan fiscal.

Je vous demande, Monsieur le Ministre, d'envisager cette perspective.

Enfin, je reviens sur les taux de TVA dont certains ont connu un relèvement excessif; je pense, entre autres, au taux de 25 p.c. appliqué sur les pneus de tracteur.

Je vous demande avec une insistance toute particulière d'abaisser les taux de TVA sur les produits phytosanitaires, sur le matériel, sur les biens de construction, ce qui est d'ailleurs conforme à la politique de relance de ce secteur; l'abaissement du taux de TVA devrait aussi viser une série de petits produits et de services, tels les services pratiqués par les coopératives agricoles.

J'espère, Monsieur le Ministre, obtenir ce soir, des réponses favorables. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer de Bruyne.

De heer de Bruyne. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, Dames en Heren, ik zal mij beperken tot de begroting van het ministerie van Financiën als dusdanig en niet handelen over het financieel beleid. Daarover werd trouwens deze morgen nog gesproken in de commissie voor de Financiën. Zo nodig zal de heer Van der Elst hierop namens de Volksunie in openbare vergadering terugkomen.

Wat de eigenlijke begroting van uw departement betreft, Mijnheer de Minister, zal ik slechts enkele aspecten van het personeelsbeleid onder de loupe nemen.

Het ministerie van Financiën beschikt over een talrijk en in grote meerderheid bekwaam en toegewijd personeel. Het waardevolle verslag van collega Vandenabeele vermeldt op bladzijde 13 uw verklaringen waaruit blijkt dat de ambtenaren en beambten van het ministerie van Financiën feitelijk de nuttigste burgers van dit land zijn. In verhouding tot de hun uitbetaalde wedden brengen zij het tot een financiële produktiviteit die u zelfs in percentages hebt weten uit te drukken. Ik voel mij niet helemaal gerust bij de gedachte dat ooit iemand een dergelijke berekening zou maken toegepast op de leden van deze Hoge Vergadering.

Het ontbreekt mij dus niet aan ontzag voor de bekwaamheid en de vlijt van het personeel van Financiën, dat vaak moest werken — en soms ook nu nog moet werken — in moeilijke materiële voorwaarden. Over de Staat en zijn gebouwen, Mijnheer de Minister, zou u, die literair aangelegd bent, een boek kunnen schrijven, dat zowel in de stijl van Courteline als in de sfeer van Gogol's *Dode zielen* zou kunnen worden gehouden. Dit leidt mij tot mijn eerste vraag : hoe staat het met het beleid inzake huisvesting, huur of aankoop van gebouwen bij uw ministerie, ministerie waarvan het personeel uiteraard ruimtelijk gescheiden en gedecentraliseerd moet werken, wat de zaken niet vereenvoudigt?

Ik heb de akeligste uren van mijn bestaan doorgebracht in gebouwen die aan de Staat toebehoorden. Op dat aspect van mijn leven wil ik niet aandringen. Ik zou enkel willen aandringen op de voortzetting van de modernisering van de gebouwen waarin de diensten van het ministerie van Financiën zijn ondergebracht, ook en vooral buiten de hoofdstad.

De heer Leemans treedt opnieuw als voorzitter op

Er is een aanzienlijke verbetering vast te stellen inzake de behuizing van het personeel. Er bestaan talrijke bureaus bij het bezoek waarvan de belastingplichtige niet meer de indruk heeft dat hij in het voor-geborchte der hel is terechtgekomen en waar hij kan wachten zonder een verkoudheid op te lopen. Ook het optreden van het personeel beantwoordt meestal aan de huidige opvattingen over de betere psychologische relatie tussen het ministerie van Financiën en de belastingplichtige burger. Ik zou echter toch willen aandringen op nog meer geduld ten opzichte van de belastingplichtigen die hun weg niet vinden in de vaak onbegrijpelijke formulieren. Mijnheer de Minister, de lectrur van een boek van de econoom Milton Friedman is voor mij gemakkelijker dan het invullen van het aangifteformulier waarmee u diensten mij elk jaar verblijden. Zelfs indien u de raad van collega Vandenabeele volgt en aan de aangifte enkele lieve woorden toevoegt, zou het voor mij blijven zoals men over de bijbel zegt in de oude catechismus : duister op vele plaatsen en zeer zorgelijk om te lezen.

Mijnheer de Minister, nu de fiscaliteit economisch, juridisch en technisch steeds ingewikkelder wordt, wens ik u een tweede vraag te stellen in verband met de opleiding van het personeel op alle niveaus van de administratie. De computerisering heeft hier een nieuw vooralsnog onbegrensd domein geopend, dat ook pedagogisch en methodologisch dient te worden aangepakt.

Wanneer men een vergelijking maakt tussen de eisen die u aan uw ambtenaren stelt, en de wijze waarop aan de universiteiten overheidsfinanciën en fiscaal recht worden gedoceerd, komt men tot de conclusie dat, meer dan ooit in het verleden, het ministerie van Financiën een traditie van eigen opleiding en vervolmaking van zijn personeel dient voort te zetten. Daaraan dienen dan echter objectieve bevorderingsmogelijkheden te beantwoorden en een weddeschaal die verhindert dat een kundig ambtenaar zich inzake inkomen al te zeer benadeeld voelt ten opzichte van de private belastingconsulent die aan de andere kant van de onderhandelingstafel zit.

Bent u niet van mening, Mijnheer de Minister, dat ter zake een intellectuele, morele en stoffelijke herwaardering van de ambtenaren van uw ministerie nodig is? Ik besef dat deze vraag verder reikt dan een debat over uw begroting. Ten gronde gaat het over de vraag over de houding van de gemeenschap tegenover degenen die in overheidsdienst treden. Ik heb de tijd nog gekend dat ook een beampte van een lagere graad het gevoel had van een zekere eigenwaarde en een zekere ambtelijke fierheid. In dorpen en kleinere steden, behoorden de ambtenaren van de belastingen niet tot de rijken, maar zij hadden een aanzien en een prestige dat samenhangt met de sociologie van het openbaar ambt op zichzelf in die tijd.

Er is veel veranderd sedertdien, in deze tijd van contestatie, van micro-electronica en van, helaas! politisering van het openbaar ambt. Het ministerie van Financiën heeft in dat opzicht beter standgehouden dan sommige andere overheidsdiensten. Mijnheer de Minister, ik hoop

dat deze traditie mag behouden blijven of mag herleven. Het heeft te maken met het wezen van de Staat zelf waarvan de financiële opdracht en de ambtenaren van belastingen historisch, en ook nu nog, het meest gevoelige raakvlak met de burgers uitmaken. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Waltniel.

De heer Waltniel. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, waarde collega's, de bespreking van de begroting van het ministerie van Financiën lijkt mij wel de gepaste gelegenheid om een beschouwing te formuleren, van zeer algemene aard weliswaar, betreffende ons fiscaal stelsel.

Ik herinner mij, Mijnheer de Minister, dat u als voorwaarden waaraan een fiscaal stelsel moet beantwoorden, gesteld heeft : het moet economisch verantwoord zijn, het moet rechtvaardig verdelend zijn en het moet eenvoudig, doorzichtig en begrijpelijk zijn voor de belastingplichtige.

Dat ons huidige belastingstelsel nog economisch verantwoord is, wordt door velen betwist. Alleszins is het een feit dat wij niet de enigen zijn die menen dat de fiscaliteit en de parafiscaliteit — die bijna de helft van het bruto nationaal produkt opsorpen — een plafond hebben bereikt, waarboven van economische verantwoording geen sprake meer kan zijn. Ik moge hierbij herinneren, Mijnheer de Minister, aan uw veelvuldige verklaringen in die zin, alsmede aan de verklaringen van de heer Tindemans, voorzitter van de grootste regeringspartij. Wij zijn benieuwd om te weten of de volgende zondag, wanneer het regeringsconclaaf het nooit bereikte begrotingstekort van om en bij de 200 miljard met circa 28 miljard moet minderen, de woorden ook door daden zullen worden gevolgd.

Is ons belastingstelsel doorzichtig en begrijpelijk voor de belastingplichtige? Collega de Bruyne heeft zoëven over de ingewikkeldheid van dat stelsel gesproken. Onze fiscale wetgeving, zowel deze wat de rechtstreekse belastingen als wat de BTW betreft, is sedert 1962 voor de ene en sedert 1971 voor de andere uitgegroeid tot een ingewikkeld, verward en ik zou haast durven te zeggen misleidend systeem, dat dringend behoefte heeft aan vereenvoudiging en modernisering.

Men moet werkelijk een specialist zijn om nog wijs te raken uit de ingewikkelde wetgeving met haar algemene regels, uitzonderingen, toevoegingen en wijzigingen. Vrijwel geen enkele belastingplichtige zonder speciale fiscale vorming is nog bij machte te berekenen hoeveel belastingen hij zou moeten betalen en hoe dat bedrag tot stand komt.

De wetgeving op de kadastrale inkomens, de fiscale maatregelen om de isolatie van gebouwen te stimuleren, al de bepalingen betreffende de afschrijvingen en noem maar op, zijn staaltjes op dit stuk. Wat moet de belastingplichtige denken van al wat sedert augustus 1980 gebeurt met de decumulatie en de *splitting*? In augustus 1980 wordt een bepaald schema in omvang en tijd vastgelegd; in februari 1981 wordt dit schema gewijzigd door de herstelwet; thans opnieuw doen hardnekkige geruchten betreffende een nieuwe wijziging de ronde. Hoe kan men verlangen dat de belastingplichtige nog zou weten waaraan zich te houden? Men moet eens trachten te begrijpen hoe voor bepaalde beroepen en ambachten, die te betalen BTW en de inkomstenbelasting wordt berekend. Men moet het eens vragen aan haarkappers, bakkers, herbergiers en noem maar op.

Bij dit alles beklaag ik trouwens het personeel van de controles dat verplicht is dag in dag uit nieuwe wetbepalingen en nieuwe voorschriften te leren, in te studeren en toe te passen.

Ik heb eens horen zeggen dat bij de administratie der Belastingen alleen vrijgezellen zouden mogen worden aangeworven omdat die tijd hebben om 's avonds te studeren. Er is geen enkele administratie waar men zoveel examens moet afleggen om carrière te maken. Voor veel belastingambtenaren is geen huiselijk leven meer weggelegd indien zij hun taak willen vervullen zoals het moet.

Het ligt voor de hand dat derwijze veel tijd verloren gaat en veel energie die normaal aan controlewerk zouden kunnen worden besteed. Een eenvoudige en begrijpelijke wetgeving zou niet enkel de belastingplichtige ten goede komen, minder frustrerend aandoen, doch zou tevens de belastingadministratie in een betere positie plaatsen om haar opdrachten efficiënter te vervullen.

Ik stel dan ook de vraag, Mijnheer de Minister, of het ogenblik niet gekomen is om onze hele belastingwetgeving aan een grondige herziening te onderwerpen, waarbij vereenvoudiging een eerste betrachting zou zijn.

Wij hebben genoteerd, en de rapporteur heeft het vermeld, dat men zinnens is om tot een aantal nieuwe aanwervingen over te gaan, ten einde de vacatures in het kader aan te vullen en bepaalde controles beter te stofferen. Wij vragen hierbij bijzonder aandacht voor de controles te Brussel die, naar ons bekend is, doorgaans onvolledig

bezit zijn en dan nog met een tweetalig, uiteraard Vlaams personeel dat maar één betrachting heeft, namelijk zo vlug mogelijk terug te keren naar hun streek. Dat zulks de goede werking van de diensten flink moet hinderen ligt voor de hand. In sommige kringen wordt Brussel dan ook inzake de toepassing van de fiscaliteit, als een begunstigd gebied aangezien. Het komt mij voor dat een uitermate beknopte van het personeel der controles, daar waar zulks tot onderbezetting zou leiden, in dit geval niet als een wezenlijke bezuiniging kan worden aangezien.

In het kader van de bezuinigingspolitiek wou ik toch even de aandacht van de minister vestigen op de commissielonen die aan de banken worden toegekend bij het plaatsen van de overheidsleningen. Dat dit plaatsen van die leningen steeds moeilijker wordt, rekening gehouden met de stand van de kapitaalmarkt en met het groeiend wantrouwen tegenover de Belgische Staat ligt voor de hand. Evenwel, bedraagt dit commissieloon thans minimum 2 pct., wat voor de Staat een jaarlijkse uitgave veroorzaakt van 5 à 6 miljard. Is dit nog verantwoord in een tijd van aftoppen en inleveren? Kan hier niet worden bezuinigd?

Nu ik het over financiering en leningen heb wil ik ook een vraag stellen in verband met de financiering van de vlottende schuld, onder meer via schatkistcertificaten op korte termijn, dit wil zeggen, één, drie of zes maanden. Deze certificaten met een rendement dat normaal hoger ligt dan dit van de kasbons uitgegeven door financiële instellingen, zijn gereserveerd voor professionele beleggers. Ware het niet wenselijk, ten einde de voorhanden zijnde kapitalen beter te mobiliseren, ook particulieren de mogelijkheid te bieden dergelijke certificaten te onderschrijven?

Ik kan ook niet voorbijgaan aan de mededeling van het kabinet van Financiën betreffende de uitgifte van een belastingvrije crisislening. Het is een initiatief dat van verscheidene zijden reeds meermaals werd gesuggereerd. Het kan wel een bepaalde pause in de financieringsnood van de overheid brengen en tevens een matigende invloed uitoefenen op de rentestand. Men is het er in financiële kringen over eens dat, indien de Staat op het ogenblik een lening zou willen uitgeven, de rentevoet minimum 14 pct. zou moeten bedragen, rentevoet die voor de overheid heel wat meer zou kosten dan hij wellicht bij een belastingvrije lening aan belastingen zou moeten derven. Dergelijke rentevoet zou trouwens — wij hebben er vanochtend nog over gesproken — onvermijdelijk de rentetarieven voor het bedrijfsleven beïnvloeden en er verstikkend op werken.

Zo dit initiatief, als onmiddellijke noodlenigende maatregel, zeker het overwegen waard is, dan blijven toch na deze mededeling een reeks vraagtekens bestaan.

Vermits deze maatregel enkel de particuliere beleggers kan interesseren, aangezien de professionele beleggers ingevolge hun fiscaal statuut vooral oog hebben voor het bruto rendement vóór belastingen, rijst de vraag of vrijstelling van de roerende voorheffing ook vrijstelling van de globalisatie in de personenbelasting betekent. Zoniet verandert er niets aan het huidige systeem, vermits de roerende voorheffing de belastingplichtige niet ontslaat van het aangeven van de roerende inkomsten voor de personenbelasting, waar zij dan een definitieve aanslag ondergaat. Zo men het huidige stelsel behoudt, dan zal de uitgeschreven lening slechts belastingvrij zijn in schijn en zal men de Staat het verwijt kunnen maken dat hij de fiscale fraude nog beter organiseert dan thans het geval is en zulks op een ogenblik dat wij een wet aangenomen hebben waarbij fiscale fraude strafrechtelijk kan worden beteugeld.

Een tweede vraag : betekent een dergelijke crisislening dat men zal afzien van een onderzoek naar de herkomst van het geld, zodat hierin een bepaalde vorm van fiscale amnestie vervat ligt? Het doel van deze lening kan niet anders zijn dan het aantrekken van die kapitalen die anders niet zouden worden aangewend voor het onderschrijven van leningen. Voor kapitalen die normaal in het land zelf worden belegd, doet het probleem zich veel minder voor. De toestand in de overige beleggingsvormen is zodanig dat hun aantrekkelijkheid alleshalve schitterend mag worden genoemd.

Iedereen kent het marasme in de immobiële sector. Wat de aandelen betreft, volstaat het erop te wijzen dat vorige week de index der Belgische aandelen 83 bedroeg op basis van 1963 gelijk aan 100. Dit betekent dat het koersniveau van de Belgische aandelen thans 17 pct. lager ligt dan in 1963.

Deze maatregel is dus vooral bedoeld om de kapitalen, die in het buitenland een onderkomen hebben gevonden — ook belastingvrij en met rendementen van 12 tot 13 pct. — terug naar het land te brengen. Daartoe zullen evenwel in de huidige stand van zaken stevige fiscale argumenten noodzakelijk blijven. De fiscale amnestie, hoewel hierbij overwegingen van morele en principiële aard moeten worden geformuleerd, kan wellicht één van deze argumenten zijn.

Derde vraag : ziet de Minister van Financiën hierin een eenmalig initiatief en zal hij niet worden verplicht ook later aantrekkelijke leningen uit te schrijven, zowel op het stuk van het rendement als inzake het fiscaal statuut? Ik vrees dat voor latere leningen steeds de vergelijking zal worden gemaakt met de belastingvrije lening, zodat de minister van Financiën willens nillens de gevangene zou kunnen worden van het initiatief dat hij thans in het vooruitzicht stelt.

Ik zal me niet verstouten hier te verklaren, zoals de geachte voorzitter van de SP, de heer Van Miert, vorige maand in *Actueel* voor de radio zei, dat uw verklaring lichtzinnig is, Mijnheer de Minister. Toch kan men niet loochenen dat het publiek zo snel mogelijk moet weten of een dergelijke lening zal worden uitgeschreven en in welke omstandigheden ze eventueel zal worden uitgeschreven. Men mag aannemen dat alle normale uitgaven voortaan zullen gehypothekeerd zijn door de verwachtingen die bij het publiek, terecht of ten onrechte, in leven werden geroepen door de mededeling van de minister van Financiën. Men is terzelfder tijd te ver gegaan en niet ver genoeg.

Wat er ook van zij, een belastingvrije crisislening is een noodoplossing welke wel voor enkele maanden enig soelaas kan brengen in de financieringsnood van de overheid, doch welke de werkelijke oorzaken, namelijk het begrotingstekort en het tekort op onze betalingsbalans niet raken. Het is een aspirantje dat de pijn tijdelijk verzacht, doch dat geen werkelijke genezing brengt. Deze genezing kan maar komen van diepgaande budgettaire maatregelen, van bezuinigen, die het begrotingstekort dempen en het beroep van de overheid op de kapitaalmarkt zullen milderen.

Met een tekort op de lopende rekening van 200 miljard en een te financieren saldo van 500 miljard kunnen leningen, al dan niet belastingvrij, nooit de oplossing brengen.

Ik zou er prijs op stellen, Mijnheer de Minister, indien mogelijk, een antwoord te krijgen op al de vragen die ik heb gesteld. (*Applaus op de liberale banken.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vandezande.

De heer Vandezande. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, het is niet mijn gewoonte het woord nemen bij de behandeling van de begroting van het ministerie van Financiën, maar ik wil deze gelegenheid te baat nemen om de aandacht van de minister te vestigen op een belangrijk probleem dat zich in zijn departement voordoet.

Wij hebben het voorbije jaar gelaboreerd aan de staatshervorming. De bespreking heeft weken geduurd, in de commissie heeft men er vele nachtvergaderingen aan gewijd en ik mag dus aannemen dat u deze staatshervorming ernstig neemt.

In een interpellatie enkele maanden geleden heb ik de aandacht gevestigd op een van de facetten van het probleem Brussel. Mocht u geen rekening houden met mijn opmerkingen, is het gevaar niet denkbeeldig dat wij in de toekomst voor voldongen feiten zullen staan. Ik beperk mij tot één dienst die onder uw departement ressorteert, de tweede gewestelijke directie van de Directe Belastingen van Brabant, die door een van uw voorgangers, de heer Geens, Leuvenaar zoals u en ik, werd overgebracht naar de Parkstraat in Leuven. Dit is belangrijk omdat deze overbrenging een deconcentratie van de diensten inhoudt.

Jammer genoeg echter heeft de heer Geens de randgemeenten afgehaakt van deze directie en ze bij de directie Brussel gevoegd. Andere ministers hebben iets soortgelijks gedaan, wat sommige diensten onder hun bevoegdheid betreft.

Vandaar dat ik mij vandaag tot u richt met de hoop dat u de andere ministers het goede voorbeeld zult willen geven en de zaak van de randgemeenten zult rechtzetten. Bepaalde diensten horen immers volledig thuis in het Nederlands taalgebied. Indien u op mijn suggestie niet ingaat, is het gevaar groot dat wanneer men in de toekomst over de Brusselse problematiek zal praten en over een eventuele uitbreiding van Brussel, men zal argumenteren dat er al zoveel diensten zijn afgehaakt van het Nederlands taalgebied en bij de Brusselse agglomeratie gevoegd dat er niet meer aan te tornen is, zodat men een uitbreiding van het Brussels gebied zal moeten aanvaarden.

Mijnheer de Minister, ik vraag u dan ook met aandrang de beslissing van minister Geens aan te vullen, door de randgemeenten te hechten aan de gewestelijke directie Brabant gevestigd in de Parkstraat in Leuven. Op die manier zal u de andere ministers een voorbeeld geven en hen ertoe aanzetten hetzelfde te doen.

Het idee is overigens niet nieuw, want in 1963 beloofde de toenmalige minister van Binnenlandse Zaken, de heer Gilson, dat de gewestelijke diensten zouden samenvallen met de taalgebieden en dit binnen een periode van vijf jaar. Wij zijn nu achttien jaren later en er is niets van terechtgekomen. Men heeft integendeel het tegenovergesteld effect bereikt.

Mijn opmerking sluit aan bij de staatsvorming, bij de deconcentratie van de diensten en bij de toekomst van het Brussels gewest. Het is een belangrijke aangelegenheid en indien u op dit gebied het voorbeeld zou geven — dat kan door een maatregel van inwendig bestuur, daarvoor is geen koninklijk besluit nodig — zouden wij u zeer dankbaar zijn.

Een tweede punt. Ik heb u enkele parlementaire vragen gesteld in verband met het onthaal in de gewestelijke directie te Brussel. De Vlamingen worden daar werkelijk op een schabouwelijke manier behandeld. Zij worden er zelfs belagd.

Ik heb u gevraagd hoe het komt, dat de ambtenaren van die gewestelijke dienst waarin de tweetaligheid is vereist, de twee landstalen niet machtig zijn. U hebt mij geantwoord dat men moeilijk tweetaligen kan vinden. Ik ga daar niet mee akkoord. Ik heb u ook gevraagd welke examens u hebt uitgeschreven voor het Vast Wervingssecretariaat. Ik kreeg als antwoord dat u eerst de aanwerving doet en nadien moeten de ambtenaren beloven een cursus in de tweede taal te volgen. Dat is vanzelfsprekend een verkeerde politiek en bovendien in strijd met de taalwet. Het zou meer aangewezen zijn het Vast Wervingssecretariaat te vragen over te gaan tot de aanwerving van tweetaligen, zoals de wet het voorschrijft.

Een derde punt betreft de toepassing van het decreet inzake de vernederlandsing van het bedrijfsleven, meer in het bijzonder in bepaalde instellingen in Vlaanderen. Ik heb u een parlementaire vraag gesteld omtrent de facturen die worden afgeleverd. U hebt mij geantwoord dat u het advies afwachtte van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht. Ik heb vernomen dat, op het ogenblik dat u mij dat antwoord gaf, u reeds in het bezit was van dit advies. Ik vraag u dan ook dit advies van de Vaste Commissie te volgen en mij niet mee te delen dat u er nog niet van in het bezit bent.

Mijnheer de Minister, dat waren drie beschouwingen die ik wilde maken over aangelegenheden die door de Raad van State van openbare orde worden geacht. Ik vraag dat de adviezen door u en door uw departement zorgvuldig worden toegepast. Dat is uw plicht. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Eyskens.

De heer Eyskens, Minister van Financiën. — Mijnheer de Voorzitter, geachte collega's, ik zou eerst de rapporteur, de heer Vandenaebroe, willen danken voor zijn rapportering en voor de persoonlijke beschouwingen die hij daaraan heeft toegevoegd.

Zonder twijfel is het ambtenarenkorps van het eerste niveau ietwat onderbemand. De vorming van goede ambtenaren van Financiën is een omslachtige aangelegenheid. Er zijn vele hinderpalen in de vorm van examens, maar degenen die de top bereiken zijn dan ook van de bovenste plank. Ik ben fier dat ik momenteel aan het hoofd sta van een departement dat altijd een elitedepartement is geweest en dat tot op heden ook gespaard is gebleven van politisering. Zolang het mij gegeven zal zijn voor dit departement de verantwoording te dragen, zal ik bij benoemingen en bevorderingen strict de adviezen van de directieraad volgen. Ik zal er ook niet van afwijken.

De rapporteur heeft gesproken over de fiscale fraude. Hij heeft statistieken geciteerd. Erg interessant was de vergelijking tussen de vervolgingen die worden ingespannen in Nederland en in ons land. Waarschijnlijk zijn die statistieken niet helemaal vergelijkbaar, maar het is een feit dat het aantal gerechtelijke vervolgingen in ons land zeer klein is.

De wet van 8 augustus 1980, die onder Martens III werd aangenomen en het wetsontwerp inzake de strafrechtelijke betuigeling van de fiscale fraude geven grotere bevoegdheid aan de parketten, namelijk het autonoom initiatiefrecht. Er is ook een protocol genegotieerd tussen Financiën en Justitie en tussen de ministeriële departementen en de gerechtelijke autoriteiten. Ik stel mij voor dat de eerstvolgende jaren het aantal gerechtelijke vervolgingen zal toenemen, zonder te vervallen in fiscale inquisitie, want ik verwacht veel meer van het preventief dan van het repressief karakter van de wetgeving. Het is nu echter voor iedereen duidelijk dat in gevallen van flagrante fiscale fraude de arm van de gerechtelijke macht zal ingrijpen en dat eventueel ook zware straffen kunnen worden uitgesproken.

Bij de bespreking van deze begroting kan ik u ook aankondigen dat het departement van Financiën klaar is met een nieuw belastingaangifteformulier, dat voorbereid werd onder mijn voorgangers. Het formulier is vereenvoudigd, Mijnheer de Bruyne, maar het is nog altijd tamelijk volumineus.

De heer Waltniel. — Het telt ongeveer dertig bladzijden.

De heer Eyskens, Minister van Financiën. — Het is echter veel klarer en ook mooier in de presentatie. Er werd uitgegaan van de

gedachte, die nog moet worden uitgewerkt, om voornamelijk de bruto fiscale gegevens in te winnen en via computers en moderne informatica-technieken de service te doen voor de klant, *in casu* de belastingbetaler. (*Gelach.*) Vanuit de fiscale administratie zal dan de berekening van de belasting gebeuren.

Een viertal sprekers hebben allusie gemaakt op wat men noemt het idee van een bijzondere lening. De heer Coppens heeft het trouwens vrij scherp geformuleerd. Ik meen dat zijn uiteenzetting niet gespeend was van een zekere kritiek. Het zij zo, ik sta altijd open voor kritiek.

Ik wil over het idee van die lening een paar dingen zeggen en rechtzetten.

In de regeringsverklaring is sprake van het mobiliseren van het spaarwezen.

Diegenen die aan de regeringsonderhandelingen hebben deelgenomen wisten ongeveer waaraan men dacht. Het was trouwens niet de eerste maal dat men eraan dacht. Ik vond het van meet af aan een goed idee. Daarmede keer ik terug tot de onderhandelingen over de vorming van de regering Martens IV, vijf maanden geleden.

Ik wil u niet verhelen dat er een dossier is voorbereid, zoals vele ministers dossiers voorbereiden over mogelijke initiatieven. Gisteren bijvoorbeeld heb ik over radio en televisie vernomen dat de minister van Pensioenen een dossier voorbereidt inzake de hervorming van het pensioenstelsel. Dit bericht verscheen in de krant en ook de minister van Pensioenen heeft de zaak moeten rechtzetten.

Ik wil van deze gelegenheid gebruik maken om eveneens een aantal dingen recht te zetten. Een technisch dossier is voorbereid, evenwel zonder dat een finale politieke beslissing is genomen. Dat wil niet zeggen dat hierover geen politieke gesprekken hebben plaatsgehad. Ik heb daar nooit in het openbaar iets over gezegd. In een debat voor de televisie met de heer Henrion heb ik zelfs, ten einde geen onraad te laten vermoeden, laten uitschijnen dat ik ook wel wat kritiek had op een dergelijk initiatief.

Ik heb geconstateerd dat sedert een drietal weken in de pers met steeds meer aandacht wordt geschreven over een crisisslening. Ook in de andere media wordt erover gesproken. Het is juist dat daarover in bepaalde ministeriële cénakels wel eens over wordt gesproken, echter, ik herhaal het, zonder enige beslissing ter zake. Maar, vorige week werd over de radio, meer bepaald de BRT, een bericht uitgezonden dat zo onsamenhangend was — ik excuseer mij voor deze uitspraak, wan het was waarschijnlijk hun fout niet —, dat het agentschap Belga mij heeft opgebeld en dat dan de mededeling waarop de heer Waltniel allusie heeft gemaakt, werd verstrekt, die de puntjes op de i plaatst.

Ten eerste, er is een dossier in voorbereiding zoals er op alle kabinetten tientallen dossiers in voorbereiding zijn, zonder vooruit te lopen op de collegiale beslissing die de regering moet nemen.

Ten tweede, indien het ooit zover komt, is het een operatie in twee stadia. Vooreerst moet de wettelijke basis worden gecreëerd en gaat daarover dus een publiek debat plaatshebben in het Parlement. Dat heeft ook zijn goede kanten. De uitvoeringsbesluiten zouden dan eventueel aan de Koning kunnen worden toevertrouwd. Ik kan daar vandaag verder niets over zeggen, ook niet over de modaliteiten waarover de heer Waltniel heeft gesproken.

Ik wil onmiddellijk zeggen dat deze crisisslening geen fundamentele oplossing is voor wat dan ook. Het prioritaire probleem, wat mij betreft, is het opnieuw kunnen beheersen van de overheidsuitgaven en het recht trekken van bepaalde begrotingen. Ook de globale begroting moet opnieuw in overeenstemming worden gebracht met het draagvermogen van onze economie en van het bruto nationaal produkt. Dat is de absolute prioriteit.

Het gaat hier over een technisch idee op het technische vlak ten einde de financieringsmoeilijkheden van de Schatkist wat te verlichten. Maar, het is geen fundamenteel soelaas. Dat wil ik ten eerste onderstrepen. Het is in die context dan ook van ondergeschikt belang. Men mag er zeker geen mirakels van verwachten. Ik heb echter ook de nadruk gelegd op de eventuele motivering van zo iets. Als wij wat meer een beroep zouden kunnen doen op de besparingen van de Belgen, wij op een geconsolideerde wijze het beroep op de dure vloeiende schuld zouden kunnen verminderen waar 15 tot 17 procent wordt betaald, dan zou dit de budgettaire last van de rijksschuld begroting verminderen. Dit zou misschien de stijgende trend van de rentevoeten wat kunnen afremmen en tevens de stijgende trend van de buitenlandse schuld. Wanneer er nog wat geld over is, zouden wij dit misschien kunnen besteden in het raam van de promotie van een nieuw industrieel beleid.

Dat is de motivering. Het is gewoon een technische kwestie. Wij kunnen de Schatkist helaas niet vullen met politiek. Indien dat kon, zou het probleem vlug zijn opgelost, maar hiervoor zijn moeilijker operaties vereist.

Ik ontken ten stelligste dat dit plan zomaar een inval is geweest van de minister van Financiën, gelanceerd in een ogenblik van verstrooidheid. Niets is minder waar. Het dossier is technisch grondig voorbereid en er werden allerlei alternatieven ingebouwd. Ik verheer echter niet dat in dit land alles wordt gepolitiseerd, dus ook het probleem van de financiering van de Schatkist. De regering — stel ik mij voor — zal zich daarover beraden tijdens de eerstvolgende vergadering.

De heer Coppens zegde dat ik de frank in gevaar breng. Ik ben geen masochist. Het is mijn plicht de frank te verdedigen en het monetair beleid in te schrijven in een coherent economisch, budgetair en financieel beleid. Men moet niet van mij verwachten dat ik hier het deuntje zal zingen van *Tout va très bien, Madame la Marquise*, alsof er geen vuilte aan de lucht was. Ik wil de waarheid niet verdoezelen en de cijfers niet truqueren. Indien men dat van mij verwacht, is men aan het verkeerde adres.

Soms wordt er gezegd: « Eyskens overdrijft. » Welnu, de cijfers die ik heb vrijgegeven, omdat de publieke opinie en het Parlement er recht op hebben, werden niet alleen bevestigd door de Nationale Bank. Indien men de cijfers van de Nationale Bank aandachtig analyseert, blijken deze immers nog ongunstiger te zijn dan die welke ik heb meegegeeld.

Ik wil van deze gelegenheid gebruik maken, Mijnheer de Voorzitter, om op dit late avondlijke uur aan deze vergadering mede te delen dat de fiscale ontvangsten van maand tot maand verder afbrokkelen. Ik kan gewagen van een ware ineenstorting. In de maand oktober van vorig jaar herhaalde ik de fiscale ontvangsten en verminderde ze met 50 miljard. Sommigen dachten toen ook dat ik overdreef. Vandaag moet ik in alle deemoed bekennen dat ik toen te optimistisch ben geweest. De depressie heeft zich sinds oktober verder ingediept. De reële groei van het bruto nationaal produkt, die in de herfst van vorig jaar door de Nationale Bank nog werd geraamd op plus 1 pct., zou nu moeten worden teruggebracht tot min 1,7 pct. Een pct. minder groei betekent 13 miljard minderontvangsten. U kan zelf de berekening maken. Indien zich in de economie geen verbetering voordoet in de tweede helft van het jaar, worden die 50 miljard ten minste 80 miljard.

De financieringsproblemen van de Schatkist zijn uitermate moeilijk. Wij moeten overwegen welke technische ingrepen mogelijk zijn om de situatie te vergemakkelijken.

Il est clair, Monsieur Lagneau, que le financement de la Trésorerie n'est qu'un aspect, à mon avis bien secondaire, du problème fondamental du rééquilibrage d'une série de déficits, entre autres celui du budget de l'Etat et de la balance des paiements.

M. Sondag est intervenu sur un point très particulier, le régime fiscal des agriculteurs.

Lundi dernier, le Conseil des ministres européen des Finances et des Affaires économiques a consacré un échange de vues aux problèmes des agriculteurs et aux mesures éventuelles à envisager, dans le cadre de la politique des prix pratiquée par la Communauté européenne.

D'autre part, hier, en commission des Finances de la Chambre, nous avons discuté d'une proposition de loi déposée par M. Wauthy et consorts au sujet de l'amélioration du statut fiscal des agriculteurs sous différents aspects. Nous avons eu une discussion technique, mon approche est constructive. Il est apparu cependant que, précisément pour des raisons techniques, certaines propositions étaient irréalisables. Ainsi, l'augmentation en aval de 6 à 8 p.c. de la ristourne TVA se heurte à plusieurs obstacles. En effet, il faudrait appliquer ce même taux à l'acheteur, ce qui est virtuellement impossible. Nous avons déjà eu beaucoup de difficultés à faire accepter le taux de 6 p.c. par la Communauté européenne; je ne vois pas, dès lors, la possibilité de faire accepter les 8 p.c. Vous avez fait allusion dans votre intervention à une formule alternative, à savoir résoudre le problème réel qui est posé en reconsidérant certains taux, applicables ou appliqués en amont à l'achat de certains biens d'équipement, de tracteurs, par exemple. Nous pourrions essayer d'établir une liste. J'espère pouvoir arriver, avec l'aide de techniciens et des auteurs de la proposition de loi, à une formule acceptable à tous points de vue, en tenant compte, bien entendu, de nos contraintes budgétaires extrêmement draconiennes.

J'estime, malgré les contestations qui surgissent régulièrement à ce sujet, que le forfait doit rester tel quel. Il est certain que l'analyse de la situation de nos agriculteurs prouve que ceux-ci n'occupent pas, dans notre société, une place privilégiée. L'écart en termes de parité des revenus se creuse d'année en année; leurs revenus ne sont même pas indexés, loin s'en faut, à l'exception de quelques catégories bien spécifiques. Je crois, dès lors, que le forfait est un instrument utile de correction fiscale que nous devons essayer d'améliorer. Comme chaque année, les négociations avec les organisations représentatives des agri-

culteurs et l'administration fiscale ont commencé et ce dans un esprit constructif. Nous avons reçu une longue liste de desiderata, je ne veux pas parler de revendications. Chaque élément sera examiné dans un esprit positif. Je ne peux pas vous dire aujourd'hui quels seront les résultats de ces négociations. Je dois cependant vous mettre en garde contre une éventuelle contradiction. Si on défend le forfait, il faut alors en accepter la logique. On ne peut pas, à la fois, défendre le forfait et plaider en même temps la thèse de l'individualisation du statut fiscal de l'agriculteur en fonction de toute une série d'éléments variables.

Pour certains problèmes, on peut trouver des améliorations et même des compromis. Mais il faut se garder d'excès car, en individualisant trop le forfait, on pourrait finalement le vider tout à fait de sa substance et verser dans le statut fiscal qui est celui de beaucoup d'indépendants qui ne bénéficient pas du forfait. Il faut donc faire preuve d'une certaine modération.

De heer de Bruyne heeft een hele reeks pertinente beschouwingen gemaakt over het administratief apparaat, over de produktiviteit van de ambtenaren van de fiscus. Ik geloof dat deze produktiviteit hoog is en ik ben daar ook gelukkig over. Er is inderdaad veel veranderd in de administratie van Financiën en er is heel wat gedaan om het allemaal wat humaner aan te pakken, wat niet wil zeggen dat de efficiëntie daaronder moet lijden. Wel integendeel.

Ik heb reeds gezegd, Mijnheer de Bruyne, dat er een nieuw aangifteformulier klaar is en dat dit beantwoordt ten eerste aan de noodzaak om te vereenvoudigen en ten tweede aan de noodzaak om in te spelen op de mogelijkheden van de computer en de informaticaverwerking.

Wat de vorming van de ambtenaren van Financiën betreft, deze is zwaar en streng. En dit is een goede zaak. Ik wil hier openlijk en duidelijk zeggen dat de ambtenaren van de administratie van Financiën niet noodzakelijkerwijze populaire figuren zijn. Het tijdperk van de notabelen is voorbij en dat geldt voor alle beroepen. Dertig, veertig, vijftig jaar geleden was een ambtenaar van de Belastingen een notabele, zoals de notaris, de pastoor, de universiteitsprofessor. Dat is nu niet meer het geval en wij mogen dat niet betreuren. De toestand is veranderd door het banaliseren, door het massa-effect en door het vermenigvuldigen van de aantallen. Ik geloof dat een goed ambtenaar van Financiën zich helemaal thuis voelt in zijn eigen vel. Welnu, wij moeten deze ambtenaren zich bestendig recyclen. De heer Waltniel heeft zelfs voorgesteld dat het vrijgezellen zouden zijn.

Ik ben natuurlijk principieel voorstander van een vereenvoudiging van de wetgeving en van een zekere pauze in het wijzigen van de wetgeving, maar zoals ik reeds heb gezegd gaan met elke nieuwe regering, met elke regeringsverklaring nieuwe fiscale ingrepen gepaard. Ik wil u niets verhehlen en kondig u dus aan dat binnen het raam van de conferentie over het nieuw industrieel beleid waar de regering zal luisteren er waarschijnlijk ook voorstellen zullen uit de bus komen om het fiscaal instrument te hanteren ten einde een nieuw industrieel beleid te oriënteren of te heroriënteren. Vermits de fiscaliteit een groot belang heeft gekregen in onze samenleving, ook in percentage van het bruto nationaal produkt, is het nogal normaal dat ze gebruikt wordt om bepaalde economische effecten te bereiken of eventueel niet te bereiken. Wij staan hier voor een conflictsituatie tussen enerzijds de nood aan een zekere pauze en vereenvoudiging en anderzijds de noden van het beleid op allerlei gebieden. Met u, Mijnheer Waltniel, vind ik dat men de zaken erg ingewikkeld heeft gemaakt. Daar waar het kan zal ik proberen in de mate van het mogelijke vereenvoudigingen aan te brengen.

Ik kan niets zeggen over wat de regering zondag zal beslissen. Dat is allemaal in voorbereiding. U mag mij ondervragen over mijn persoonlijke intenties over om het even wat, maar ik geloof dat dit niet relevant zou zijn, vermits ik behoor tot een regering die een collegiale verantwoordelijkheid draagt.

Verder zegt u dat er in Brussel een probleem is met de ambtenaren die allemaal terug willen naar hun slaapsteden. U zegt dat Brussel een gunstig fiscaal regime heeft. In een minder eerbiedwaardige omgeving dan deze heb ik reeds met een vleugje humor gezegd dat Brussel misschien de kans krijgt om een fiscaal paradijs te worden wegens de onderbezetting van de administratieve diensten. De toelating die ik van het Begrotingscomité gekregen heb om 2 100 ambtenaren aan te werven moet het onder meer mogelijk maken bepaalde leemten te Brussel te vullen, ook op het vlak van de tweetalige ambtenaren.

M. R. Gillet. — On veut bien céder nos contrôleurs à la Flandre si elle le souhaite.

M. Eyskens, Ministre des Finances. — Les jeunes fonctionnaires, après quelques années, entreprennent généralement des démarches pressantes

pour être mutés et travailler plus près de leur domicile. C'est normal, mais cela a pour conséquence de poser, sur le plan administratif, quelques problèmes à Bruxelles.

Mijnheer Waltniel, u hebt dan twee specifieke problemen aangehaald in verband met de commissielonen van de financiële tussenpersonen bij inschrijvingen op staatsleningen en in verband met de Schatkistcertificaten beperkt tot bepaalde beleggers.

Dat is een ingewikkelde zaak.

Commissielonen kosten natuurlijk wel wat. Er is een gradatie in de tarieven. De toestand van de Schatkist is van die aard dat wij natuurlijk enorme bedragen moeten plaatsen en dat ook bij vaste opname met het consortium van de banken moeilijke onderhandelingen plaatsvinden. Toch heeft een vaste opname altijd voordelen omdat de Schatkist dan van meet af aan zeker is van de opbrengst, want de banken en de parastatalen moeten maar zorgen dat zij ervan af geraken.

Hier bestaat dus een risico in hoofde van de financiële instellingen bij vaste opname.

Bovendien mag u niet vergeten dat de commissielonen ook de administratieve kosten moeten dekken die gepaard gaan met het beheer door de financiële instellingen van uitgaven, van obligaties die de klanten kopen, maar soms in de banken laten, via open deposito's of andere formules, waarbij de coupons moeten worden geïnd enzovoort. Dat zijn dus allemaal kosten die moeten worden gedekt door de commissielonen.

U bent niet de enige of de eerste die mijn aandacht hierop vestigt. Dit punt wordt wel bekeken, maar men moet rekening houden met de bestemming van die commissielonen. Men mag ze niet zomaar beschouwen als een winstpercentage, ze moeten ook een hele reeks uitgaven dekken.

Het openstellen van Schatkistcertificaten voor andere financiële tussenpersonen is ook geen eenvoudig probleem.

Uiteindelijk riskeert u dan gewoon een verplaatsing te veroorzaken op de kapitaalmarkt en op de geldmarkt. Dan komen de kasbons misschien wat meer in de verdrukking.

Ook dit is niet zo'n eenvoudig probleem en de specialisten zijn erover verdeeld. Ik zal u niet de namen noemen van de instellingen, maar instelling A meent dat het zo is en instelling B anders.

Mijn eigen opvatting hierover ligt nog niet definitief vast.

Ik veronderstel dat u suggereert de Schatkistcertificaten op een bredere basis te plaatsen. Ook dit wordt momenteel bekeken.

Ik zal niet terugkomen op de crisisslening.

Ik onderstreep nogmaals dat wat u noemt de mededeling van het kabinet van Financiën inzake de crisisslening een reactie was op sedert veertien dagen hierover circulerende ongecontroleerde geruchten.

Ik heb een dossier met gedateerde kranteknijsels waaruit blijkt dat vanuit het kabinet eigenlijk laat is gereageerd op allerlei kwakzaken die in dat verband waren gelanceerd en waarvan sommige waarschijnlijk de bedoeling hadden de idee van meet af aan te kelderen.

De heer Waltniel. — Mijnheer de Minister, het is juist uw mededeling, uw reactie die onder meer door de voorzitter van de SP publiek als lichtzinnig werd bestempeld. Dat vind ik toch een beetje erg!

De heer Eyskens, Minister van Financiën. — Ik til daar niet te zwaar aan. Iedereen heeft het recht te zeggen of te menen wat hij wil over wie en wat dan ook. Bovendien moeten wij allemaal voldoende zin hebben voor relativeren en voor humor om dat er op de koop toe bij te nemen.

Ik wilde u alleen medelen hoe de vork in de steel zit en hoe de zaak zich heeft voorgedaan in de tijd.

Mijnheer Vandezande, u hebt mijn aandacht nog eens gevestigd op de tweede gewestelijke directie, overgebracht naar de Parkstraat te Leuven, straat die mij welbekend is. Ik heb uw drie vragen genoteerd. Op sommige vragen heb ik reeds schriftelijk geantwoord. U hebt mij trouwens herinnerd aan de inhoud van dit schrijven. Op andere vragen kan ik nu niet nauwkeurig antwoorden, maar ik kan u wel mededelen dat het vanzelfsprekend mijn bedoeling is de staatshervorming in haar praktische consequenties door te trekken tot de organisatie en de reorganisatie van de administratie in de mate dat zij daarvoor in aanmerking komt. Wat de problemen van de randgemeenten betreft, kan ik vandaag niet duidelijk zeggen wat de oplossingen of de mogelijkheden zijn. U mag mij daarover bij een volgende gelegenheid ondervragen. Ik zal dan wellicht een nauwkeurig antwoord kunnen geven.

De heer Vandezande. — De oplossing ligt toch voor de hand, Mijnheer de Minister.

De heer Eyskens, Minister van Financiën. — Ik moet ook rekening houden met problemen van interne organisatie, wat tot gevolg heeft dat sommige dingen slechts geleidelijk tot stand kunnen komen.

U beweert ook dat de Vlamingen slecht worden onthaald door de administratie. Indien u concrete gevallen kent mag u mij deze mededelen. Ik zal ze onmiddellijk laten onderzoeken en overzenden aan de hiërarchische overheid van de administratie van Financiën voor eventuele disciplinaire gevolgen.

Wat de aanwervingsexamens betreft, heb ik er niets op tegen dat de tweetaligheid zou worden getest door het Vast Wervingssecretariaat. Dit betekent minder werk voor de administratie zelf. Ik kan hiermee volstaan, Mijnheer de Voorzitter. (Applaus op de banken van de meerderheid.)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles de chacun des projets de loi.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene behandeling gesloten en gaan wij over tot het onderzoek van de artikelen van elk van de ontwerpen van wet.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DES FINANCES DE L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1981

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN FINANCIËN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1981

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le budget du ministère des Finances de 1981.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Financiën voor 1981.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (Voir documents n° 5-XXII-1 et 2, session 1980-1981, du Sénat.)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (Zie stukken nrs. 5-XXII-1 en 2, zitting 1980-1981, van de Senaat.)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

Kredieten voor de lopende uitgaven (titel I) en de kapitaaluitgaven (titel II)

Artikel 1. Voor de uitgaven van het ministerie van Financiën voor het begrotingsjaar 1981, worden kredieten geopend ten bedrage van (in miljoenen franken) :

	Niet- gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
		Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
TITEL I			
Lopende uitgaven	28 773,3	—	—
TITEL II			
Kapitaaluitgaven	7 937,7	20,0	20,0
Totalen	36 711,0	—	—

Die kredieten worden opgesomd onder de titels I en II van de bij deze wet gevoegde tabel.

*Crédits pour les dépenses courantes (titre I)
et pour les dépenses de capital (titre II)*

Article 1^{er}. Il est ouvert pour les dépenses du ministère des Finances afférentes à l'année budgétaire 1981, des crédits s'élevant aux montants ci-après (en millions de francs) :

	Crédits dissociés		
	Crédits non dissociés	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
TITRE I			
Dépenses courantes . . .	28 773,3	—	—
TITRE II			
Dépenses de capital . . .	7 937,7	20,0	20,0
Totaux . . .	36 711,0	—	—

Ces crédits sont énumérés aux titres I et II du tableau annexé à la présente loi.

— Aangenen.

Adopté.

Bijzondere bepalingen betreffende de lopende uitgaven

Art. 2. Bij afwijking van het gewijzigde artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 5 000 000 frank toegestaan worden aan de buitengewone rekenplichtigen van het departement. De buitengewone rekenplichtigen van de directie voor grote opmetingen en algemene plans van de administratie van het Kadaster mogen evenwel geldvoorschotten bekomen tot een maximumbedrag van 9 000 000 frank en de buitengewone rekenplichtige van de dienst comptabiliteit van het algemeen secretariaat van het departement mag beschikken over geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 12 000 000 frank.

Door middel van deze voorschotten, mogen de buitengewone rekenplichtigen van het departement alle dienstkosten betalen tot en met 100 000 frank, alsmede de vergoedingen van alle aard welke bij aanrekening op de begroting zullen verleend worden en, welk ook het bedrag moge zijn, de verbruikskosten van water, gas, elektriciteit, telefoon en brandstof voor autovoertuigen.

Wat de buitengewone rekenplichtige van het departement betreft, belast met de betaling van de voorschotten op zendingskosten in het buitenland, toelating wordt hem gegeven aan de ambtenaren belast met een zending in het buitenland de nodige voorschotten te verlenen, zelfs indien deze voorschotten meer dan 50 000 frank bedragen.

Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes

Art. 2. Par dérogation à l'article 15 modifié de la loi du 29 octobre 1846, relative à l'organisation de la Cour des comptes, des avances de fonds d'un montant maximum de 5 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires du département. Toutefois, les comptables extraordinaires de la direction des grands levers et plans généraux de l'administration du Cadastre pourront disposer d'avances de fonds d'un montant maximum de 9 000 000 de francs, et le comptable extraordinaire du service de la comptabilité du secrétariat général du département d'avances de fonds d'un montant maximum de 12 000 000 de francs.

Au moyen de ces avances, les comptables extraordinaires du département sont autorisés à payer tous les frais de service n'excédant pas 100 000 francs, les indemnités de toute nature allouées sur le budget ainsi que, quel qu'en soient les montants, les frais de consommation d'eau, gaz, électricité, téléphone et carburant pour voitures automobiles.

Quant au comptable extraordinaire du département, chargé du paiement des avances sur frais de mission à l'étranger, autorisation lui est donnée de consentir aux fonctionnaires envoyés en mission à l'étranger les avances nécessaires, même si ces avances sont supérieures à 50 000 francs.

— Aangenen.

Adopté.

Art. 3. Gezien het spoedeisend karakter der in het vooruitzicht gestelde uitgaven en bij afwijking van het gewijzigd artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mag de minister van Financiën achtereenvolgende geldvoorschotten van hoogstens 8 000 000 frank, die later zullen verantwoord worden, toestaan

aan de rekenplichtige van de sociale dienst die belast is met de vereffening van hulp gelden en toelagen van sociale aard. Hetzelfde geldt voor de toelagen ten bate van de culturele en sportkringen onder het personeel van het departement van Financiën opgericht.

Art. 3. Vu le caractère urgent des dépenses à prévoir et par dérogation à l'article 15 modifié de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, le ministre des Finances est autorisé à consentir au comptable du service social chargé de la liquidation des secours et allocations à caractère social des avances de fonds successives d'un montant ne dépassant pas 8 000 000 de francs, dont il sera justifié ultérieurement. Il en est de même pour les allocations en faveur des cercles culturels et sportifs, créés parmi le personnel du département des Finances.

— Aangenen.

Adopté.

Art. 4. De minister van Financiën wordt ertoe gemachtigd ten laste van de kredieten van artikel 12.05 van de sectie 31 van titel I een bedrag van 106 000 000 frank over te dragen naar de postrekening van de rekenplichtige van het Kledingfonds van het douanepersoneel.

Art. 4. Le ministre des Finances est autorisé à transférer, à charge des crédits de l'article 12.05 de la section 31 du titre I, un montant de 106 000 000 de francs au compte courant postal du comptable de la Masse d'Habillement du personnel de la douane.

— Aangenen.

Adopté.

Art. 5. De minister van Financiën wordt ertoe gemachtigd provisies te verlenen aan de advocaten, experts en gerechtsdeurwaarders die voor rekening van zijn departement optreden.

Art. 5. Le ministre des Finances est autorisé à accorder des provisions aux avocats, experts et huissiers de justice qui interviennent pour compte de son département.

— Aangenen.

Adopté.

Art. 6. De betaling van de geboortetoelagen en van de vergoedingen wegens begrafenis kosten geschiedt volgens de regels vastgesteld door artikel 23 van de wet van 15 mei 1846 op de rijkscomptabiliteit.

Art. 6. Le paiement des allocations de naissance et des indemnités pour frais funéraires s'effectue conformément aux règles établies par l'article 23 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat.

— Aangenen.

Adopté.

Art. 7. Voor de vereffening in specien van het gedeelte beneden 1 000 frank van de vergoedingen toegekend in het raam van de wet van 14 april 1965, gewijzigd door de wet van 12 juli 1976, houdende regeling van een financiële staatstegemoetkoming wegens schade aan private goederen veroorzaakt in verband met de overgang van de democratische republiek Zaïre tot de onafhankelijkheid, zal de Staat een jaarlijkse dotatie, aangepast aan de werkelijke behoeften van elk jaar, ter beschikking stellen van de Nationale Kas voor Rampenschade.

Art. 7. Pour la liquidation en espèces de la partie inférieure à 1 000 francs des indemnités allouées dans le cadre de la loi du 14 avril 1965, modifiée par la loi du 12 juillet 1976, organisant une intervention financière de l'Etat du chef de dommages causés aux biens privés en relation avec l'accession de la république démocratique du Zaïre à l'indépendance, l'Etat mettra à la disposition de la Caisse nationale des Calamités une dotation annuelle adaptée aux besoins réels de chaque année.

— Aangenen.

Adopté.

Art. 8. Het provisioneel krediet ingeschreven onder het artikel 01.01 van sectie 31 van titel I van deze begroting mag, met het akkoord van de minister van Begroting, volgens de behoeften worden verdeeld over de passende artikels van dezelfde titel door middel van een koninklijk besluit.

Art. 8. Le crédit provisionnel inscrit à l'article 01.01 de la section 31 du titre I du présent budget peut, avec l'accord du ministre du Budget, être réparti selon les besoins, par voie d'arrêté royal, entre les articles appropriés du même titre.

— Aangenen.

Adopté.

Art. 9. § 1. Het saldo van het provisioneel krediet van het artikel 01.03 van sectie 32, titel I, dat op 31 december 1980 naar de begroting van 1981 zal worden overgedragen mag, volgens de behoeften, worden verdeeld over de passende artikels van de begrotingen van de verschillende departementen door middel van een koninklijk besluit.

§ 2. Het provisioneel krediet ingeschreven onder het artikel 01.04 van sectie 32 van titel I van deze begroting mag, volgens de behoeften, worden verdeeld over de passende artikels van de begrotingen van de verschillende departementen door middel van een koninklijk besluit.

Art. 9. § 1^{er}. Le solde du crédit provisionnel de l'article 01.03 de la section 32, titre I, qui sera reporté au 31 décembre 1980 au budget de 1981, peut être réparti selon les besoins, par voie d'arrêté royal, entre les articles appropriés des budgets des différents départements.

§ 2. Le crédit provisionnel inscrit à l'article 01.04 de la section 32 du titre I du présent budget peut être réparti selon les besoins, par voie d'arrêté royal, entre les articles appropriés des budgets des différents départements.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 10. Bij afwijking van de beschikkingen van artikel 18, § 2, van de wet van 28 juni 1963, tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit, mogen de saldi van de volgende, niet-gesplitste kredieten, naar het volgende jaar worden overgedragen in dezelfde voorwaarden als de gesplitste kredieten :

Titel I, sectie 32, artikel 01.03 (met inbegrip van de overgedragen kredieten van 1980);

Titel I, sectie 32, artikel 01.04.

Art. 10. Par dérogation aux dispositions de l'article 18, § 2, de la loi du 28 juin 1963, modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, les soldes des crédits non dissociés ci-après peuvent être reportés à l'année suivante dans les mêmes conditions que les crédits dissociés :

Titre I, section 32, article 01.03 (y compris les crédits reportés de 1980);

Titre I, section 32, article 01.04.

— Aangenomen.

Adopté.

Bijzondere bepalingen betreffende de kapitaaluitgaven

Art. 11. Bij afwijking van de beschikkingen van de laatste alinea van artikel 18, § 2, van de wet van 28 juni 1963, tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit mogen de niet-gesplitste kredieten, ingeschreven onder de titel II van deze wet, met uitzondering van de artikelen 52.03, 56.01, 57.01, 61.01, 61.04, 74.01, 81.01, 81.02, 81.03, 81.04 en 82.01, naar het volgende jaar worden overgedragen in dezelfde voorwaarden als de gesplitste kredieten.

Dispositions particulières relatives aux dépenses de capital

Art. 11. Par dérogation aux dispositions contenues dans le dernier alinéa de l'article 18, § 2, de la loi du 28 juin 1963, modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, les crédits non dissociés inscrits sous le titre II de la présente loi, à l'exception des articles 52.03, 56.01, 57.01, 61.01, 61.04, 74.01, 81.01, 81.02, 81.03, 81.04 et 82.01, peuvent être reportés à l'année suivante dans les mêmes conditions que les crédits dissociés.

— Aangenomen.

Adopté.

Afzonderlijke sectie (titel IV)

Art. 12. De verrichtingen op de speciale fondsen die voorkomen in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, worden geraamd op 172 689 700 000 frank voor de ontvangsten en op 173 072 200 000 frank voor de uitgaven.

Section particulière (titre IV)

Art. 12. Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au titre IV du tableau joint à la présente loi, sont évaluées à 172 689 700 000 francs pour les recettes et à 173 072 200 000 francs pour les dépenses.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 13. De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen ingeschreven in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, wordt aangeduid naast het nummer van het artikel dat betrekking heeft op elk dezer.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het voorafgaand visum van het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop door tussenkomst van de minister van Financiën wordt beschikt, worden door het teken B aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten hebben gedaan, worden door het teken C aangeduid.

Art. 13. Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds inscrits au titre IV du tableau joint à la présente loi est indiqué en regard du numéro de l'article se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du ministre des Finances sont désignés par l'indice B.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 14. De Schatkist is gemachtigd voorschotten toe te kennen, wanneer de rekening van het fonds dat het voorwerp uitmaakt van artikel 60.02.A van titel IV van de tabel, zich in een debettoestand zal bevinden.

Art. 14. Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque le compte du fonds qui fait l'objet de l'article 60.02.A du titre IV du tableau, se trouvera en position débitrice.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 15. De op artikel 60.02.A aan te rekenen uitgaven mogen geregeld worden door middel van ordonnanties van kredietopening wat ook het bedrag ervan zij.

Art. 15. Les dépenses imputables à charge de l'article 60.02.A peuvent être liquidées par des ordonnances d'ouverture de crédits quel qu'en soit le montant.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 16. Het Muntfonds wordt ertoe gemachtigd tijdelijk, voor rekening van de Koninklijke Munt van België, de sommen voor te schieten welke nodig zijn voor de uitvoering van werken andere dan de vervaardiging van nationale geldspeciën.

Art. 16. Le Fonds monétaire est autorisé à avancer momentanément, pour le compte de la Monnaie royale de Belgique, les sommes nécessaires pour l'exécution de travaux autres que les fabrications monétaires nationales.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 17. De Schatkist wordt ertoe gemachtigd voorschotten toe te staan wanneer de verrichtingen in verband met artikel 83.01.17.00.B van de sectie « Thesaurieverrichtingen voor orde » — Geldsommen die door de Centrale Dienst der Vaste Uitgaven zijn gedeponereerd voor rekening van de Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid — Bijdragen Ziekteverzekering — een debettoestand van de rekening veroorzaken.

Dezelfde machtiging wordt toegestaan wat betreft de verrichtingen in verband met artikel 83.01.18.00.B van de sectie « Thesaurieverrichtingen voor Orde » — Fondsen die door de Centrale Dienst der Vaste Uitgaven zijn gedeponereerd voor rekening van de Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid — Bijdragen Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid.

Art. 17. Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque les opérations relatives à l'article 83.01.17.00.B de la section « Opérations d'ordre de Trésorerie » — Fonds déposés par le Service central des dépenses fixes pour le compte de l'Office national de Sécurité sociale — Cotisations assurance maladie — créent une position débitrice de ce compte.

La même autorisation est accordée en ce qui concerne les opérations relatives à l'article 83.01.18.00.B de la section « Opérations d'ordre de Trésorerie » — Fonds déposés par le Service central des dépenses fixes pour le compte de l'Office national de Sécurité sociale — Cotisations Office national de Sécurité sociale.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 18. De Schatkist wordt ertoe gemachtigd voorschotten toe te kennen wanneer de rekening van het fonds dat het voorwerp vormt van artikel 66.05.B van titel IV van de tabel zich in een debettoestand zal bevinden.

Art. 18. Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque le compte du fonds qui fait l'objet de l'article 66.05.B du titre IV du tableau se trouvera en position débitrice.

— Aangenomen.
Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé demain au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen morgen over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DU MINISTERE DES FINANCES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1980

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN FINANCIËN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1980

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi ajustant le budget du ministère des Finances de 1980.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Financiën voor 1980.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (Voir documents n° 6-XXII-1 et 2, session 1980-1981, du Sénat.)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (Zie stukken nrs. 6-XXII-1 en 2, zitting 1980-1981, van de Senaat.)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

I. Kredietaanpassingen

Artikel 1. De kredieten ingeschreven onder titel I — Lopende uitgaven en onder titel II — Kapitaaluitgaven van de begroting van het ministerie van Financiën voor het begrotingsjaar 1980, worden aangepast volgens de omstandige vermeldingen in de bij deze wet gevoegde tabel en ten belope van (in miljoenen franken) :

TITEL I	
Lopende uitgaven	
	Kredieten
Bijkredieten voor het lopend jaar	1 794,4
Verminderings	742,3
Bijkredieten voor vroegere jaren	69,0
TITEL II	
Kapitaaluitgaven	
Bijkredieten voor het lopend jaar	20,8
Verminderings	885,4
Bijkredieten voor vroegere jaren	1,5

I. Ajustements des crédits

Article 1^{er}. Les crédits prévus au titre I — Dépenses courantes et au titre II — Dépenses de capital du budget du ministère des Finances de l'année budgétaire 1980, sont ajustés suivant les données détaillées au tableau annexé à la présente loi et à concurrence de (en millions de francs) :

TITRE I	
Dépenses courantes	
	Crédits
Crédits supplémentaires de l'année courante	1 794,4
Réductions	742,3
Crédits supplémentaires pour années antérieures	69,0
TITRE II	
Dépenses de capital	
Crédits supplémentaires de l'année courante	20,8
Réductions	885,4
Crédits supplémentaires pour années antérieures	1,5
— Aangenomen. Adopté.	

II. Diverse bepalingen

Art. 2. De hieronder vermelde postassigaties worden van de vijfjarige verjaring ontheven en zijn te vereffenen door aanrekening op de kredieten toegestaan onder artikel 30.01 van de begroting van Financiën van het begrotingsjaar 1980 :

Begunstigde :

Haeyen-Vandersmissen Jules (jaar van uitgifte : 1972) : 833 frank.
Welvaert Maria (jaar van uitgifte : 1972) : 1 000 frank.
Duyck Jean-Pierre (jaar van uitgifte : 1973) : 198 frank.
Goossens Marlene (jaar van uitgifte : 1972) : 685 frank.
Vanhobst André (jaar van uitgifte : 1973) : 888 frank.
Cleinge Raoul (jaar van uitgifte : 1972) : 1 000 frank.
Van Hoey Gerardus en Heerman Cyriel (jaar van uitgifte : 1965) : 10 000 frank.
Wellens Bertha (jaar van uitgifte : 1965) : 1 476 frank.
Fouss Paul (jaar van uitgifte : 1970-1971-1972) : 2 320 frank.

II. Dispositions diverses

Art. 2. Sont relevées de la prescription quinquennale et seront liquidées par imputation sur les crédits ouverts à l'article 30.01 du budget des Finances de l'année budgétaire 1980, les assignations postales désignées ci-après :

Bénéficiaire :

Haeyen-Vandersmissen Jules (année d'émission : 1972) : 1 833 francs.
Welvaert Maria (année d'émission : 1972) : 1 000 francs.
Duyck Jean-Pierre (année d'émission : 1973) : 198 francs.
Goossens Marlene (année d'émission : 1972) : 685 francs.
Vanhobst André (année d'émission : 1973) : 888 francs.
Cleinge Raoul (année d'émission : 1972) : 1 000 francs.
Van Hoey Gerardus et Heerman Cyriel (année d'émission : 1971) : 10 000 francs.
Wellens Bertha (année d'émission : 1965) : 1 476 francs.
Fouss Paul (année d'émission : 1970-1971-1972) : 2 320 francs.
— Aangenomen.
Adopté.

Art. 3. De bij deze wet toegestane kredieten zullen door de algemene middelen der Schatkist gedekt worden.

Art. 3. Les crédits ouverts par la présente loi seront couverts par les ressources générales du Trésor.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 4. Deze wet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé demain au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen morgen over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Le Sénat se réunira demain le 19 mars 1981 à 14 heures.

De Senaat vergadert opnieuw morgen donderdag, 19 maart 1981, te 14 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 19 h 10 m.)

(De vergadering wordt gesloten te 19 u. 10 m.)